

Du pouvoir à «La Bonne Aventure»

LISE PAYETTE FAITE

Mortes par négligence médicale? Une enquête de Monique de Gramont Le bonheur à bicyclette Petit mode d'emploi

Uruguay: Il était une fois la démocratie Un reportage de Gloria Escomel



UN REGARD NEUF SUR LE MONDE

...regard neuf parce qu'il y a du sang neuf au journal Le Devoir! Une nouvelle équipe de journalistes dynamiques et chevronnés qui s'ingénient à tamiser la masse d'information quotidienne pour ne vous en livrer que l'essence. Une substance digne d'intérêt. La meilleure vue d'ensemble des événements dans le monde politique, social et culturel.

Un regard neuf sur les affaires

Avec la récente publication d'un nouveau cahier

exceptionnel: Le Devoir Économique, le journal Le Devoir devient le seul quotidien à vous offrir un contenu économique et financier exhaustif. Tout y est! À tous les jours! Dans une mise en page intelligemment structurée, pour un maximum d'efficacité et un minimum de temps de lecture.

Jetez-y un coup d'oeil! Le Devoir pourrait bien être le seul quotidien dont vous ayez besoin désormais... ABONNEZ-VOUS!

LE DEVOIR ESSENTIEL! no 26

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	
Les femmes de	
l'indépendance	
Francine Pelletier	

COURRIER

COMMUNIQUÉS COMMENTAIRE

Un dialogue sans ambiguité Ghila Benesty-Sroka

CHRONIQUE DÉLINQUANTE 11 Y a-t-il un régime dans la salle?

Hélène Pedneault

ACTUALITÉ FÉMINISTE Mortes par négligence médicale? 12 La nouvelle tête de la CTCUM 13

4 x 8 Mars 14 Cuba: congé pour la revolution Chili: noyer le poisson Italie: Miss 8 Mars

Paris: la cité des femmes

Manif pour deux Irlandais 16 Une tournée inédite 17 Les Amérindiennes ripostent 18



Les marathoniennes du fast-food Louise Larose Et les oubliées du Code du travail Lorraine Payette



ENTREVUE Enfin, Lise Payette!

Pourquoi se taisait-elle? Parce que les moindres propos et gestes de cette gagnante prennent automatiquement une telle importance?

Quatre ans après son départ du pouvoir politique, la féministe la plus connue du Québec sort de son silence et nous parle: de La bonne aventure, du pouvoir et des femmes, de l'indépendance du Québec.

Recherche: Virginie Boulanger,

Francine Tremblay.

Entrevues: Ariane Émond,

Françoise Guénette, Gisèle Tremblay. Rédaction: Françoise Guénette.

mai 1985

NTERNATIONAL Il était une fois a démocratie Iloria Escomel

COLOGIE Hydro-Quebec, une entreprise en péril? Magali Marc

DISIRS Le bonheur à bicyclette Marie-Anne Rainville



NTREVUE Du peut-on vous toucher, Pauline Julien? Sylvie Dupont

JOURNAL INTIME ET POLITIQUE De l'entrevue comme fiction Sylvie Dupont

CINEMA De Montréal à Sydney En passant par Bell Diane Poitras

THEATRE Festival des Amériques Théâtre sur la ville Francine Pelletier

FLASHES Livres, cinéma, théâtre

CALENDRIER

53

54



Lise Payette

Les femmes de

par Francine Pelletier

«Il aurait été relativement facile de devenir un homme politique, mais j'avais décidé d'être une femme politique, avec tout ce que ça implique.»

Lise Payette
u moment où nous rêvions
toujours d'un Québec libre,
elles n'ont pas été que des
chantres mémorables de l'indépendance, mais ses symboles féminins par excellence.
Grâce à elles, à leur éclat, leur
intelligence, leur courage, les
Québécoises se sont mieux
identifiées à la cause.

Aujourd'hui, Pauline Julien et Lise Payette ne se battent plus pour l'indépendance. Tout en demeurant convaincues dans leur coeur, elles sont passées à autre chose, tant pour des raisons personnelles que politiques. «Je suis partie en 81 parce que je ne pouvais plus être utile au dossier des femmes et que l'indépendance était remise aux calendes grecques», nous dira l'auteure de La bonne aventure.

Cinq ans plus tard, la cause indépendantiste tente, tant bien que mal, de revenir à la charge. Pensons au Mouvement socialiste et surtout, au tout nouveau Rassemblement démocratique pour l'indépendance (RDI). Parmi ses protagonistes, quelques femmes, dont Denise Leblanc-Bantey, récemment élue présidente du RDI. «Nos enfants et nos petitsenfants apprendront un jour dans leurs livres d'histoire que c'est le 30 mars 1985 que fut entreprise à Montréal, la reconstruction de l'édifice de l'indépendance», disait-elle à l'ouverture du congrès de fondation.

Dans ce discours, par contre, aucune référence aux femmes, et dans le déroulement de la journée, rien qui laisse présager une véritable évolution des mentalités. Parce que les objectifs fondamentaux du RDI sont tout aussi irréprochables que vagues – «tirer le Québec de sa condition provinciale» (sic), réaliser un «projet de société résolument progressiste, axé sur la justice sociale, le développement économique et communautaire, l'ouverture sur le monde et le respect de l'environnement» –, ils ont été adoptés sans discussion, sans ces débats passionnés qu'on nous avait pourtant promis.

À peine y eut-il un délégué pour demander ce que voulait dire, au juste, progressiste. Une question qui tombait pile, puisque nous avions eu droit, plus tôt, à l'intervention fort remarquée (et parfaitement spontanée) d'un homme d'une soixantaine d'années qui criait dans le micro: «Ceux qui se prononcent pour l'avortement libre sont des ASSASSINS!» Ce qu'il répéta, le teint chaque fois plus violet, six ou sept fois, pour conclure: «C'est incompatible avec l'indépendance! "» Il fut mal reçu, bien sûr. Il avait fait la même scène à l'assemblée, le matin même, ajoutant qu'il déplorait la féminisation de la Déclaration de fondation, puisque, après tout, «le féminin est inclus dans le masculin».

Cette intervention, de loin la plus passionnée, ne suscita pourtant aucune réponse. L'hystérie est certés quelque peu paralysante... Mais de là à ce que personne ne relève ce que ce vieux réacto venait de nous lancer en pleine face! Sur quoi ce mouvement «progressiste» est-il réellement fondé?

Faut-il en accuser l'ordre du jour trop préoccupé de la «procédure» (l'adoption des statuts et règlements) ? Toujours est-il que ce congrès de fondation s'est avéré singulièrement vide de contenu. À l'exception de la proposition, chaudement applaudie, de Gilbert Paquette : ne pas se contenter de faire de «l'éducation populaire», mais prendre, «au moment opportun», le virage électoral. Même l'aspect radical du nouveau mouvement indépendantiste a été soigneusement camouflé à coup d'affirmations du genre : «On est pas

Dans le prochain numéro de La Vie en rose!

REPORTAGE: Pourquoi choisir la thérapie féministe? INTERNATIONAL: Comment la guerre au Salvador se poursuit-elle malgré les élections? ANALYSE: Le mouvement des femmes devient-il

l'indépendance

radical, on est intelligent!» Bref, rien, à l'heure actuelle, ne distingue le RDI du PQ, sauf une vague prétention à «actualiser et renouveler le discours indépendantiste», et la conviction d'être supérieurs à tous ces «néo-fédéralistes». Estce pour cela que les femmes y apparaissent singulièrement discrètes, jusqu'à la présidente elle-même?

Si ce n'avait été d'Andrée Ferreti (de la Coalition pour l'indépendance du Québec) et d'une autre femme, qui ont déploré que le RDI ne trouve rien de mieux à faire qu'à imiter le PQ, les femmes auraient pu ne pas être là. Les hommes tenaient tout le plancher, s'alignant derrière les micros à la moindre occasion pour nous entretenir du moindre détail qui leur passait par la tête.

Et comment ne pas voir dans l'élection de Denise Leblanc-Bantey à la présidence un calcul stratégique? Elle permet aux autres ex-ministres (tous des hommes), et notamment à Camille Laurin et à Jacques Parizeau, de courir tous les lapins dont ils auront envie, la course au leadership du PQ ou la reconquête d'un parti qui reprend déjà du poil de la bête. La députée des Îles-de-la-Madeleine aurait donc été sacrifiée à la cause, tout en rajeunissant

l'image (Camille Laurin oblige) des «nouveaux» indépendantistes.

Denise Leblanc-Bantey à la tête du RDI illustre bien, à mon avis, l'imbroglio actuel entre les femmes et la cause de l'indépendance. Des unes à l'autre, pas de continuité, de véritable compréhension. Comme si l'héritage de Lise Payette, et, dans une certaine mesure, de Claire Bonenfant, ne s'était pas transmis, sauf pour le courage et la détermination qu'il faut pour faire carrière en politique. Comme si elles avaient été trop peu nombreuses à vouloir conjuguer féminisme et indépendance et que, par conséquent, aucune véritable affinité ne s'était développée entre deux idéologies, au départ très différentes.

Le problème s'est encore posé le 20 mars, lorsque les femmes du Mouvement socialiste ont convoqué des représentantes du mouvement des femmes pour envisager quelques stratégies pour les prochaines élections. Il en est ressorti deux choses fondamentales : d'abord, les femmes sont chaque fois plus prêtes à penser «politique» et impatientes de mettre un terme à leur sentiment d'impuissance, à leur nonreprésentation consacrée par chaque campagne électorale. Mais la majorité d'entre elles ne sont pas prêtes à appuyer



Denise Leblanc-Bantey

un parti ou un mouvement, aussi progressiste soit-il, tant et aussi longtemps qu'elles ne s'y reconnaîtront pas, qu'elles n'y exerceront pas un certain contrôle. N'estce pas la leçon que votre passage en politique nous aura donné, madame Payette?

Or, les projets indépendantistes actuels sont essentiellement inchangés, basés sur l'idée que les hommes se font de la démocratie et surtout, sur leur goût de l'imposer...

Et c'est pourquoi les femmes ne sont pas prêtes à s'engager dans le PQ ou dans une autre tentative semblable. Aux prochaines élections, nous espérons tout simplement que des femmes comme Lise Payette oseront se présenter, des femmes qui n'ont pas froid aux yeux, et qui n'accepteront pas (trop) de compromis, des femmes en qui nous pourrions avoir confiance. Parce que ce sont des femmes comme vous, madame Payette, qui nous manquent.

I/ Subtile référence à un congrès beaucoup plus ancien, celui du PQ en 76, où une motion sur l'avortement libre et gratuit majoritairement appuyée par la délégation, avait été battue, en dernière instance, par le droit de veto de René Lévesque.

trop réformiste? ENTREVUES: Louise Roy, Helma Sanders-Brahms, Anne Sylvestre. CULTURE: Où sont les dessinatrices québécoises de bandes dessinées? En kiosque dès le 25 mai.



Femmes



Thérapie individuelle et de groupe

4581 Fabre H2J 3V7 Métro Mont-Royal 524-3289

marie cal

DENISE NOËL **PSYCHANALYSTE**

> 5350 RUE WAVERLY MONTREAL H2T 2X9

TEL: (514) 495-3696

Tél. bur.: 274-8097

Nicole Reeves, M.A. Psychologue Psychothérapie individuelle

DANIÈLE TREMBLAY MAPS

Psychologue Thérapie individuelle et de couple

Expertise psycho-légale: agression sexuelle divorce

426 est, boulevard Saint-Joseph, Montréal, H2J 1J5

527-0974

«La respiration est la corde pour aller au fond du puits» disent les Orientaux

Rebirth

Une expérience de la profondeur

PAULE LEBRUN

thérapeuthe gestaltiste formée au Breath Therapy session individuelle et de groupe

Le Zorbou, centre de créativité et d'éveil, 844-0751

Bureau: (514) 272-0612 1214 avenue Van Horne Outremont H2V 1K3

Monique Panaccio **PSYCHOLOGUE**

psychothérapie et psychanalyse.

(514) 688-1044

Luce Bertrand M.P.s.

PSYCHOLOGUE

«Une femme à l'écoute des femmes »

PEURS - DÉPENDANCES - CULPABILITÉ HÉTÉROSEXUALITÉ - HOMOSEXUALITÉ CROISSANCE - CHEMINEMENT Être pour mieux Être



Massage therapeutique

Cécile Boileau 276-0944



rofessionnelles



Critique d'un slogan

Le slogan 85 pour la Journée des femmes me déçoit. «Imaginons le pouvoir des femmes» porte à confusion. Si on doit expliquer un slogan, c'est qu'il n'est pas bon. Un bon slogan doit éveiller notre imaginaire et non pas seulement l'alimenter. Le mot «imaginons» fait trop référence au ghetto intérieur des femmes; ainsi, le pouvoir ne peut être réinventé.

Je crois qu'il faut quitter cet imaginaire comme on quitte l'adolescence. Et non sans imagination, c'est-àdire avec une nécessité créatrice.

Imaginons que nous n'avons pas à imaginer pour être ce que nous sommes, pour parler et agir!

CAROLINE GENDREAU MONTRÉAL

Le cru de mars

On a parfois de ces «fidélités»! Pour moi, La Vie en rose en est une. Et, foi de féministe, j'ai eu raison! J'ai eu raison de vous faire confiance, même si, de temps à autre, je trouvais certains articles complètement «flyés», «déconnectés» de la réalité ou du vécu de la majorité des femmes. J'ai eu raison, ne serait-ce que pour avoir le plaisir de lire votre édition spéciale de mars. C'est du grand cru! Je m'en suis délectée du début à la fin.

J'ai eu doublement raison, car, dans ce pays aux tendances nombrilistes, *La Vie en rose* a, une fois de plus, innové en faisant son autocritique. Quelle magnifique preuve de lucidité et de courage!

J'ai eu enfin raison, car votre nouvelle orientation, basée sur une plus grande ouverture sur le monde, permettra aux Québécoises de savoir ce qui se passe en dehors du pays. À ce propos, une anecdote qui vous fera un petit velours : en 1982, lors d'une Foire internationale de la jeunesse, à Lisbonne, j'ai prêté deux de mes exemplaires de *La Vie en rose.* Je ne les ai plus revus... et pour cause! La qualité n'a pas de frontière.

J'ai donc eu raison sur toute la ligne, comme ces femmes coupables de leurs «fidélités»!

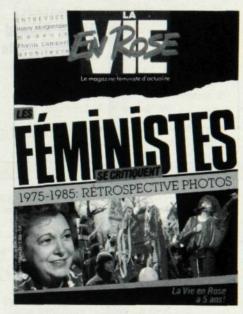
CANDIDE COLLIX
MONTRI AL

Fébrilement

Depuis «L'amour, toujours l'amour», chaque début de mois se passe dans l'attente fébrile... et dans la joie de lire dossiers, entrevues et fictions que j'aime.

MANON PROUES

JOERTH



Facture inesthétique

Je viens de lire «La gloire allerretour», l'éditorial de Françoise Guénette, en guise de rétrospective (mars 85). Ça m'a beaucoup plu. On n'y retrouve aucune trace de cette fatuité à vide, de cette moralité feutrée ou de ce transfert morphologique qui caractérisent maintenant des revues comme Liberté, Possibles, ou Les Herbes rouges.

Je ne suis pas un lecteur assidu de La Vie en rose, loin de là. Il me faut bien vous dire aussi que je ne suis pas féministe. Je ne suis pas structuraliste non plus, ni marxiste... et je ne fais pas jogging. J'ai aussi peine à comprendre qu'aucune féministe ne se soit résolue à faire l'analyse de ces intellectos complaisants «tournés» féministes du jour au lendemain, comme une mayonnaise qui changerait brusquement de couleur, en invoquant leur androgynie naturelle ou je ne sais trop quoi. Ils me font penser à mon ex-colonel des Indes à la retraite s'épanchant sur ses «natives», ou à un anthropologue voulant se faire Peau-rouge pour neutraliser une quelconque culpabilité atavique.

Je vous avoue également que la facture de *La Vie en rose* ne réussit pas à me séduire. C'est inouï, comme tous les groupes se concevant marginalisés craignent le «pouvoir esthétique» — comme s'ils allaient inévitablement trahir leur objet et leur légitimité en se permettant d'être «beaux»!

JEAN MORISSET MONTRÉAL

À vous, mes chères

Félicitations! Vous les aurez gagnées. Cinq ans de travail difficile, combien de nuits blanches? Ce n'est qu'un début, enrichissant pour nous les lectrices et pour vous, les jeunes féministes! La Vie en rose va grandir et continuer à nous «ouvrir les fenêtres et les portes» sur le monde des femmes, chez nous et partout dans le monde entier. Mes vifs remerciements à vous, mes chères. Bon courage et longue vie à La Vie en rose!

LÉA ROBACK MONTRÉAL

Un souper tiède

Je m'empresse de me réabonner rapidement, en espérant recevoir La Vie en rose de manière aussi empressée! En effet, recevoir le numéro de mars le 20 mars, c'est assez frustrant! C'est comme aller voir un film après qu'on vous l'ait raconté, manger un souper tiède, avoir l'impression de «rester très creux». Bref, ça m'embête. Pourrez-vous remédier à la situation dans un avenir rapproché?

MARIE MAYNARD
ROXTON POND

P.S.: Faut-il vraiment rire de cet encart publicitaire de la revue *Croc*, page 61 de mars 85, ou suis-je devenue une féministe trop «straight» pour ce genre d'humour?

Les retards de LVR

La Vie en rose sort en kiosque le dernier samedi du mois (ex. le 27 avril pour le numéro de mai). Le matériel pour l'impression quitte nos bureaux trois semaines avant cette date!!! À ce moment-là, la liste à jour des abonnées est déjà rendue au service de gestion informatique.

Le matériel, lui, passe ensuite entre les mains de 500 ou 600 autres personnes (à la séparation de couleur, à l'imprimerie, au service d'expédition des magazines... et aux Postes canadiennes). À n'importe quelle étape de cette chaîne, un pépin peut survenir, sur lequel nous n'avons aucun contrôle. En mars dernier, par exemple, les postiers du pays faisaient la grève du zèle.. Cela dit, depuis plusieurs numéros déjà - et nous en sommes particulièrement fières -, la plupart de nos abonnées reçoivent leur magazine avant la sortie en kiosque. C'est là notre principal objectif.

A.E.



Femmes





HÉLÈNE BÉLANGER DOCTEUR EN CHIROPRATIQUE

407. ST LAURENT, SUITE 110, MONTREAL, QUEBEC HZY 2Y5 Imétro Place d'Armesi SUR RENDEZ VOUS 15141 871-8520

MAISON POUR LA VOIX

Diane Ricard Psychophoniste

- éveil de la voix
- exploration en profondeur par des méthodes alternatives
- · cours intensifs ou privés
- membre du Bottin des Femmes
 117 VILLENEUVE OUEST MONTRÉAL H2T 2 R6 276-7945

Retrouver l'importance, le plaisir et la joie de la parole.

Lise Leduc

Grenier & Leduc

avocate

avocats

4213 ouest, rue St-Jacques Montréal, Québec, Canada H4C 1J5

Metro Place St-Henri

Parizeau, De Lagrave et Croteau Avocats & Procureurs Barristers & Solicitors

> Nathalie Croteau Carole De Lagrave

ACCEPTONS LES MANDATS D'AIDE-JURIDIQUE

4017A. rue Notre-Dame ouest Montreal (Québec) H4C 1R3

Tel. (514) 937-9326

MARIETTE PILON LINDA SOLOMON MIRIAM GRASSBY

AVOCATES

SUITE 021 1010 OUEST STE-CATHERINE MONTREAL, QUEBEC H3B 3R7

(514) 879-1100

(514) 935-6839

Bohémier, Dame, Lamarche

822, rue Mont-Royal est Montréal H2J 1X1

Me Hélène Bohémier Me Suzanne Dame Me Lucie Lamarche Avocates

526 - 9164

Offrez-le en cadeau.

- Un outil de références.
- Un répertoire unique de ressources.
- Un guide pratique de services et produits.



3.25 \$

(514) 845-4281 376, rue Sherbrooke Est, Montréal H2X 1E6



Madeleine Therrien agent immobilier

A LES IMMEUBLES VITEC ITÉE COURTIER

Investissez dans l'immobilier!

Pour une vente, un achat ou simplement un conseil, n'hésitez pas à m'appeler.

(maison — condo — duplex — triplex etc.)

Bureau: 655-3555 Rés.: 641-2826



Professionnelles



COMMUNIQUÉS

Recherche féministe

Le premier colloque organisé par le Groupe de recherche et d'échange multi-disciplinaires féministes se déroulera les 2, 3 et 4 mai 1985 au pavillon Charles-de-Koninck de l'université Laval. Le thème retenu : «Approches et méthodes de la recherche féministe». Pour inscription ou informations : Lucie Bouffard ou Marie Gauvin-Moisan, Service des relations publiques, Pavillon Félix-Antoine-Savard, local 214, Université Laval, Québec, (418) 665-2572.

Nouveaux centres de femmes

Le Centre international des femmes offre des services d'information, d'orientation, de référence, de counseling, de traduction et d'assistance aux femmes immigrantes. Il vient de lancer un magazine bimestriel gratuit à leur intention : Au coeur des femmes, tiré à 2 000 exemplaires, veut créer un lien entre les immigrantes et les Québécoises. Centre international des femmes, 265, de la Couronne, local 120, Québec GIK 6E1, (418) 524-4982, -7801, -1263.

Le Centre des femmes de Lotbinière vient d'être créé, pour répondre aux besoins exprimés par «L'enquête sur la situation des femmes dans Lotbinière». Le Centre offre aux femmes un lieu d'échange, d'information et de soutien. Pour informations : (418) 728-4402.

Un Centre de ressources en intervention populaire voit le jour à Rimouski. Carrefour d'information et de documentation sur la santé, le logement, la condition des femmes, les expériences alternatives et populaires, il offre également des sessions de formation aux coopératives d'habitation et de travail, aux organismes communautaires et aux groupes autogérés de la région. Pour plus d'informations: CRIPE, 125, de l'Évêché ouest, Rimouski G51, 4H4, (418) 722-8535.

Guides, livres, publications

Recevez par la poste un bulletin sur les nouveautés féministes : parution trois fois par an, abonnement 2 \$ l'année, 1er numéro gratuit. Commandes téléphoniques et postales acceptées : Librairie Androgyne, 3642, Saint-Laurent, 2e étage, Montréal, (514) 842-4765.

Les médias et nos organisations est un guide pour apprendre à communiquer efficacement avec les médias. Conçu comme un outil de formation et de référence, il contient des renseignements, des méthodes et de petits trucs qui peuvent rendre les médias plus accessibles aux groupes populaires. Pour plus de renseignements: Centre de formation populaire, 3575, Saint-Laurent, local 406, Montréal H2X 2T7, (514) 842-2548.

Au bas de l'échelle vient de produire une brochure : Quand on n'est pas syndiqué-e-s... quels sont nos droits ? Elle vous donne des renseignements précieux sur les droits et les recours, la santé et la sécurité au travail, la discrimination, l'aide juridique, l'aide sociale, le chômage, les fermetures d'usines, la syndicalisation et les droits des travailleuses enceintes. Son prix : 4 \$ (ou 2 \$ pour les gens à faibles revenus) plus 0,85 \$ pour frais d'envoi. Au bas de l'échelle 6839 A Drolet suite 305, Montréal (514) 270-7878.

Crise et emploi des femmes : c'est le sujet de réflexion proposé par le 1er des Cahiers de l'APRE, fruit des discussions qui ont réuni chercheuses, sociologues et économistes. Après avoir brossé un tableau statistique de la situation de l'emploi des femmes en France, ces quelque 70 pages questionnent le rôle des politiques familiales, patronales et syndicales. Pour se procurer les Cahiers ou rencontrer des féministes françaises, écrire à : APRE, 118, rue de la Tombe-

Issoire, 75014 Paris. Tél.: 322-8050 (environ 25 F le numéro).

Un guide des périodiques de femmes recensant plus de 250 publications des États-Unis, du Canada, du Mexique, de l'Amérique centrale et du Sud est maintenant disponible (en anglais): Annotated Guide to Women's Periodicals. Le prix: 6,50 \$ US (individuel), 10 \$ (pour les institutions). Vous pouvez le commander à: Annotated Guide, Box E-94, Earlham College, Richmond, IN 47374, USA.

Loisirs

La Chorale communautaire des femmes du YWCA tient ses répétitions tous les mardis soir de 17 h 30 à 19 h 30. Le répertoire comprend des morceaux classiques, folkloriques et féministes. Pour plus d'informations : Elisabeth Blackmore, 866-9941, poste 64, YWCA, 1355, boul Dorchester ouest, Montréal

Randonnées en plein air du Québec organise la 4° marche populaire AUDAX, de 25 km, qui aura lieu pour la 2° année consécutive à Saint-André-Avellin (région Montebello), le dimanche 26 mai. Ceux et celles qui l'auront réussie en cinq heures pourront s'inscrire à des marches plus audacieuses de 50, 75 et 100 km. Pour plus de renseignements: Nicole Beauvais, 5180, Saint-Denis, Montréal H2J 2M2, (514) 276-8882.

Entraide

La résidence du YWCA recherche des bénévoles pour un «système de compagnes» pour des résidentes, de 17 à 65 ans, qui se sentent isolées, ont des problèmes émotionnels ou, immigrantes récentes, n'ont pas de famille. Pour plus d'information, appelez Elisabeth Blackmore ou Judy Bercuvitz : (514) 866-9941

EQUIPE DE RÉDACTION : Ariane Émond, Françoise Guénette, Claude Krynski, Louise Legault, Lise Moisan, Francine Pelletier • RÉDACTION : Gloria Escomel, Françoise Guénette, Françoise Guénet

Un dialogue sans ambiguïté

par Ghila Benesty-Sroka

ectrice assidue de votre magazine et sympathisante naturelle de la cause des femmes dans le monde, j'ai été consternée par le manque de sérieux de l'article intitulé «Les soeurs ennemies se parlent», paru dans votre livraison d'avril. Bien que n'étant pas fille de survivants de l'holocauste comme Shirley Sarna – pour moi, tous les Juifs vivants sont des survivants de la barbarie nazie –, je me donne le droit de répondre à cet article diffamatoire et truffé d'abord d'erreurs historiques.

Madame Sarna parle d'un État palestinien et revendique ensuite la création de cet État: c'est une contradiction flagrante. Et il n'y a jamais eu 6 millions de Palestiniens¹. Selon le Jordan Time, «plus de la moitié des Palestiniens sont détenteurs d'un passeport jordanien et en tant que tels bénéficient d'un statut international reconnu²», celui de Jordaniens. La conclusion rationnelle, si l'on s'en tient aux principes de la démocratie, serait que la Jordanie se déclare État binational, puisque la Jordanie, c'est la Palestine. Il faut en finir avec le mythe des Palestiniens apatrides.

Toujours selon madame Sarna, «Israël refuse toujours de reconnaître l'existence du peuple palestinien et son droit à l'autodétermination, ce qui reste sans contredit l'obstacle majeur au retour de la paix dans les pays arabes». C'est archifaux. Depuis 1948, la paix et la coexistence avec les Arabes d'Israël et avec ses voisins ont été les premiers objectifs du peuple israélien et de ses dirigeants. Mais tant que la Charte palestinienne ne sera pas modifiée, la paix est impossible. Cette charte stipule la destruction d'Israël et plusieurs articles affirment que le partage de la Palestine en 1947 et la création de l'État d'Israël sont nuls et non avenus.

Le but avoué de l'OLP est de «refouler l'invasion sioniste et impérialiste, de récupérer le pays, de purifier la Palestine de l'existence sioniste». L'allégation de madame Sarna, selon laquelle «l'OLP ne sera jamais seulement une organisation militaire», est à mon humble avis dénuée de tout fondement. Jusqu'à maintenant, avec sa charte haineuse, l'OLP n'a été rien d'autre qu'une organisation terroriste dont les champs de bataille par excellence sont les garderies d'enfants et les stades olympiques. Cela n'est rien d'autre que du terrorisme à l'état pur.

"Le peuple palestinien est déterminé à poursuivre la lutte contre la présence sioniste en Palestine et sur tous les territoire arabes», disait Yasser Arafat en 1982³. «L'OLP ne reconnaîtra jamais l'existence d'Israël. On devrait couper la langue et la tête à quiconque parle de la reconnaissance de l'ennemi... ⁴», confirmait son adjoint Abou Iyad. «La lutte armée se poursuivra plus forte encore que par le passé⁵», répétait encore Arafat en 1983. Ces exemples suffisent-ils?

Quant au problème de Sabra et Chatila, il est temps de le dire : depuis dix ans déjà, les Libanais vivent dans l'insécurité totale à cause du terrorisme palestinien et Israël n'est pas responsable de la brisure de l'indépendance territoriale du Liban. Curieusement, on ne s'indigne pas de la présence syrienne au Liban.

Bref, tout cet article est truffé d'erreurs historiques et de sentimentalisme mal placé à l'endroit du peuple palestinien. Que l'on se batte pour la cause palestinienne, soit, mais que l'on s'en prenne aux véritables responsables : les dirigeants arabes, ceux-là même qui entretiennent un climat d'insécurité mondiale (la guerre Iran-Irak, par exemple). Dois-je rappeler que de 1948 à 1967, la Jordanie «démocratique» et l'Égypte «révolutionnaire» de Nasser ont parqué comme des animaux les Palestiniens dans des camps ?

uant à la question des femmes, je comprends mal l'attitude de Janet Weinroth. Son expérience malheureuse en Israël, où elle ne s'est pas adaptée, ne lui donne pas le droit de généraliser sur l'éducation israélienne. Pour ma part, j'ai eu la chance d'être élevée en Israël, dans un kibboutz de l'Hachomer Hatstair, près de la frontière jordanienne. Et j'ai eu le plaisir d'avoir pour voisin un village arabe, où je travaillais avec mes amis arabes pour le mouvement de jeunesse auquel nous appartenions. Enfants juifs et arabes, nous avons grandi ensemble sans haine et dans une atmosphère sereine.

Madame Weinroth, avez-vous lu La haine sacrée, un manuel scolaire dans lequel on enseigne la haine du Juif aux enfants arabes, particulièrement en Jordanie et en Syrie, où ces manuels font partie du programme officiel du ministère de l'Éducation?

De plus, vous déclarez qu'il est «dangereux pour les gens (d'Israël) d'exprimer publiquement leur opinion : ils risquent d'être arrêtés, de se voir imposer des amendes ou de perdre leurs emplois». Je vous somme d'en donner des preuves. Votre haine d'Israël ne vous donne pas le droit de le diffamer. En Israël, il y a 37 partis politiques, donc pluralité d'opinion.

Plus loin, madame Weinroth, vous accusez Israël d'être un vendeur d'armes. Mais pourquoi omettre de dire que c'est au même titre que la France, la Belgique, les États-Unis, l'URSS, le Canada et le Brésil? Et de qui l'OLP reçoit-elle ses armes, si ce n'est de l'URSS, ce pays «démocratique» qui a envahi l'Afghanistan?

Vous dites aussi que le gouvernement israélien n'est pas intervenu en Argentine pour défendre Jacobo Timmerman. Dois-je vous rappeler qu'Israël, en tant qu'État, n'intervient pas dans les États démocratiques où la vie des Juifs est en danger? Par contre, les Juifs, dans leurs pays respectifs, ont toujours lutté contre le fascisme et ont aidé particulièrement Timmerman, qui réside maintenant en Israël et se paye le luxe d'écrire contre Israël.

Pour conclure, j'aimerais demander à madame Weinroth quels sont les indices nous permettant de croire que l'OLP veut reconnaître Israël? L'assassinat lâche de Sartaoui? Le temps joue contre le peuple palestinien. Si l'OLP veut en être le représentant légitime, elle doit abolir sa charte. Ce serait le seul indice tangible. Alors nous dirons ensemble oui à la reconnaissance mutuelle.

Quant à l'encart sur Neve Tirza, je vous invite encore à fournir vos sources, à nous montrer les rapports d'Amnistie internationale et de la Croix-Rouge internationale.

Ghila Benesty-Sroka est fondatrice et directrice de la revue *Iribune juive du Canada*.

- 1/ Voir erratum
- 2/ Adnam Abu Odeh, Jordan Time, 9 mai 1981
- 3/ Dans une lettre au président des Nations unies, 29 novembre 1982.
- 4/ Interview dans Al Halif. Émirats arabes unis, 23 juillet 1982.
- 5/ Dans Le Monde, 4 janvier 1983

ERRATUM

Il y avait en effet deux grossières erreurs dans le texte «Des soeurs ennemies se parlent», et dues en rien à l'auteure. Il aurait fallu lire le «peuple palestinien» pour «État palestinien» et «six millions de Juifs» pour «six millions de Palestiniens» (+). Ces erreurs se sont malheureusement glissées lors des nombreuses étapes traduction, réécriture, re-traduction, corrections, etc.) qu'a subi l'article de Shirley Sarna. Nous nous en excusons.

Y a-t-il un régime dans la salle?

Socialiste, péquiste ou Scarsdale?...

par Hélène Pedneault

Montréal, 28 mars 85 Ma chère S., ai très hâte à vendredi soir parce que ce soir-là je vais rien faire. C'est prévu. Je vais seulement rencontrer Marie-Hélène pour lire le régime Scarsdale avec elle au cas où on réussirait à s'encourager au niveau de la perte de poids. (Tout le monde emploie cette expression «au niveau de». alors je l'essaye de temps en temps pour comprendre pourquoi. À ton avis, l'ai-je bien utilisée dans cette phrase? Je devrais peut-être dire «dans le cadre de» la perte de poids, qui est également une expression très portée en ce moment.)

«Fat is a feminist issue», dit un célèbre livre américain. «Dans l'cul!», je réponds, aux prises avec de non moins célèbres livres... en trop. Le mois de mai, celui de Marie, est arrivé, et avec lui le syndrome du costume de bain, la névrose de la peau à griller et la psychose des yeux des autres. Et plus on a de la surface à griller, moins on a tendance à la montrer, et plus on voit le derrière de tête du monde plutôt que leurs yeux convoiteurs. (J'ai toujours été très forte au niveau des théorèmes de ce genre, et aussi au niveau de la taille depuis quelques années, funestes entre toutes.)

Alors je prends les grands moyens. Je serai mince comme un fil (à tout le moins comme une corde...) à ton retour fin mai. Combien tu gages ? Tu ne me reconnaîtras pas à l'aéroport. Ce sera bien, parce qu'on pourra refaire connaîssance et je me ferai présenter à toi par quelqu'un qui nous connaît toutes les deux et que j'avertirai avant. Fais ta mise. J'ai besoin de challenge, comme tu peux le constater. Perdrai-je deux livres ? 15 livres ? 30 livres ? À mon



avis, c'est 140 que je devrais perdre. Je traverse une petite dépression, excusemoi. Au lieu de perdre du poids, de ce temps-là, je perds du moi. Lourd!

Dis-moi: «Tes pas game».

"Comment ça j'suis pas game ?", que je répondrais. Tu vois, l'orgueil marche, bien mieux que la volonté qui n'a jamais fait ses preuves dans mon cas.

Tu n'en reviendras pas quand tu revien-

Je serai rayonnante avec la tête haute, et peut-être même que je porterai des robes avec un sourire irrésistible au niveau de la face, et que j'aurai plus le goût de porter des affaires de fille. Peut-être. Je ne peux pas savoir quel genre de choc culturel je vivrai quand je serai mince. J'irai peut-être jusqu'à porter des talons au niveau des pieds parce que je serai plus sûre quand je marcherai, et je mettrai du khôl parce qu'on m'aimera beaucoup. (J'ai toujours été vaguement mégalomane.) On me prendra pour une autre et j'aimerai ça. Peut-être même que je changerai de nom et que j'arrêterai de me ronger les ongles et les doigts parce que ma fixation orale maigrira avec le reste. Et de toute façon, j'aurai moins de peau à bouffer au niveau des doigts...

Tu penses que je délire? Que je vire obsessive? Erreur. Tu verras. Je vais pouvoir enfin regarder mon miroir dans les yeux vu que, actuellement, il ne sert pas à autre chose qu'à vérifier ma coiffure, ce qui est un bien grand mot pour ces poils aussi délinquants que leur porteuse... et à me péter quelques boutons ou points noirs selon la période du mois. Alors il souffre de dévalorisation, je lui trouve mauvais tain...

Je n'ai jamais fait de régime de ma vie (ça paraît d'ailleurs...), il est temps que je m'y mette. À nous deux, monsieur Scarsdale. J'espère en tout cas que j'ai choisi le bon régime parce que je n'y connais rien. C'est exactement comme en politique: tout le monde se pose la même question en ce moment, au niveau du régime!

Pour faire exprès, au niveau de l'humiliation, je suppose que j'aurai engraissé de 15 livres quand on se reverra... Mais tu verras, tout le monde se claquera sur les cuisses en lisant cette lettre parce que, plus le propos est mince et plus le rire est gras. Surtout quand on vient de livrer son intimité au grand complet sur un plateau (c'est interdit l'intimité sur plateau dans Scarsdale...)

Je t'embrasse. Ne t'inquiète pas, je ne partirai pas avec un morceau, je suis moins vorace qu'on le prétend.

P.S. Mais vu que je n'aime pas la maigreur excessive, je me garderai quelques rondeurs secrètes juste pour moi, ce «moi» que j'espère retrouver avant ton retour en vue d'une sorte d'égalité dans la rencontre. Si je n'existe pas, comment pourrai-je te retrouver ? Logique.

1/ Heavy!

ACTUALITÉ FÉMINISTE

Mortes par négligence médicale?

Comment se peut-il qu'en 1985, au Québec, une femme et un nouveau-né en bonne santé meurent à l'hôpital pendant l'accouchement? Parce qu'il s'agissait d'une amie, et parce qu'elle s'intéresse depuis longtemps à l'accouchement naturel et aux sages-femmes, Monique de Gramont, depuis 10 ans journaliste à Châtelaine, où elle est responsable du secteur santé, a mené l'enquête. Son livre,

La matin de la fête triste, paraît ce mois-ci aux Éditions
Québec-Amérique, peu après l'Événement sages-femmes organisé les 3 et 4 mai à l'université McGill par le Mouvement Naissance-Renaissance 1. Parce qu'il dénonce les abus du pouvoir médical, voici un extrait de ce document.

par Monique de Gramont

ouise avait 36 ans. Et dans son ventre, une petite fille attendait son heure. Josiane est née à l'hôpital, dans la soirée du 17 janvier 1984. Elle est morte, sans premier, sans dernier soupir. Trois heures plus tard, sa mère mourait à son tour. Le lendemain, les journaux titraient : «La journaliste Louise Côté meurt sur la table d'accouchement.»

Quand une femme en bonne santé meurt à l'hôpital, entourée de spécialistes censés savoir ce qu'ils font et qui se vantent d'avoir les appareils les plus sophistiqués, on se pose des questions. J'ai voulu comprendre pourquoi une telle tragédie était arrivée. J'ai cherché, enquêté, questionné et trouvé. Cela méritait bien un livre; d'autant plus que les bruits les plus inouïs couraient et courent encore sur la mort de Louise et celle de son bébé.

J'ai écrit pour que la vérité circule enfin, et aussi dans l'espoir de susciter une réflexion tant chez les femmes que chez les médecins. Avant de commencer, j'ai attendu que ma peine mûrisse et que ma colère baisse pavillon. Le ton ironique, revanchard était tentant, facile. Mais en l'adoptant, j'aurais trahi celle à qui je voulais offrir un ultime bouquet de mots. Louise haïssait la violence et le fanatisme—celui de la pensée, tout particulièrement. Femme de mesure, elle aimait la saine

remise en question qui permet de voir clair et d'avancer.

Curieusement, l'univers journalistique ne s'est pas beaucoup intéressé à ce qui est arrivé à l'une de nous ; si ce n'est pour sortir le scoop : le médecin serait-il poursuivi ? L'obsession de la nouvelle s'est avérée plus forte que celle de la vérité. Cela nous arrive...

Cette nuit-là

La grossesse de Louise s'est déroulée pratiquement sans histoire, si ce n'est deux incidents rapportés dans son journal. Celui-ci fait d'abord état d'une douleur sous forme de crampe ressentie dans les nuits des 7, 18 et 19 octobre. Le docteur X^2 , son médecin traitant, lui prescrit du Ventolin (un médicament de type bronchodilatateur habituellement donné aux asthmatiques).

Le deuxième incident s'est passé en fin de parcours. À partir du 2 décembre, — l'accouchement était prévu pour le 21 janvier — Louise a souffert d'un oedème très important des membres inférieurs. Le docteur X prescrit cette fois du Lasix, à deux reprises. (Ce puissant diurétique est ordinairement donné aux personnes souffrant d'hypertension grave : mais il n'est pas recommandé pour les femmes enceintes)

Le 17 janvier, journée fatidique : après quelques heures de magasinage au centreville. Louise rentre chez elle, fatiguée,



Louise Côté, une semaine avant l'accouchement...

19 h 45: la poche des eaux se rompt et Louise se rend bien compte que le liquide ne sent pas bon et qu'il est légèrement brunâtre. Elle prend conscience de ses contractions, de leur régularité, et elle téléphone à Maryse, une collègue qu'elle a choisie pour l'accompagner à l'hôpital. Celle-ci arrive très rapidement et chronomètre le temps entre chaque contraction : moins de 5 minutes! Elle sait qu'il n'y a pas une minute à perdre, presse Louise de mettre son manteau et la conduit à l'hôpital.

21 h 15: Louise est officiellement admise à l'hôpital Y. L'interne qui l'examine inscrit au dossier : station 0 + 11. Le bébé se présente bien, le coeur foetal est stable (130-140). L'interne et le personnel présent estiment que l'accouchement est imminent. Le docteur X est prévenu par téléphone.

Lorsqu'il arrive à l'hôpital, il trouve Louise en train de pousser ; il l'examine et déclare que selon lui, l'accouchement n'est pas aussi imminent qu'on le pense. Pendant 1 h 15 min, Louise continue de pousser vaillamment et travaille très fort.

22 h 40: voyant que la tête du bébé ne progresse pas (elle est toujours dans le détroit moyen), le docteur X persuade Louise de passer à la salle d'accouchement et lui déclare qu'il va devoir l'aider.

22 h 45: le docteur X décide d'en finir. Il pratique un bloc honteux (épidurale), une épisiotomie et demande à la résidente de mettre les forceps en place. Le coeur foetal, entendu au préalable à plusieurs reprises (par moniteur externe), est toujours normal. Plusieurs notes figurent dans le dossier à cet effet. La dernière stipule que le coeur, entendu juste avant la sortie du bébé, est à 120.

23 h 01: le docteur X, à l'aide des forceps qu'il engage jusque dans le détroit moyen, procède à la naissance d'un bévé vivant, de sexe féminin, pesant 3 080 grammes (6 3/4 livres). La petite fille a un circulaire serré (cordon enroulé une fois autour du cou) qui est sectionné très rapidement. Tout le monde note la présence d'un liquide méconial malodorant. Le bébé est flasque et mou. On l'aspire à fond. Comme il ne respire toujours pas, on l'évacue vers le fond de la salle où on commence les manoeuvres de réanimation. Après 15 minutes d'efforts, le bébé ne manifestant aucun signe de vie, l'équipe cesse le travail de réanimation.

(Louise apprend la mort de sa petite fille, qu'elle n'a ni vue ni touchée.)

23 h 20: la résidente procède soigneusement à l'extraction manuelle du placenta. Elle fait la révision du col et du vagin (examen destiné à s'assurer que les tissus n'ont pas été endommagés par les forceps et qu'il n'y a pas d'hémorragie). Puis elle répare l'épisiotomie.

23 h 40: alors qu'on s'apprête à la transférer en salle de récupération, Louise grimace et dit éprouver une douleur très vive. Elle touche le haut de son abdomen. Elle est pâle. Une infirmière se fait rassurante et dit : «Vous venez d'accoucher... on a dû vous masser l'utérus pour faire sortir votre bébé, et le remasser pour avoir le placenta, alors c'est tout à fait normal que vous ayez mal...» (Nulle part dans le dossier, il n'est fait mention de cette douleur.)

23 h 55: Louise — elle est en salle de récupération — ne se sent pas bien et le dit. Elle éprouve du mal à respirer. Le docteur X se présente pour faire certains prélèvements rendus obligatoires par la mort du bébé. Constatant sa difficulté à respirer et la croyant causée par l'émotion, il prescrit une injection de Valium. L'anesthésiste demande qu'on la fasse respirer dans un sac en papier pour combattre l'alcalose. Lui aussi estime que l'hyperventilation est causée par l'émotion...

0 h 05: une infirmière fait l'injection alors que Louise est endormie, et sans avoir pris auparavant sa tension artérielle.

0 h 10: une autre infirmière vient prendre la tension et s'affole. Louise est blanche, cyanosée et transpire abondamment. La tension est à 60, le pouls filant. Elle appelle à l'aide. Plusieurs personnes

BOUQUINEZ À L'AISE À

1246 rue St-Denis Montréal Tél.: 844-6896

La nouvelle tête de la CTCUM

Désireux de «changer l'image de la CTCUM» et déterminé pour cela à choisir une femme jeune (rare, non?), le ministre des Transports du Québec, M. Guy Tardif, nommait, fin mars, Louise Roy à la tête de la Commission des transports de la Communauté urbaine de Montréal, contrairement aux désirs de l'exécutif de la CUM. En effet, de Lawrence Hannigan, candidat conservateur défait en septembre dernier, maintenant président de Via Rail, à Louise Roy, 37 ans, sociologue urbaine et féministe, il y a tout un saut... qualitatif! On ne peut que s'en réjouir et, connaissant l'âpreté des relations de travail à la CTCUM, souhaiter bonne chance à la nouvelle PDG.



Louise Roy

entourent Louise. On lui donne de l'oxygène et on conclut qu'elle fait une embolie pulmonaire. Le branle-bas de combat commence. Mais très vite, l'état de Louise continue de se détériorer.

O h 15: l'anesthésiste, le résident en cardiologie, le docteur X et la résidente en obstétrique-gynécologie entourent Louise (jamais le docteur X n'appellera un gynécologue-obstétricien en consultation) et tentent de traiter l'état de choc par des solutés et divers médicaments. L'équipe parvient à ramener la tension à 40 puis à 60.

0 h 40: Louise a été transportée aux soins intensifs. Le pouls est toujours à 60. Le docteur X échange quelques mots avec elle.

1 h 05: nouvelle chute dramatique de la tension artérielle, pouls accéléré, état de choc profond. Le personnel présent reprend les manoeuvres de réanimation : intubation, ventilation assistée, massage cardiaque, installation de deux perfusions. On suppose que Louise fait une deuxième embolie pulmonaire. Pourtant, entre minuit 40 et 1 h, un rapport du test de sang effectué après l'accouchement est remis au docteur X. Il démontre clairement qu'il y a une grave hémorragie quelque part. Devant l'absence de signe hémorragique (il n'y a pas de sang qui s'écoule par le vagin) le docteur X et l'anesthésiste concluent qu'il s'agit d'une erreur de laboratoire et nient la réalité.

I h 45: malgré tous les efforts entrepris, on n'arrive pas à réanimer Louise et le docteur X décide qu'il vaut mieux interrompre les manoeuvres.

Le vrai diagnostic

Les experts qui m'ont aidée à revoir le dossier médical et le rapport d'autopsie ont relevé plusieurs erreurs graves commises par le docteur *X* et ils remettent en question plusieurs de ses décisions.

Il leur paraît clair, par exemple, que le bébé a souffert in utero. Mais cette souffrance n'a pas été identifiée. Pourtant, il y avait deux signes évidents : la couleur du liquide amniotique et le tracé du monitoring (malgré sa brièveté, il démontre une importante bradycardie, c'est-à-dire un ralentissement du rythme cardiaque).

Louise, elle, est morte d'une rupture de la veine utéro-ovarienne. En huit minutes, 4 000 cc de sang (ou quatre litres, la quantité de sang que peut contenir un corps de femme) se sont répandus dans son abdomen. Personne n'a diagnostiqué le choc hypovolémique (diminution du volume de sang dans les gros vaisseaux) et pourtant tous les symptômes en étaient présents : hyperventilation, hypotension, tachycardie (accélération du rythme cardiaque), pâleur, chute dramatique de l'hémoglobine. Si on avait identifié convenablement son état, Louise avait 93 % de chance de survie.

En définitive, on ne peut que souligner l'ironie de la situation: une femme en bonne santé est morte, littéralement saignée à blanc, entourée de médecins, dans un grand hôpital super équipé en appareils et en ressources humaines...

Un bébé robuste, né à terme et bien constitué, est mort après avoir souffert pendant de longues minutes, sans que personne ne réagisse.

Officiellement, cette double mort a été classée comme un malheureux et exceptionnel accident de parcours. Bien sûr, le corps médical et surtout l'hôpital auraient préféré qu'il soit survenu à domicile, afin de pouvoir rejeter le blâme sur le dos de la morte. Mais voilà, c'est à l'hôpital qu'il y a eu accident...

1/ Voir La Vie en rose de février 1985, «Accoucher autrement» et «La naissance est politique», de Isabelle Brabant et Denise Proulx. Pour plus d'informations sur le colloque de mai : Naissance-Renaissance : Montrèal, 525-5895. Québec, (418) 659-2786.

2/ Ni l'hôpital Y ni le médecin X ne sont identifiés à cause des poursuites judiciaires actuellement en cours

s cette souf- actuellement en cour

4X8Mars

Vous avez peut-être trouvé que le 8 mars tombait un peu à plat cette année à Montréal? Pas de manif, pas de grosse fête... Consolez-vous, ce n'était pas si différent ailleurs, à en juger par quelques comptes rendus de la Journée internationale des femmes à Cuba, au Chili, en Italie et à Paris.

Cuba

Congé pour la révolution

artout à La Havane et dans les petites villes, des affiches annonçaient : «Dia internacional de la mujer», coïncidant avec le 4e congrès de la Fédération des femmes cubaines. Après avoir hésité à fêter le 8 Mars à La Havane, j'ai choisi de suivre des travailleuses qui s'en allaient passer la journée à Varadero – une des plus belles plages de Cuba.

Une fête de femmes, où l'on a dansé toute la journée, bu du rhum et de la bière à volonté, sous l'oeil vigilant d'une cheffe veillant aux éventuels excès. Trois hommes admis seulement : le chauffeur d'autobus, le guide et le serveur. Ce fut gai, chaleureux et suivi de la visite d'une très luxueuse maison, celle d'un ancien «bour-

geois» français, transformée en muséerestaurant. Fête des femmes... les sifflements et les oeillades des hommes sur notre passage n'en étaient pas moins arrogants.

Je me serais bien attendue, à un moment ou l'autre, à des discours révolutionnaires ponctués de «Viva»!. Mais non.
C'était juste une fête, comme celle de la
fête des Mères, à la sauce cubaine. Le
lendemain, les bouches étaient pâteuses
et le travail s'était accumulé. Que sont
devenues les actrices de la Révolution?
25 ans après, n'auraient-elles pas été
évincées de la scène politique, pour être
réorientées dans le «privé», comme leurs
soeurs algériennes, vietnamiennes ou
même nicaraguayennes?

ISABELLE TREMA



La Havane

Italie

Miss 8 Mars

a «Festa de la Donna» est devenue une institution en Italie! Et, à en croire l'affichage, on s'y pose la question du sens et de l'avenir de la Journée internationale des femmes. Le 7, à minuit, à la disco de Viareggio, on nous souhaite une «buona festa de la donna» entre deux danses ; le 8, un marchand m'adresse un «buona festa, bellisima», et le soir, au restaurant, le serveur m'offre un verre de vin pour la fête des femmes... suivie d'une invitation à danser! No, grazzie.

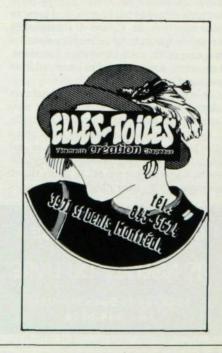
Bologne – de tradition communiste, donc militante – est tapissée d'affiches : chaque parti politique en a une, sinon deux. L'Unità (journal communiste) en parle, des rencontres sont prévues, un bar étudiant offre l'entrée gratuite aux femmes et propose de choisir parmi elles la «Donna piu» (la femme la plus...). La plus quoi ? On s'en doute! Après la Reine de la Patate.

la Reine du Carnaval de St-Machin et Miss Nowhere-anywhere, voici un Miss 8 Mars!

Entre les galants Italiens «promoteursprofiteurs» de la cause féministe et les «saboteurs», que choisir ? C'est le 8 mars que les centrales syndicales françaises ont choisi, l'année dernière, pour manifester en grande à Paris. Inutile de dire qu'aux actualités télévisées, la journée de la femme fut oubliée. Et les postiers canadiens n'annonçaient-ils pas une grève pour le 8 mars ? Elle fut annulée, mais l'intention était là...

Vaut-il mieux que «notre journée» soit oubliée, reléguée à la nuit des temps, ou qu'on lui donne un nouveau style, gerre fête des Mères, afin d'égayer ce mois de mars qui, au Québec, n'en finit pas de finir? Ou vaut-il mieux plutôt penser à une autre alternative, qui, elle, ferait vraiment notre affaire?

DIANE TREMBLAY



Chili

Noyer le poisson

a police chilienne a vraiment le tour de fêter le 8 Mars : en gaspillant la nourriture destinée aux sinistré-e-s des tremblements de terre et en dispersant les donatrices sous des trombes d'eau et des gaz lacrymogènes!

On se souvient qu'en février, un important séisme a fait au Chili des milliers de mort-e-s et que, par ailleurs, le général Pinochet a renouvelé encore une fois les mesures d'état de siège qui lui donnent les pleins pouvoirs depuis pratiquement 12 ans.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la Journée des femmes à Santiago : plus de 500 femmes s'étaient rassemblées, parmi lesquelles plusieurs membres de mouvements d'opposition, après avoir organisé une collecte de vivres pour les sinistré-e-s. Comme les militantes allaient transporter ces vivres dans des camionnettes pour les acheminer à leurs destinataires, des slogans subversifs ont éclaté :

«Nous voulons des solutions, pas la répression!»

Les carabiniers ont alors chargé avec des jets d'eau – qui ont inondé les aliments, bien que des femmes aient tenté de les protéger – puis avec des gaz lacrymogènes, pour disperser les résistantes. Six personnes au moins ont été arrêtées, parmi lesquelles la journaliste Monica Gonzalez, la dirigeante du Regroupement des familles des détenu-e-s disparue-s, Monica Araya, une enseignante, Alicia Sandoval et un étudiant de 16 ans, Marcos Alberto Pontigo.

CARLOS TOBAR

Paris

La cité des femmes

ne semaine culturelle sur la situation des femmes dans le monde avait lieu à la Cité universitaire de Paris, dans la semaine du 3 au 8 mars : on y a parlé des conditions de vie des Européennes, des Marocaines, des Chinoises, des conditions de travail des Japonaises et des mutilations sexuelles des Africaines.

Les spectacles de danse, les pièces de théâtre et les films ont été les plus fréquentés. Quelques séminaires ou conférences portaient sur l'écriture féminine, l'art et les femmes, dont il est ressorti que les Européennes travaillent actuellement sur la question des femmes au niveau théorique, dans leur discipline respective, comme l'ont démontré Denise Brahimi, en littérature, et Sarah Kofman, en philosophie.

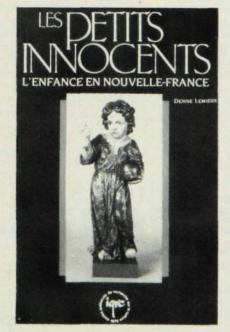
Les manifestations artistiques intitulées «18/3» (18 artistes, 3 espaces) étaient coordonnées par trois Canadien-ne-s formé-e-s à Montréal : Paul-Albert Plouffe, Thérèse Saint-Gelais et Lorraine Verner. On ne pouvait qu'être frappée par la diversité et la mixité des matériaux employés dans la réalisation des oeuvres et leurs références transhistoriques et transculturelles : impossible de deviner la nationa-

lité des artistes! La culture s'internationalise-t-elle à ce point?

La majorité des participantes étaient de la génération des 25-30 ans. Les discussions démontrèrent que les femmes de cette génération se sentent moins menacées par la société que leurs aînées. Malgré des conditions encore difficiles, elles ont franchi une nouvelle étape : elles n'ont pas eu besoin de sortir de leur maison, pour la bonne raison qu'elles n'y sont pas encore entrées! Voilà pourquoi, entre autres, elles ne placent pas leur militantisme sous le signe de la revendication.

MONIQUE LANGLOIS

N.O.U.V.E.A.U.T.É



LES PETITS INNOCENTS

L'ENFANCE EN NOUVELLE-FRANCE

PAR DENISE LEMIEUX

205 pages 125 Ces ouvrages sont disponibles dans toutes les librairies ou à



Institut québécois de recherche sur la culture 93, rue Saint-Pierre Québec (Québec) G1K 4A3 tél.; (418) 643-4695

e 17 mars, il neigeait, il ventait, il faisait un froid épouvantable. La traditionnelle tempête de la St-Patrick n'a tout de même pas empêchê les 30 autobus alignés devant la CSN à Montréal de se remplir de skinheads et de hippies, d'assisté-e-s sociaux-ales et de syndiqué-e-s, de punks et de straights, d'hommes et de femmes... Un peu de tout, quoi, mais dont la moyenne d'age ne dépassait pas 30 ans. Et nous voilà parti-e-s pour Québec, accueillir celui que notre cher Premier ministre Mulroney veut absolument nous imposer comme ami, Ronald Reagan.

La Coalition pour la paix, la justice et les libertés démocratiques, créée peu de temps après l'annonce officielle de la visite de Reagan à Québec et formée de plusieurs groupes de gauche, notamment le Centre international de solidarité ouvrière, la CSN, le Réseau Amérique centrale, le RAJ (Regroupement autonome des jeunes) et l'Union des pacifistes, avait tout fait pour que cette journée se passe dans le calme et la dignité. Il faut dire qu'elle y avait été beaucoup encouragée par la police, qui alla jusqu'à rendre visite aux organisateurs et organisatrices en pleine nuit! La manif a même failli être interdite. D'ailleurs, sitôt arrivé-e-s à Québec, nous apprenions qu'on nous tiendrait à une distance respectable du Château Frontenac, lieu de la rencontre Reagan-Mulroney

Malgré ce contretemps, la manifestation ne perdit rien en couleurs. En effet, les

differents thèmes sur lesquels la Coalition s'était mise d'accord étaient symbolisés par les couleurs de l'arc-en-ciel : la nonintervention (particulièrement en Amérique centrale) en rouge, les droits des femmes en violet, les libertés syndicales en bleu, les droits sociaux en jaune, le pacifisme en orange et l'environnement en vert. Bref, on avait misé sur le détail. On avait même prévu que des marionnettes géantes incarnant le militaire et l'homme d'affaires ouvrent la manif, notre participation se résumant à scander slogans et chansons préparés pour la circonstance.

En ce sens, la manif en a déçu plusieurs, si polie et tellement bien réglée qu'on n'arrivait plus tout à fait à se sentir concerné-e-s. Heureusement, la spontaneité a fini par l'emporter sur les protestations soigneusement calculées. Un manifestant a fait la joie de la foule (comme des soldats et agents en civil qui photographiaient abondamment?) en transformant en charpie un drapeau américain installé sur le parcours. Et les nombreuses bannières et pancartes au ton humoristique (Cruisez les gars, pas les missiles!) sont venues égayer ce qui se transformait tranquillement en une manif comme les autres. Même l'appel à la dispersion lancé par les organisateurs s'est buté à l'obstination bien légitime d'un groupe d'irréductibles déterminé-e-s à faire savoir à «Ronnie Ray-Gun» ce qu'ils et elles pensaient de sa présence chez nous. Six d'entre eux ont d'ailleurs été arrêtés.

Finalement, il y eut quelques minutes de silence «en mémoire des morts quoti-

diennes causées par les politiques inhumaines des grands de ce monde», pendant que le groupe Greenpeace tentait toujours d'ériger un immense ballon - cheminée, symbole des pluies acides, sans jamais vraiment y parvenir. Et, le soleil enfin de la partie, nous sommes rentré-e-s chez nous, un peu agacée-s d'avoir passé plus de temps dans l'autobus qu'à Québec. conscient-e-s du fait que la manif n'avait pas tout à fait tenu ses promesses mais

au moins satisfait-e-s d'avoir réagi au fameux Sommet irlandais.

Réagir, il le faut. Car cette rencontre n'aura rien fait pour régler la question des pluies acides, comme il avait été promis ; elle nous aura au contraire impliqué-e-s un peu plus dans la dernière stratégie militaire américaine, la guerre des étoiles, et aura scellé notre dépendance économique et politique vis-à-vis des États-Unis, en assouplissant en leur faveur les barrières tarifaires ... «When Irish eyes are smiling»... il n'y a pas toujours de quoi

DOMINIQUE RITCHOT, DU RAJ

Si vous déménagez....

Collez ici l'étiquette portant votre ancienne adresse et votre numéro d'abonnée

Nouvelle adresse

Nom

Adresse

Nº d'abonnée.

S.V.P. Faire parvenir ce formulaire à La Vie en rose, 3963 St-Denis, Montréal, QC, H2W2M4

Code Postal_

Une tournée inédite

lles étaient quatre : Rosario Ibarra du Nicaragua, Teresa Tambriz Xiloj du Guatemala, Petite Peredo des Philippines, Hilda Burnstein d'Afrique du Sud (25, 30, 50 et 70 ans respectivement) à parcourir la belle province du 10 février au 10 mars dernier.

Destiné à développer une pratique de solidarité internationale, ce genre de tournée est assez fréquent au Tiers-Monde mais c'était une première ici, d'autant plus que les perspectives en étaient féministes. Nos quatre invitées, toutes issues du mouvement des femmes de leurs pays, ont rencontré d'abord des groupes de femmes en plus de certains groupes de solidarité et groupes populaires.

Autre première : le comité organisateur, plutôt hétérogène, rassemblait des femmes de groupes aussi différents que le Centre pastoral en milieu ouvrier (CPMO), le YMCA, Développement et paix, le Centre régional pour l'éducation au développement international (CREDI) de Lanaudière et La Vie en rose. Ce que nous visions ? Une meilleure compréhension les unes des autres, bien sûr, mais aussi à permettre à des femmes du Tiers-Monde d'échanger entre elles. Conjuguer féminisme et solidarité internationale : le

projet était ambitieux, sans parler des distances parcourues.

De Montréal à Chicoutimi, en passant par Joliette, Drummondville, Trois-Rivières, Québec (et j'en passe), du Front commun des assisté-e-s sociaux-ales aux comités de condition féminine des syndicats aux organismes non gouvernementaux (ONG), Rosario, Teresa, Petite et Hilda ont eu un horaire très chargé qu'elles ont accepté de bonne grâce, avec le froid, la neige, les bottes, les mitaines, les foulards (et j'en passe)!

Une, deux, parfois trois fois par jour, elles ont expliqué tour à tour la vie dans leur pays, ce pourquoi elles se battaient, ce en quoi elles espéraient. Le tout se déroulait quasi simultanément en anglais, en espagnol et en français, au point de douter parfois de sa propre langue!

Même volonté de combattre

Très vite s'est développé un sentiment d'identification, non seulement entre les quatre invitées, mais entre elles et les Québécoises venues les entendre. Un sentiment dû à la découverte non pas d'une «même oppression» mais d'une «même volonté de combattre». «Les femmes se battent ici de façon différente mais l'important, c'est qu'elles se battent»,

disait Teresa à la fin du voyage.

En fait, Teresa, comme les autres, imaginait mal au départ nos raisons de nous battre, étant donné que nous n'avons ni problèmes de survie (majeurs), ni dictature, ni répression sanguinaire. Pour des femmes obligées de faire des kilomètres pour une aspirine, il était en effet difficile de comprendre «pourquoi les femmes d'ici se plaignent de se faire prescrire des pilules». Mais au bout du compte, ni elles ni nous ne pouvaient se méprendre sur la «détermination des femmes à ne pas se laisser écraser par leurs problèmes». Ce qui fit dire à Hilda: «Cette tournée a renouvelé ma confiance dans les femmes.» Et à Rosario : «Je vois maintenant qu'il y a de l'espoir pour les pays capitalistes.»

Pour certaines d'entre nous, la plus grande découverte de cette tournée fut moins ce que nous apprenions de nos invitées que ce que nous apprenions des femmes d'ici. À Montréal, la réception fut un peu décevante, particulièrement de la part des organismes plus importants, mais au fur et à mesure que nous nous promenions en région, allant de la Tablée populaire de Shawinigan aux Amérindiennes de Pointe-Bleue, à la Maison des femmes de Victoriaville, etc., les rencontres se faisaient plus chaleureuses, ouvertes et

DES FEMMES... DES FEMMES... DES FEMMES.

AU FOND DES YEUX

25 Québécoises qui écrivent

Préface de Lise Payette Photographies de Kèro 16,95\$

AU BEAU MILIEU DE MOI

Texte de Louky Bersianik Photographies de Kero 16,95\$

Nouvelle Optique

LES FUTONS DE
FUTONIA
INC.

220 Laurier Ouest, Montréal 270 8175
370 Duluth Est, Montréal 843 4739

ACTUALITÉ FÉMINISTE

spontanées. Jusqu'à cette phrase lancée lors d'une rencontre avec un groupe de femmes battues : «Mais ici aussi il y a de la torture !»

Pas nécessairement féministes

Quelle était la position de nos quatre invitées sur le féminisme ? Il était clair dès le départ que nous n'étions pas, elles et nous, sur la même longueur d'ondes, à l'exception de Hilda qui, rapatriée de force en Angleterre, a été marquée par le féminisme occidental. Nous ne nous sentions pas obligées de partager leur analyse, mais il était un peu frustrant de voir que nos invitées avaient plus d'un préjugé à notre égard : d'être «antihommes», par exemple. C'est d'ailleurs la seule déception de cette tournée : nous n'avons pas pu leur expliquer les véritables enjeux du féminisme. Faute de temps, nous avions opté pour l'expérience pratique plutôt que théorique, ce qui porta fruit quand même. «Avant de venir, dira Petite, le féminisme comme tel me paraissait assez trivial. Mais je vois maintenant pourquoi une femme d'ici voudrait se faire avorter: elle est vraiment seule et elle n'a personne pour l'aider, ce qui n'est pas le cas chez moi.»

Ces 30 jours passés ensemble n'ont certainement pas été inutiles. Mais comment faire maintenant pour poursuivre la démarche? Certes, les milieux progressistes québécois étant de plus en plus ouverts sur les questions internationales, le moment est propice. Mais à voir comment Petite, Hilda, Teresa et Rosario sont vite devenues nos propres messagères, portant des nouvelles et des informations d'un groupe à un autre, peut-être devrionsnous commencer par consolider, voire créer des liens entre nous? De plus en plus de militantes féministes se posent la question, d'ailleurs.

Comme quoi les «grandes aventures» ont très souvent le don de nous ramener à nous-mêmes.

FRANCINE PELLETIER

Les Amérindiennes ripostent

e 28 février dernier, à Ottawa, le ministre responsable des Affaires indiennes, David Crombie, présentait à la Chambre des Communes son projet de loi C-31; celui-ci vise principalement à amender la fameuse clause 12 (1) B de la Loi des Indiens, cet article discriminatoire qui enlève son statut d'Indienne à toute femme autochtone mariant un Blanc.

En principe, c'était donc une bonne nouvelle: depuis longtemps, les femmes autochtones d'abord, de nombreux groupes féministes ensuite, s'opposaient à cet article de loi. Le réseau de télévision CBC en faisait même, récemment, l'objet d'une dramatique.

Mais il s'avère que la nouvelle n'était pas si bonne que ça et l'Association des femmes autochtones du Québec (AFAQ) l'a vite fait savoir à Ottawa. C'est que le projet de loi C-31, tout en réinscrivant les femmes sur les listes de leur bande d'appartenance et leur redonnant ainsi leurs droits, ne réinscrit pas nécessairement leurs enfants. Elle laisse cette décision aux chefs de bande. Aux yeux du gouvernement, c'est sans doute un beau geste allant dans le sens de l'autonomie politique revendiquée par les Indien-ne-s mais, dans les faits, la mesure ne servira qu'à



coincer les Amérindiennes entre les pouvoirs toujours détenus par le gouvernement et les pouvoirs grandissants des chefs.

Car le mécontentement gronde au sein de nombreuses tribus, notamment chez les neuf riches bandes de l'Ouest, qui voient la réinscription de centaines et même de milliers de femmes comme un amoindrissement de leurs avoirs. Et puis, comme disait un chef de bande à la radio, récemment : «Pourquoi réinscririonsnous des femmes qui ont voulu échapper à la bande en mariant un Blanc?»

Il est difficile de comprendre cette amertume de la part des chefs. Ne saventils pas, comme l'explique l'AFAQ dans son mémoire, que rares sont les femmes comme les hommes qui ont perdu leur statut «volontairement». Dans les années 60, «la seule façon d'obtenir les droits de citoyenneté les plus fondamentaux - que la majorité des gens prennent pour acquis - était pour nous de renoncer au statut d'Indien1». Serait-ce alors, s'interroge Diane Joannette, adjointe à la présidente de l'AFAQ, que le colonialisme a trop bien fait son oeuvre? «La majorité des Autochtones voient la Loi des Indiens comme une bible», et en sont devenus de plus ardents défenseurs que le gouvernement lui-même. De plus, tant les hommes autochtones que les hommes au pouvoir,

semblent préoccupés tout à coup par «la pureté de la race».

Une affaire de sang

Les chefs de bande, eux, s'inquiètent beaucoup du «manque de culture» éventuel des enfants de ces femmes rapatriées, ainsi que d'une possible mainmise de leurs époux blancs, qui devront forcément être admis en même temps qu'elles. Le gouvernement, pour sa part, stipule dans son projet de loi qu'il faudra dorénavant être au moins «à moitié Indien», c'est-à-dire né-e soit de père soit de mère autochtone, pour mériter le statut d'Indien-ne.

Les femmes autochtones, elles, tiennent un tout autre discours. D'abord, elles n'ont pas l'intention de se contenter des quelques améliorations proposées par le bill C-31. Au contraire, elles y voient toujours de la discrimination puisqu'elles demeurent «le seul groupe de personnes ne pouvant transmettre le droit d'appartenance à leurs enfants», et par le fait même, «la perpétuation de la vieille politique d'élimination des Indien-ne-s». Elles n'hésitent pas à invoquer l'inconstitutionnalité de la chose, pactes internationaux et Charte des droits et libertés à l'appui.

Non seulement exigent-elles que leurs enfants et petits-enfants soient rétabli-e-s comme Indien-ne-s statué-e-s et comme membres de la bande, mais aussi «que l'enfant d'un membre d'une bande ait le droit de résider dans la réserve avec tout membre de la bande», ceci afin de protéger les orphelin-e-s, et que toute personne «émancipée» soit réinscrite indépendamment de son degré de sang indien (moitié, quart, huitième...), ainsi que son époux-se

et ses enfants.

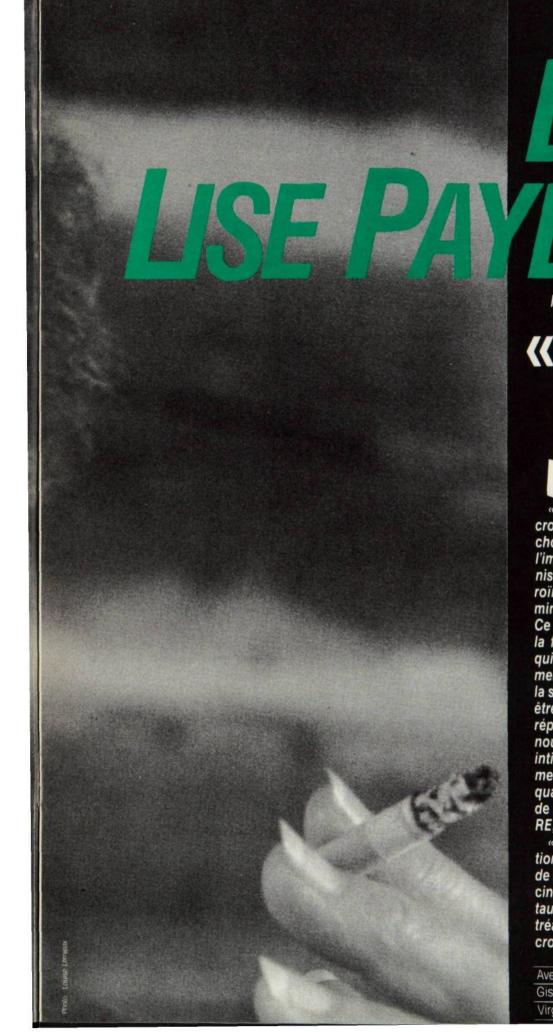
Quant à l'autonomie politique visée aussi par le projet de loi, elles croient qu'on devrait l'intégrer au processus constitutionnel, dont la troisième rencontre était prévue pour le début d'avril. D'après elles, le projet de loi C-31 doit pouvoir «corriger l'injustice commise par la politique discriminatoire du gouvernement fédéral», et pas autre chose. Au gouvernement conservateur à jouer, donc.

FRANCINE PELLETIER

1/ Tiré du mémoire de l'AFAQ au Comité permanent des Affaires indiennes, 26 mars 1985.







ENFIN, ETTE!

par Ariane Émond et Françoise Guénette

e suis une femme au foyer, par définition.» Pourquoi, de toutes les phrases prononcées par Lise Payette cet après-midi-là, est-ce la première qui me revient à l'esprit, alors que j'essaie de refaire le puzzle, de tracer ici, en colonne parallèle, le portrait d'elle que d'autres, ami-e-s et collègues, nous ont donné?

«Je suis une femme au foyer.» Nous ne la croyons pas, bien sûr. L'affirmation est trop choquante, trop en contradiction avec l'image que nous gardons d'elle, la «féministe radicale» de PLACE AUX FEMMES, l'héroïne du 15 novembre 1976, la première ministre déléguée à la Condition féminine. Ce lundi de mars, nous venons interviewer la femme politique, la féministe publique qui nous manque; nous espérons confusément qu'elle nous annoncera son retour sur la scène politique, nous la regardons peutêtre trop comme une mère de qui viendra la réprimande ou la vérité; malgré nos 35 ans, nous sommes absurdement nerveuses et intimidées. Et elle nous dit, cette belle femme de 54 ans, qu'elle va très bien et qu'en quatre ans d'éloignement, loin «du bruit et de la fureur», à écrire LA BONNE AVENTU-RE, elle s'est retrouvée.

«Je suis une femme au foyer, par définition.» Encore faut-il expliquer le contexte de la phrase. C'est pendant la première des cinq heures passées ensemble dans un restaurant de campagne, à 30 milles de Montréal. En dinant, nous badinons un peu. «Et croyez-vous à l'astrologie?»

Avec la collaboration à l'entrevue de

Gisèle Tremblay, à la recherche de

Virginie Boulanger et Francine Tremblay



Non, en bonne Vierge, Lise Payette ne croit pas vraiment à l'astrologie. Mais il y a toujours beaucoup de Verseau autour d'elle, observe-t-elle. Jacques Fauteux et Jacques Desmarais, avec qui elle a travaillé. L'homme avec qui elle vit depuis 15 ans. «Est-ce que quelque chose en moi a besoin de ce contrepoids?, se demande-t-elle. Les Verseau sont plus fantaisistes, plus capables de rêver. Moi, je suis Vierge, avec les tartes aux pommes, tout ça... Si je n'avais pas un ascendant

Lion extrêmement fort, je ne serais jamais sortie de chez moi pour faire ce que j'ai fait. Je suis une femme au foyer, par définition. Dès que la fin de l'été arrive, j'ai hâte de faire des conserves, j'engrange, je tricote, j'ai peur d'avoir froid et que les autres aient froid, j'ai des crises de mère-poulisme: j'appelle mes enfants: ont-ils bien mangé à la cafétéria, qu'ils reviennent vite du ski, les routes sont glissantes... Ma vie privée, c'est la Vierge. Ces temps-ci, la Vierge est gâtée. J'ai trouvé un aménagement.»

Autour de sa vie privée, justement, Lise Payette a construit, avec les années, une véritable carapace. «J'ai reçu des centaines de lettres d'injures dans ma vie, qui me faisaient mal, et il y avait les journaux à potins... Alors, cette image publique de femme froide était peut-être la seule chose qui me protégeait.»

Cette carapace, Pierre Bourgault, un vieux chum de Lise Payette, l'explique autrement: «Elle a beaucoup manqué de confiance en elle. De là l'attitude qu'elle s'est prise de femme forte. Elle est forte mais elle annonce plus de force qu'elle n'en a. Là-dessus, elle est un peu «homme»: on ne pleure jamais en public.»

Elle préfère parler de timidité, s'avoue extrêmement vulnérable et souvent incertaine de ce qu'elle entreprend: «Pendant longtemps, j'ai juste cherché à entrer dans une salle pleine de monde sans me mettre à pleurer.» Cela, Louise Jasmin nous le confirmera: «J'ai connu Lise Payette en 1964, je crois, chez Gérard Pelletier, au lac Ouareau. Elle rentrait de Paris, ses enfants étaient petits. J'avais lu des articles sur elle, je l'écoutais à **Interdit aux hommes.** Elle était très réservée, d'une timidité très prononcée. Encore aujourd'hui, elle a cette timidité, mêlée au besoin d'avoir une vie privée inviolable.»

Louise Jasmin a longtemps travaillé avec Lise Payette, comme recherchiste: trois ans à **Place aux femmes**, deux ans à **Studio 11**, trois ans à **Appelez-moi Lise**, un an à **Lise Lib**. «Il lui faut vraiment un micro pour être à l'aise! Je l'accompagnais à des conférences, des gens venaient la voir, elle était mal à l'aise... et cela passait pour de la froideur.» Selon elle, Lise Payette se confie-t-elle? «A très peu de personnes. En fait, je ne suis pas sûre qu'elle ait jamais livré le fond d'elle-même à qui que ce soit. Je l'ai rarement vue pleurer... et c'était pour des histoires d'amour.»

Pierre Bourgault, lui, a connu Lise Payette à Trois-Rivières il y a 30 ans: «C'est assez unique. On commençait à faire de la radio et on s'est retrouvés là, Lise et André Payette, Raymond Lebrun, Georges Dor, Gilles Leclerc et d'autres inconnus, pendant six mois, un an... On était très chum, on se faisait du fun, les Payette élevaient leurs deux bébés, et je me souviens les avoir gardés, avoir changé leurs couches...

«Je suis un chum de Lise Payette et un fan en même temps. Ce que j'aime le plus d'elle, c'est son intelligence. L'intelligence, c'est quoi? C'est la faculté de comprendre. Elle l'a. C'est pourquoi j'ai toujours dit qu'elle ferait une bonne première ministre: elle a toutes les qualités requises; c'est une femme supérieure, Payette. Elle serait sans doute aussi tyrannique que René Lévesque, mais plus franchement. Lévesque a toujours son image de mouton immolé, mais, avec lui, c'est tout le temps le couteau dans le dos. Elle est tyrannique, point. Et ouvertement.

"Elle a toujours été une femme d'action, c'est sa nature. De ce côté-là, on a des affinités, on a très envie d'action. Puis, tout à coup, nous prend l'envie de nous retirer et de réfléchir. Lise Payette est aussi une femme humble et orgueilleuse, pas souvent vaniteuse et surtout jamais modeste. Là-dessus, on est exactement pareils. Elle a beaucoup d'humour; en public, elle aime rire, ça fait partie du show. Mais dans la vie, c'est une femme sérieuse, pas sévère mais sérieuse."

LA VIE EN ROSE: «Est-ce que Lise Payette ne fait qu'écrire La bonne aventure, ces tempsci?» C'est la question que tout le monde se pose. Alors, madame Payette, que faites-vous de vos journées?

LISE PAYETTE: J'écris, mais pas tous les jours. Je m'installe le matin à mon bureau et si, dans la première heure, j'ai le sentiment que ce ne sera pas facile, je n'insiste pas, je fais autre chose. Mais je ne suis jamais en retard. D'autres auteurs de téléromans apportent leur texte à la dernière minute, comme si on leur arrachait leur âme. Ce n'est pas vrai: c'est un travail comme un autre, qui s'organise. Là, je suis en train d'écrire tous mes textes de l'an prochain.

LVR: Alors que La bonne aventure en sera à sa quatrième année...

LP: Et à sa dernière.

LVR: Pourquoi?

LP: Parce que je l'ai décidé. Cela a beaucoup étonné Radio-Canada, d'ailleurs. Je crois qu'il faut savoir se retirer avant la facilité, ne pas étirer des choses qui marchent. Après La bonne aventure, je ferai autre chose, mais ces quatre personnages, après quatre ans, j'ai envie de les envoyer dormir un peu. Ce qu'elles auront eu à vivre aura été vécu.

LVR: Et vous, qu'est-ce que vous ferez?

LP: Je ne sais pas, je n'ai pas de projet arrêté. En fait, je fais toujours la même chose et je n'ai pas l'impression que cela ait changé véritablement: je suis communicatrice mais je change d'outil. Si un outil me sert mal, je passe à un autre.

LVR: Reviendrez-vous à l'information?

LP: Je n'en suis pas sûre. J'ai besoin d'être très excitée, qu'un projet me tente terriblement. Il me faudrait une formule neuve, qui soit un défi. Je n'ai pas envie de me répéter. On m'avait proposé de remplacer Nadeau à Radio-Québec mais ça ne me tente pas. Interviewer du monde, je l'ai beaucoup fait... Pour l'instant, je ne cherche pas moimême cette autre formule parce que j'ai beaucoup de plaisir à faire ce que je fais. Je m'amuse, je suis bien à écrire et, quand j'ai des idées nouvelles, je tends plutôt vers l'écriture. Ce qui me tenterait serait d'écrire un scénario de film, le premier long métrage international du Québec. Je suis sûre que ça ne prend pas 10 millions de dollars!

En fait, ce qui m'intéresse, c'est communiquer, quelle qu'en soit la forme. Écrire un téléroman est aussi valable qu'écrire un roman, s'il est fait correctement.

Et dans La bonne aventure, je contrôle tout le contenu. Mes personnages, par exemple, ne m'ont jamais échappé : ils font ce que je sueux et ça me paraît très important. Je ne sais pas ce qui alimente l'émission. C'est

tout ce que j'ai accumulé. Une fois, j'ai mis dans la bouche d'Hélène l'expression : «Les choses qu'on dit à mi-mot sont comprises à moitié... donc parlons-nous!» C'est Claude Morin qui avait lancé ça. Quand je l'ai écrit, j'ai souri en pensant à lui.

LVR: Vous montrez des femmes de 30 ans en évolution et qui, comme le monsieur Jourdain de Molière faisait de la prose sans le savoir, font du féminisme sans le dire. Pourquoi un tel choix? Pourquoi l'une de ces quatre femmes n'est-elle pas militante féministe, ou enseignante syndiquée, ou indépendantiste, c'est-à-dire engagée, avec un discours un peu social?

LP: Parce que ce serait trop facile. Il faut qu'elles le découvrent. Avez-vous vu l'évolution de Michèle? Elle est partie de loin, Michèle. C'était la pire des quatre. Tout doucement, elle s'est inscrite au YWCA, elle suit des cours, etc. Les femmes ne vont pas plus vite que ça: c'est là où on se trompe.

Et actuellement, il y a de moins en moins de militantes. Même quand on est syndiquée, on n'en parle pas forcément à ses amies; quand on est membre d'un partipolitique, on ne l'affiche plus comme il y a dix ans. Moi, j'écris en 1985.

LVR: Mais, vous, où êtes-vous dans La bonne aventure? On n'y voit pas de femme comme vous, qui aurait eu vos problèmes.

LP: Deux choses m'intéressaient. D'abord le virage, décisif, des femmes à la trentaine: tu prends les bonnes décisions ou tu prends les mauvaises. Si tu prends les mauvaises à 30 ans, ce sera extrêmement difficile de revenir là-dessus.

La deuxième chose était de rattraper les femmes qui ont 30 ans aujourd'hui, pour lesquelles on a l'impression d'avoir tout fait – et c'est vrai qu'elles bénéficient de nos luttes. Tout a tellement évolué qu'elles se retrouvent avec d'autres problèmes que ceux que j'ai connus, mais aussi difficiles à vivre. Moi, j'ai 54 ans. Quand j'avais 30 ans, divorcer, c'était quelque chose, l'entreprise d'une vie. On allait au bout de la corde avant de décider quoi que ce soit. Rejoindre ces femmes-là, c'est ce qui m'a tentée. Plus qu'un discours politisé au sens...

LVR: Engagé?

LP: Elles sont engagées, ces femmes-là. Dans leurs décisions quotidiennes. Martine, par exemple, refuse de se marier depuis trois ans, a deux enfants avec le même gars, a obtenu qu'il lui offre la moitié de son agence de publicité. Elle est devenue une femme collaboratrice avec 50 % des actions; je n'ai pas besoin de le souligner au crayon gras. La télévision, ça grossit.

LVR: Je pensais vous reconnaître un peu dans le personnage le plus «bavard», celui de Mar-



"La bonne aventure": Martine, Michèle, Anne et Hélène (1985)

tine, justement. C'est elle qui exprime le plus de revendications, qui a le discours le plus affirmatif: mais jamais elle ne parle de féminisme, le mot n'est jamais dit... c'est tout de même étrange, non?

LP: Si j'en fais plus que cela, je perds le public. J'aime mieux qu'il entende; le message n'entre pas comme une tonne de briques, mais sur quatre ans, il entre.

LVR: Vous aimez mieux que ça passe par les situations que par le discours?...

LP: Absolument.

LVR: Et ça passe?

LP: Je dirais que oui, à cause du courrier, des réactions. Certaines m'amusent beaucoup. Par exemple, une dame me dit: «Pendant toute la première année, je cheminement mais qui le fait difficilement parce que, même là où elle sait avoir raison, des interventions de l'extérieur rendent sa démarche de connaissance d'elle-même plus ardue.

Martine, c'est la frondeuse, constamment au front; elle dit qu'elle n'a peur de rien mais elle est morte de peur parce qu'elle sait bien qu'à un moment donné, elle va passer tout droit. Elle va tomber dans le précipice, ou il va arriver quelque chose et elle va se casser la gueule, mais elle le fait quand même. Hélène, enfin, c'est le rêve de beaucoup de femmes, d'accéder à une profession, de tenter de la changer de l'intérieur, d'essayer de concilier deux choses, de tout réussir.

Elles sont engagées, les femmes de LA BONNE AVENTURE, quotidiennement.

m'identifiais à Anne. Je viens de découvrir que je ressemble plus à une autre.» C'est que le téléroman, pour moi, c'est une seule et même femme, avec quatre facettes, divisée en quatre personnages.

LVR: Que vous nommeriez de quelle façon? LP: Anne, c'est la femme plus traditionnelle, plus maternelle, tiraillée entre le goût de rester avec ses enfants et le goût de sortir. En même temps qui se protège toujours, qui ne veut pas que les choses changent trop vite, qui a peur du risque. Michèle, c'est celle qui a commencé un

LVR: Mais on comprenait mal pourquoi Hélène, justement, abandonnait sa carrière d'avocate pour suivre son juge à Québec...

LP: Moi aussi, je comprends mal. Mais tomber en amour, vous rappelez-vous ce que ça veut dire? On devient folle!

Une dame m'a écrit : «Je ne comprends pas qu'Hélène réponde au téléphone : "Oui, oui, je suis madame Langlois." Surtout elle, une avocate qui sait qu'elle a le droit de garder son nom!» En fait, dans l'histoire, Hélène garde son nom, sauf qu'au téléphone... Ça m'arrive à moi : parfois , on appelle à la maison, ou des gens



Si Bourgault apprécie d'abord l'intelligence de sa vieille chum, Louise Jasmin, elle, aime «sa franchise et son honnêteté envers elle-même. Et la clarté de ses propos»: «Je la trouve claire, limpide, ça m'impressionne même si je ne suis pas nécessairement d'accord. Et puis j'aime sa chaleur avec ses enfants, avec les enfants. Ma fille Catherine l'adore... Elle est très cajoleuse avec les enfants, les siens ont été très importants pour elle, elle a été une bonne mère, aimante.

«Lise est très fidèle à ses ami-e-s, discrète aussi, et rassurante quand il le faut. Sans être influencable, elle écoute attentivement.

«C'est vrai qu'elle est peu sociable et qu'elle aime par-dessus tout être chez elle: elle déteste les mondanités, préfère recevoir en petits groupes, même si je me rappelle des fêtes extraordinaires chez elle, Côte Sainte-Catherine à l'époque... Entre autres, un 29 août, son ami lui avait organisé une grande fête, une surprise: elle était très mal à l'aise, elle faisait penser à une enfant émue parce que la surprise est trop forte et qu'il y a trop de témoins!»

Cette femme timide peut aussi être sans merci, «Mieux vaut être dans ses bonnes grâce, être ami-e qu'ennemi-e avec elle. Quand un lien est coupé, il n'y a aucune communication possible: elle peut ignorer, terriblement.» Léa Cousineau, comme Louise Jasmin, évoquera ce revirement possible: "Lise Payette, c'est vraiment la maman. Le rejet venant d'elle est insupportable. Pour se l'éviter, certains deviennent même complaisants avec elle... alors que c'est une femme exigeante qui n'appelle pas la complaisance: elle aime les gens qui ont des choses à dire et à faire, même si elle n'est pas d'accord.»



Léa Cousineau, des services à la collectivité de l'UQAM, est issue des groupes de femmes, des groupes populaires et du RCM où Lise Payette l'a connue. Elle a été membre du cabinet de madame Payette d'août 1977 à août 1979, comme attachée politique sur le dossier de la condition féminine, avec le mandat de faire le joint entre le Conseil du statut de la femme et la ministre. Nous voulions savoir d'elle comment travaille Lise Payette. Comment, ministre, gérait-elle son pou-

voir et prenait-elle ses décisions? Est-ce une femme de consultation? Est-elle exigeante jusqu'à la tyrannie? «Rigoureuse, capricieuse, fatigante», disait en blague Bourgault.

«Il y a toujours eu du «madame» et du «vous» entre nous, précise Léa Cousineau, beaucoup de respect mutuel, même si c'était une aînée et que nous vivions très différemment. Avec elle, tout n'est pas nommé. Il y a beaucoup de non-dit... Madame Payette propose, il est vrai, une sorte de contrat d'exigence à celles et ceux qui travaillent avec elle. Elle les choisit parce qu'elle a une image d'eux et elle s'entoure de gens qui croient aux contenus: nous étions presque tous des spécialistes. Et elle leur propose un «deal», même si ce n'est pas une tordeuse de bras: si on accepte, elle s'attend à ce que ca décolle, à ce qu'on apprenne et produise vite.

«Sur le dossier de la condition des femmes, la délégation était totale: c'était ma responsabilité, elle me faisait confiance. Les analyses que je lui apportais étaient reçues, digérées, et alimentaient par la suite ses façons de faire. Parce qu'avec elle, rien n'est inutile: elle emmagasine sans arrêt. Oui, c'est une femme qui bouge. Lentement, mais tout le temps.

«Je prévoyais pour elle les questions en Chambre, assumais la mise à jour du dossier, rédigeais des fiches ou des discours... Et ce qui était merveilleux, c'est qu'elle livrait la marchandise! En Chambre ou ailleurs, elle convainquait très bien. Donc, même si elle exigeait beaucoup de nous, elle exigeait autant d'elle-même; c'était très stimulant. «Dans les coups durs, les moments d'échange difficiles avec des gens ou des groupes hostiles, mon travail était de faire attention pour qu'elle ne se durcisse pas, donc de relativiser... Aux groupes de femmes, par exemple, elle avait l'impression de proposer un «deal» honnête et ça la blessait qu'on puisse mal l'interpréter. Mais Lise Payette ne vient pas, comme moi, de la base, des groupes de femmes eux-mêmes. C'est à cause de son métier et par choix personnel qu'elle s'est trouvée à porter nos revendications.»



qui ne me connaissent pas viennent livrer de l'huile ou laver les vitres, et me demandent : «Madame Bourguignon?» Je réponds : «Oui, c'est moi». Est-ce que je devrais perdre 15 minutes pour expliquer au livreur d'huile que, non, je ne m'appelle pas madame Bourguignon? Et comme je vis avec mon chum depuis 15 ans, je dis «mon mari», c'est plus facile, j'en ai pris l'habitude, je pourrais dire «mon chum», c'est

Par rapport à Martine, j'étais convaincue qu'il y aurait un tollé : une femme qui couche avec quelqu'un, qui a des enfants sans être mariée, etc. Mais non, il n'y a pas eu ces réactions. Alors, je me sens extrêmement privilégiée : j'arrive à faire passer ce message. Ça veut dire que le seuil de tolérance est plus élevé, mais je dois mesurer à quel moment ça va virer de bord... Je ne sais pas s'il y a d'autres moyens de rejoindre ces femmes-là que par des biais semblables, qui les obligent à admettre que c'est ça, la réalité. Évidemment, les femmes de la campagne peuvent toujours dire que ça, c'est bien les femmes de la ville.

J'utilise beaucoup le personnage de Blanche, la grand-mère de Martine, pour faire passer les choses. Elle a de l'âge, donc une certaine expérience mais, en même temps, elle aussi fait des choses «contre nature». Comme tomber en amour à 69 ans. vouloir se marier, coucher avec son chum avant le mariage, etc. Et, de temps en temps, elle intervient pour dire : «Ben oui, mais c'est comme ça...». Elle a souvent le rôle de remettre les choses à leur place, de les dédramatiser.

LVR: Étes-vous sensible aux cotes d'écoute? LP: Oui, contrairement à ce que tous les intellectuels prétendent. Moi, j'y suis sensible parce que j'utilise des métiers de communication et que réussir dans un tel métier, c'est rejoindre le plus de monde possible. Déterminer le maximum pour tel type d'emission, l'atteindre et sinon, cesser. C'est ça, l'utilité des cotes.

J'ai le sentiment de changer l'image que les femmes ont d'ellesmêmes, et que les hommes ont d'elles.

LVR: Et vous en êtes à 814 000.

LP: À Montréal seulement. Au Québec, on rejoint 2 395 000 auditrices et auditeurs. Si Le temps d'une paix avait continué, on serait nez à nez, parfois en avance, parfois juste en arrière.

LVR: Mais vous n'avez plus comme avant, quand vous étiez devant la caméra, le feeling immédiat, le feedback du public. Est-ce que ça vous manque?

LP: C'est peut-être de cela que je me repose, justement. J'ai eu une vie publique qui a été très longue. La radio pendant sept ans, tous les jours. Puis la télévision pendant trois ans, tous les jours. C'est long, comme je public. Ensuite quatre ans et demi de politique, avec finalement le même «exposure», car la politique brûle presque plus vite que la télévision.

Le grand changement dans ma vie, maintenant, c'est que je peux aller n'importe où et, comme je ne suis plus devant l'oeil public, je peux vivre presque normalement. Souvent. Pas tout le temps mais souvent, je peux passer une journée dans les magasins et personne ne m'accoste. Ça me fait du bien, j'avais besoin de ça.

LVR: Est-ce que l'écriture vous apprend quelque chose de nouveau?

LP: Oui, c'est un travail solitaire. Au début, mon mari m'a dit: «Tu ne seras jamais capable».

Il me connaît depuis 1969, alors il a vécu mes années publiques. Quand il m'a vue rentrer à la maison après la politique, il a même pensé que je ne pourrais pas vivre à la campagne en permanence, toute seule... Il était convaincu que j'avais besoin de la réaction quotidienne du public, de ce qu'il appelle «la tarte aux fraises». Quand tu t'installes devant ton public, et qu'il t'applaudit très fort, tu te vautres dans la tarte aux fraises, c'est ta récompense, c'est... bon, de la tarte aux fraises! Lui pensait que c'était devenu essentiel pour moi. Il a douté pendant un bon moment.

LVR: Et vous, avez-vous douté?

LP: Je me suis dit qu'effectivement, je m'embarquais peut-être dans quelque chose que je ne pourrais pas finir. Mais pas du tout: je me sens très bien là-dedans, dans ce type de vie-là, et cela me permet de dire non à un paquet d'affaires, ouf! J'aurais pu reprendre Appelez-moi Lise sous un autre nom, presque tout de suite, pour n'importe quel télédiffuseur. Mais je ne pas en arrière, c'est une de mes constantes.

Ce qui me fait plus de peine, c'est de refuser toutes les invitations des groupes de femmes ; il y en avait une sur mon répondeur ce matin, du Nouveau-Brunswick. Peu après ma démission, en 1981, je suis allée rencontrer 200 femmes à Hearst en Ontario. Et ça m'a pris trois jours! Alors partir sur la route n'avait aucun sens ; je me serais tuée au travail. Et, même si j'aimerais bien voir les femmes chez elles, j'aime encore mieux en rencontrer deux millions par la télévision. Deux cents à la fois, ça ne va pas vite.

LVR: Vous avez quitté la politique en disant: «Je veux retourner parler aux femmes des exigences que nous devons avoir pour nous et nos filles, du chemin parcouru et du combat jamais fini, de la politique et du pouvoir». Est-ce vraiment ce que vous faites avec La bonne aventure?

LP: Au moins, je traite de choses encore jamais traitées. On n'a jamais vu des femmes vivre comme ça nulle part à la télévision. Oui, j'ai le sentiment de changer le stéréotype, l'image que les femmes ont d'ellesmêmes et que les hommes ont des femmes. Ne serait-ce que ça... Ce n'est pas inutile. Et je gagne ma vie honnêtement, ce qui n'est pas rien. En politique, j'aurais pu choisir, comme d'autres l'ont fait, d'être réélue en 81, d'attendre que ça fasse cinq ans et démissionner. Mais j'ai quitté la politique sans pension... et j'ai besoin de gagner ma vie. Je ne serai jamais une femme dépendante.

En plus, ça me permet de me retrouver, de me refaire une santé. J'étais épuisée en sortant de là. Physiquement très fatiguée mais émotivement, brûlée. Les coups avaient été tellement durs! J'avais besoin de temps pour moi, pour penser, comprendre ce qui s'était passé, et où je m'en allais.

LVR: Vous êtes donc rentrée chez vous pour refaire vos forces et vous le vivez sereinement. Est-ce une étape avant de recommencer une autre lutte?

LP: Avant... je ne sais quoi, ni comment. Pas actuellement. Pas dans l'action politique actuelle. Je ne trouve pas ma case. Je me pose des questions, je n'ai pas encore le sentiment d'avoir toutes mes réponses et...

LVR: C'est la raison de votre «silence» depuis trois ans?

LP: Oui.

LVR: Vous dites qu'en 1981, vous étiez brûlée émotivement: au point de consulter une thérapeute, un psychiatre?

LP: Non. J'ai une capacité énorme de ressourcement, qui était nécessaire, je pense, pour faire la vie que j'ai faite. J'ai la capacité de fermer la porte. C'est pourquoi vous ne venez pas à la maison aujourd'hui: ma maison est mon seul refuge. Quand plus rien ne marche, je m'y retrouve avec les choses que je connais. Comme dans une piscine, tu coules, tu coules, mais tu sais qu'il y a un fond et que tu vas le toucher. Quand je suis rentrée en avril 81, je cherchais le fond. Mais le fond, je suis équipée pour le trouver toute seule.

Si j'en avais vraiment besoin, j'irais chercher de l'aide. J'ai déjà fait une dépression nerveuse dans ma vie, avec quatorze jours de cure de sommeil. Cela a été un succès : quand je suis sortie de là, je savais que ça n'arriverait plus jamais. C'était à Paris, en



Lise Payette, Françoise Guénette, Ariane Émond

Peut-être pas issue des groupes féministes mais féministe depuis plus longtemps que la plupart d'entre nous. Pierre Bourgault se souvient d'elle en 1954, 1955: «Contrairement à plusieurs femmes de cet âge qui étaient féministes sans le savoir, elle le savait. Les autres posaient des gestes de femmes en voie d'autonomie, elle avait déjà un discours féministe. Bien avant vous autres! Et elle n'est pas féministe que par intuition, elle y a beaucoup réfléchi. Sans faire de grands discours, elle a posé des gestes. Son émission de radio **Place aux femmes**, dans les années 1965-1970, a été l'un des événements les plus importants pour les Québécoises: c'était très féministe, elle abordait sans arrêt les problèmes des femmes.»

«Lise Payette a toujours dit qu'il ne faut pas faire peur aux hommes, rappelle Armande St-Jean. Mais, dans un langage modéré ou réformiste, elle disait des choses étonnantes pour l'époque. Elle a un discours depuis toujours beaucoup plus avancé que bien des femmes en poste aujourd'hui, parmi les féministes d'État. Et, comme Claire Bonenfant, elle a toujours fréquenté les radicales pour alimenter son discours.»



Pour la journaliste Armande St-Jean, Lise Payette a été très tôt un modèle unique: «J'ai commencé dans le métier en 1964, à 19 ans. C'était encore la Révolution tranquille; ni à la radio ni à la télévision, je ne trouvais de femme journaliste qui soit un modèle. Je ne pouvais pas m'identifier à Judith Jasmin: trop «vieille» pour moi, et malgré sa qualité, elle faisait son métier à la façon des hommes. Non, la première que j'ai vue exercer ce métier différemment, d'une façon qui m'intéressait et me

stimulait, avec des préoccupations qui me rejoignaient, c'était Lise Payette.

«Place aux femmes, par exemple, avait l'air d'une grande plaisanterie, avec du café et des femmes, une heure chaque matin. Mais c'était en fait très politique et très stratégique: il y avait alors à Radio-Canada ce qu'on appelait «le Club des varices», des cinquantaines de femmes amenées par autobus faire la tournée des émissions... On considérait cet auditoire-là comme de la chair à émission, des femmes qui ont fini de servir pour la reproduction et qui ne sont plus bonnes à rien.

«Or, Lise prenaît ces femmes-là et, avec elles, installait un autre climat. Elle a commencé tranquillément à les faire parler de choses en apparence très anodines, et très féminines. C'était très habile.»

Louise Jasmin, recherchiste de Lise Payette à l'époque, se souvient de ces thèmes: «Les hommes aiment-ils mieux leur voiture que leur femme?» (Elle avait trouvé un gars d'accord et prêt à le dire!), «À quoi pensent les femmes les mains dans l'eau de vaisselle?», «Voudriez-vous revivre vos fiançailles?», «L'hypocrisie est-elle surtout masculine?», «Les hommes sont-ils des bêtes à cornes?», «Que faire quand un homme nous tombe dans l'oeil?», etc.

«Lise Payette nous décrivait le type d'invité qu'elle voulait après nous avoir donné le thème de l'émission, toujours une question et portant généralement sur les rapports hommes-femmes. Elle faisait des journées inimaginables, un vrai bourreau de travail, jamais en retard, toujours dans la note, avec cette distinction dans le rire et dans la voix...»

Armande St-Jean, elle, allait en studio pour voir Lise Payette faire son métier. «Place aux femmes et Studio 11, c'était très comique et, au plan technique, une vraie prouesse. Ils étaient quatre autour d'une table, Jacques Fauteux et Guy Provost, ses coanimateurs, Lise et son invité «chouchou», et il y avait dans la grande salle peut-être 200 femmes. «Lise partait à la pêche, tous les matins, avec du monde nouveau, elle allait dans la salle deux ou trois fois, trouvait une «bonne» table, s'asseyait.

"J'avais découvert en l'observant qu'elle gardait au creux de la main un petit micro, qu'elle laissait dépasser juste assez pour prendre sa voix et celle de l'autre. Elle s'approchait et, à cause de ce qu'elle dégage, les femmes n'avaient pas envie de se reculer, ni de se coller, d'ailleurs: même dans cette intimité, elle gardait une certaine distance. Et là, elle disait: "Ça va bien?", et les femmes lui répondaient à elle, pas au micro. Elles se rendaient compte ensuite seulement qu'il y avait un micro et qu'elles étaient en ondes! C'était une sorte de magie technique. Le studio 11, dans l'ancien édifice de Radio-Canada, était vert et gris avec des «spots» au plafond et un effroyable bruit de vaisselle. C'était inouï de faire une émission dans une atmosphère pareille.

"J'ai toujours trouvé que Lise Payette travaillait bien. D'abord, elle sait parler, elle a un don de la communication incroyable, surtout verbal. La consécration de sa carrière a été la télévision mais moi je pense qu'elle était meilleure à la radio, parce que c'est une femme d'intimité, qui parle tout doux à l'oreille..."

1961. Je vivais le déchirement entre trois enfants, un mari tout le temps absent... et qu'est-ce que je faisais pour moi ? Je ne me suis pas suicidée parce que j'avais un problème de conscience épouvantable : est-ce que je pouvais tuer mes enfants avant de me suicider ? Comme je les avais mis au monde et que je ne voulais pas les laisser, j'avais comme le sentiment d'avoir un droit sur leur vie.

J'ai joué avec cette idée-là pendant des jours et des jours. Et puis, Payette a fini par rentrer à la maison. J'avais juste assez de lucidité pour lui dire : «Je suis malade, emmène-moi chez un médecin». Ce médecin m'a fait dormir à l'hôpital pendant quatorze jours. L'épuisement total. Alors j'ai dormi, mais d'une espèce de demi-sommeil où le corps repose mais où l'esprit fonctionne ; je suis sortie de là convaincue qu'il y avait des choses qu'il fallait que je fasse, des choses à changer. Cela a déterminé tout le reste de ma vie. J'avais 30 ans.

LVR: Vous vous êtes toujours définie comme une féministe formée sur le tas, modérée...

LP: Sur le tas, mais pas sur le tard! En 54, quand j'ai commencé à faire des textes pour la radio, à sortir de la maison, j'avais 23 ans, mon fils était né en 52, ma fille en 54. Je vivais à Trois-Rivières, et j'ai réalisé que ça n'avait aucun sens de me retrouver avec deux enfants à la maison, alors que j'avais envie de faire autre chose, que ma vie soit réduite à cela.

Mais j'étais issue d'une famille de femmes féministes. On ne savait pas que c'était du féminisme mais ma grand-mère était déjà une femme très émancipée... d'abord parce qu'elle ne pratiquait pas. Dans un quartier ouvrier comme Saint-Henri où les curés étaient omniprésents! Elle s'était avortée ou je ne sais quoi, un curé lui avait refusé l'absolution, et elle avait répondu : «Dorénavant, je règlerai mes problèmes directement avec En-Haut». Ma mère était aussi comme ça. C'était des femmes qui travaillaient comme femmes de ménage-la seule chose accessible - mais qui tendaient vers l'indépendance. Moi, ma mère a essayé toute sa vie de se passer de l'argent que son mari laissait à la maison.

Est-ce qu'on doit retourner en arrière parce que les hommes n'ont pas compris?

LVR: Vous avez dit, en acceptant cette entrevue que cela vous forcerait à faire le point. Le point sur quoi?

LP: Il y a quatre ans, quand j'ai quitté la politique, mon obsession était l'avenir du féminisme. Ça l'est encore, moins douloureusement: Vers quoi allons-nous? Quelles seront nos méthodes?

Celles que nous avons utilisées jusqu'à maintenant ont donné quelques petits

résultats mais c'est trop long, je suis obligée d'en témoigner.

Est-ce qu'on doit retourner en arrière parce que les hommes n'ont pas compris, pour aller les chercher? Est-ce qu'on doit les traîner comme un poids? Je réagis assez mal à cette idée. En même temps, ce qui me dérangeait beaucoup pendant ces années en politique, c'était de me retrouver constamment avec la maudite liste d'épicerie chiffrée de tout-ce-qu'il-fallait-obtenir-prioritairement-pour-les-femmes, sinon c'était un échec! Cette liste était devenue obsédante pour moi, mais absolument révoltante pour mes collègues!

Le mouvement féministe a vécu parallèlement au mouvement syndical, dans les mêmes années. Or, à mon avis – moi qui suis, par définition, syndicaliste – le mouvement syndical est obligé de se remettre en question aujourd'hui. Car il risque de perdre non seulement des acquis, mais ses propres membres. Il y a une espèce d'écoeu rement de cet affrontement perpétuel. J'a l'impression que la même chose se produi pour le mouvement féministe et à cause de nos méthodes. En fait, les résistances ont surgi proportionnellement à nos pressions.

LVR: Notre vieille méthode étant d'essayer de créer un rapport de force, comme les syndicats, quitte à tomber dans un certain «manichéisme», tout blanc ou tout noir?

LP: Voilà. Et on arrive à un moment où il est devenu trop facile pour les gens au pouvoir de nous répondre que ce n'est pas possible, faute d'argent, à cause de la situation économique, du chômage, etc. La liste de leurs excuses est longue.

Les hommes au pouvoir ont réagi à nous comme les maladies à la pénicilline. Ils ont développé des anticorps. Dans ce sens-là, nous ne sommes plus efficaces. Ils ont trouvé le moyen de répondre à toutes les demandes, de faire face à toutes le 3 manifestations. Plus rien ne les dérange. Ils sont aussi aguerris à répondre que nous l'étions à demander. Une fois qu'on l'a constaté, il faut trouver un autre moyen. Au lieu de revendiquer morceau par morceau, n'y aurait-il pas moyen de faire confiance à un groupe de femmes qui travailleraient de près avec le gouvernement? Comme le Conseil du statut de la femme, le réseau des répondantes à la condition féminine que nous avons établi dans les ministères, vers 1978, devrait exercer ce double rôle de surveillance et de stimulation. Parce qu'il faut casser notre attitude de «mendiantes» qui attendent des choses du pouvoir. Gagner la guerre - et non seulement quelques petites batailles c'est être là et intervenir avant que les décisions ne se prennent.

Je pense qu'il va falloir cesser de voir le pouvoir comme une chose extérieure à nous, et que le pouvoir, politique ou autre, devienne pour nous une chose naturelle. Tant qu'on ne l'admettra pas pour soi ou



1967 : Place aux Femmes, Guy Provost et Lise Payette

pour une autre, on continuera d'attendre des choses absolument irréalistes des quelques femmes qui y accéderont.

Je ne crois pas qu'il faille revenir aux stratégies spectaculaires: manifs, etc. Quant à la méthode de Betty Friedan: «Rentrons chez nous, occupons-nous de l'homme qui est chez nous, changeons-le et la société va être changée», je n'y crois pas non plus, ni aux États-Unis ni au Québec.

LVR: C'est une question que posait Simone de Beauvoir: «Peut-on se sauver seule?»

LP: Non, on ne peut pas. J'ai souvent reproché à certaines femmes, qui avaient accédé à des postes de commande, de me répondre, quand je leur demandais ce qu'elles avaient l'intention de faire pour les autres femmes : «Moi, je l'ai fait toute seule, qu'elles le fassent». Mais on a cette responsabilité! On doit se servir de son poste pour y faire accéder le plus de femmes possible après soi. C'est ce que j'ai cherché, avec toutes mes limites, à faire en politique. J'y étais entrée pour deux raisons : faire progresser la condition des femmes et l'indépendance du Québec. En 81, j'en suis partie pour les mêmes raisons: je ne pouvais plus être utile au dossier des femmes et l'indépendance était remise aux calendes grecques.

Par rapport aux femmes, j'avais idéalisé, j'avais imaginé... Des groupes radicaux ne me trouvaient peut-être pas assez féministe, mais il faut se souvenir qu'en 1964, je faisais à la radio le premier magazine féministe de Radio-Canada: Place aux femmes. Mes enfants, je sais pas où vous étiez en

1964, mais c'était quelque chose de faire accepter ça à Radio-Canada! Dans ce sens-là, je n'ai pas de culture féministe, je ne suis pas issue des universités avec leurs études féministes ou leurs idéologies. Je suis issue du travail, d'un mariage, d'un milieu ouvrier. J'ai tout appris sur le tas. Mais je ne me suis jamais démentie à travers ces années-là, et c'est probablement là mon diplôme.

Pour ces raisons, j'espérais pouvoir – c'était mon rêve à moi – être une *femme* (et non un homme) politique, avec tout ce que ça implique. Et j'espérais avoir des femmes un support, non pas inconditionnel, mais dans lequel il n'y ait pas de méfiance. Cela n'a pas marché. Alors, je suis toujours très prudente en parlant des autres femmes politiques ; je sais que c'est dur pour elles.



1975 : Lise Lib



Journaliste à la technique inusitée et au propos féministe, Lise Payette tranchait aussi, dès les années 60, par un certain non-conformisme, inhabituel chez une vedette. Louise Jasmin raconte, par exemple, «qu'elle n'a jamais été coquette. Quand Yvon Duhaime lui faisait ses costumes, pour **Appelez-moi Lise**, moi je trouvais souvent ça laid et elle, ça ne la dérangeait jamais. En Chine, l'an dernier, elle m'a confié qu'elle ne pouvait pas s'acheter des robes à 300\$. Elle est capable

de depenser cet argent en vêtements pour ses enfants mais jamais pour elle. Par ailleurs, je pense que ce manque de coquetterie fait partie de son féminisme. Et selon elle, si un homme aime une femme, ce ne sera pas pour son corps ou son allure mais pour son intelligence. Elle se sait assez intelligente.»

L'amour: un autre sujet tabou dont Lise Payette a peu parlé pour elle-même. Alors, nous lui avons posé la question directement: «Étes-vous amoureuse, ces temps-ci?» Et elle a répondu.

«Je suis en amour depuis 1969, sans difficulté majeure. C'est un homme très autonome, qui a ses propres activités: il a son travail, il monte à cheval, il aime les fleurs. il fait des jardins extraordinaires, il fonctionne parallèlement. Quand je lui ai fait part, en 1976, de mon intention d'entrer en politique, il m'a dit: «Écoute, je ne veux pas t'en empêcher, mais je ne sais pas si je pourrai le vivre». Ça voulait dire: Ma grande, tu prends le risque, je ferai ce que je pourrai pour t'aider mais je ne suis pas sûr d'être encore là après. Il a vécu cela comme une aventure, en espérant passer au travers.

«Mais c'est un homme tourné vers l'avenir, que rien ne scandalise: je peux me permettre toutes les déclarations, il ne se sent jamais visé ou remis en question. En même temps, il a des faiblesses, parfois des rechutes: il est un peu macho pendant deux heures et là je m'amuse à le prendre par l'humour. Depuis 15 ans, c'est devenu une relation confortable, oui, mais jamais complètement sécurisante, et à refaire tous les jours. Après ma séparation, j'hésitais beaucoup à me réengager. Je ne le regrette pas: la deuxième partie de ma vie est meilleure que la première.»



Elle, qui «s'en va doucement vers la soixantaine», que la ménopause «n'a pas trop marquée», qui, en vieillissant, souhaite surtout ne pas «virer de bord et de devenir une vieille réactionnaire», a-t-elle tout de même peur de mourir?

«Non, je n'ai pas peur de mourir. Je viens de voir mourir chez moi une amie que j'aimais beaucoup et je ne pense pas que l'acte de mourir me fasse peur. C'est apprivoisé. J'ai vu mourir ma mère, et cette amie de 48 ans. C'est un combat réglé. Mais j'aimerais choisir le moyen de mourir.

«Quand je suis partie en Chine, j'avais le sentiment de m'en aller tellement loin que je me suis entendue dire à mes enfants: «Si l'avion tombe à l'aller, plaignez-moi. S'il tombe au retour, ditesvous que je meure heureuse: j'aurai vu la Chine, j'en rêvais depuis 25 ans.» Plus que le moment, c'est la façon de mourir qui m'importe. Je ne veux pas mourir sans dignité et c'est difficile.

"Cette amie morte du cancer est restée chez moi, presque jusqu'à la fin. Elle me l'avait demandé, j'avais accepté, c'était correct. La veille de sa mort, j'ai passé la journée à l'hôpital, assise près d'elle. La chambre était sombre parce qu'elle souffrait. Elle était agitée; un de ses médicaments lui convenait mal. Elle voyait des ombres sur le mur et elle paniquait. Un moment, je me suis mise à chantonner comme ça: mmmmmmmmm... Elle s'est calmée et je lui ai dit que je chantais pour qu'elle dorme. Elle m'a dit: "C'est beau!". Alors, entre 2 h et 6 h, j'ai juste chantonné.

"Le jour même, je suis arrivée à l'hôpital à 7 h 30. Elle était agitée, j'ai mis ma tête sur l'oreiller près de la sienne: "Je suis là maintenant, tu peux te reposer." Elle est morte à midi."

C'est la dernière histoire que Lise Payette nous a racontée cet après-midi-là. Et puis nous avons fait les photos. Elle vantait le charme de son chum: «Je dis à ses admiratrices: Prenez un ticket pis mettez-vous en rang!», ajoutait quelques blagues, détendue. Nous l'avons quittée en riant.



1980 : Pendant la campagne pour le OUI

Une chose est sûre : une fois entrée là, si on n'est pas féministe jusqu'au fond des entrailles, ça va s'amenuiser, parce qu'il faut constamment s'appuyer sur ce qu'on a déjà vécu et dit. Autrement, la bataille quotidienne est tellement épuisante que c'est bien plus facile d'être fine et de se faire aimer... Sans avoir une longue certitude d'avoir raison, c'est intenable.

LVR: Vous avez été la 1^{re} ministre déléguée à la Condition féminine. Mais on a l'impression que les femmes qui vous ont succédé ont été moins féministes que vous.

LP: On a aussi douté de mon féminisme à moi quand j'étais là!

LVR: Réponse de politicienne! Vous aviez quand même un discours féministe...

LP: ... auquel on ne croyait pas. Soyez bonnêtes. Il y a eu un moment où je me suis fait traiter de femme de service, comme d'autres femmes en politique...

LVR: C'est ce qui a été le plus dur de votre passage en politique, ne pas sentir l'appui des femmes derrière vous?

LP: Émotivement, oui. Sur le plan strictement politique, l'assurance-automobile a été plus difficile à faire passer auprès des collègues et des groupes de pression : le Barreau, c'est aussi fort que le mouvement féministe!... Mais cette bataille-là, je l'ai gagnée. J'ai perdu l'autre, là où j'étais sans défense. Les avocats, je pouvais les prendre sur leur terrain, sans problème. Avec les féministes, ou même avec les femmes non féministes, j'étais beaucoup plus vulnérable. En principe, on était censées s'en aller à la même place et tout à coup je me rendais compte que non. Ça faisait beaucoup plus mal que de ne pas aller dans la même direction que le Barreau!

Ce que j'ai trouvé le plus difficile, je pense, c'est d'être battue sur les deux plans, à l'intérieur et à l'extérieur. D'être battue par les gars en dedans, qui ne me faisaient pas confiance parce que je représentais des groupes féministes. De le dire en dehors et d'avoir quand même des groupes de femmes qui me tapaient sur la gueule. J'avais envie de crier: «Arrêtez, laissez-moi une place où respirer... Arrêtez ou je vais m'en aller chez nous!». Ce que j'ai fait.

LVR: Mais s'il n'y avait pas eu les Yvettes, auriez-vous continué de vous battre?

LP: Je pense que oui. L'affaire des Yvettes a fait éclater ce qui me restait de crédibilité à l'intérieur du gouvernement. Mais je ne suis pas sûre que j'aurais pu tenir très longtemps. Aux élections de 1981, le discours officiel est devenu économique et on se serait attendu bientôt à ce que je dise aux femmes: «Ce n'est pas possible parce qu'on n'a pas d'argent». J'en aurais été incapable et cela m'aurait placée dans une situation encore plus difficile.

LVR: Avec l'affaire des Yvettes, en mars 1980, on vous a accusée de vous conduire pour la première fois comme un «homme politique», de façon partisane

LP: Ce n'était pas une intervention partisane, c'était une intervention maladroite, lors d'un discours improvisé. Tout simplement. Ma maladresse a été d'accoler le nom de madame Ryan au stéréotype de la petite Yvette des manuels scolaires. Il n'y avait rien là pour faire une histoire.

LVR: Alors vous avez été mal citée?

LP: Pas tout à fait, mais citée hors contexte. Et c'est là que Lise Bissonnette m'a attaquée. Elle, qui était une amie intime de Mme Ryan, a fait une crise. Et ce qui m'a tuée, c'est l'ampleur que cela a pris, parce qu'évidemment l'opposition a sauté là-dessus.

Quand j'ai quitté la politique, je suis allée à New York rencontrer Lise Bissonnette. Je voulais savoir pourquoi elle m'avait démolie. Parce qu'au fond, c'était ça, le résultat. Pourquoi m'avait-elle démolie en réponse au fait que j'avais apparemment démoli quelqu'une d'autre? N'y avait-il pas une façon de me rappeler à l'ordre sans tomber dans la même chose dont on m'accusait? Elle était à New York à ce moment-là, on a parle pendant plusieurs heures : je lui ai dit que j'écrivais un livre sur mon expérience politique, je lui ai demandé de le préfacer. Entièrement d'accord, m'a-t-elle répondu. Mais le manuscrit fini, elle a refusé. Pour quelle raison? Elle m'a seulement dit qu'elle ne pouvait pas. C'était son droit.

LVR: En dehors des manipulations politiques et du rôle catalyseur de l'éditorial de Lise Bissonnette, n'y avait-il pas aussi, dans la réaction des Yvettes, une réponse de femmes offensées par les excès d'un discours féministe que vous incarniez une fois de plus? Une réponse comparable à celle des Real Women? LP: Oui, c'est vrai. J'ai toujours eu la



Jacques Léonard, Lucien Lessard, Claude Charron et Lise Payette entrent pour la première fois au Salon rouge de l'Assemblée nationale, 1976

réputation de mépriser les femmes au foyer, je la traîne depuis mes premières émissions de radio. Parce que j'ai affirmé des choses comme «L'indépendance commence dans le porte-monnaie», ou «Allez travailler à l'extérieur», on m'accusait de vouloir sortir les femmes de la maison. Alors certaines étaient déjà méfiantes; et, pour elles, dénoncer le stéréotype d'Yvette, c'était dénoncer ce qu'elles étaient véritablement dans la vie de tous les jours. Mais moi, ça me crevait le coeur de voir des femmes s'accrocher un macaron «Je suis une Yvette et j'en suis fière». Je me disait: «Bonté divine! Où est-ce qu'on est rendues?»

femmes ne sont pas prêtes, sur le plan émotif, à abandonner ce qu'elles ont, ce dans quoi elles ont investi, parfois depuis 15 ans ou 25 ans.

Entre les femmes qui font peur et les femmes qui ne font pas confiance, y auraitil moyen de trouver quelque chose de plus juste pour les besoins actuels? La solution des prochaines années, pour moi, se situe là, entre les deux. C'est-à-dire arrêter de traiter les hommes comme des ennemis absolus, mais ne jamais leur faire assez confiance pour les laisser sortir avec sa fille! De toute façon, ça va venir des hommes...

Les hommes au pouvoir ont réagi au féminisme comme les maladies à la pénicilline.

LVR: Vous disiez que les femmes, pour être prises au sérieux, devaient faire peur aux hommes. Devant l'affaire des Yvettes, le débat des trois chefs d'août dernier, ou d'autres stratégies électorales axées sur les femmes, avez-vous l'impression qu'ils ont peur?

LP: Juste en campagne électorale. Le lendemain de l'élection, sur la ligne de fond, pas du tout.

LVR : Parce que les femmes ne sont pas encore assez conscientes de leur pouvoir ?

LP: Leur pouvoir est à un prix tel qu'elles sont prêtes à y renoncer régulièrement : elles le mettent de côté chaque fois que c'est trop coûteux. La réalité, c'est ça : il faut vivre à la maison aussi et toutes les LVR: Mais ça ne viendra pas d'eux avant qu'il n'y ait un mouvement de notre part?

LP: C'est vrai. Il n'y a absolument aucune raison qu'ils changent d'eux-mêmes. Le pouvoir leur convient, il est fait pour eux. Sauf que, moi, je ne crois pas que nous serons bientôt majoritaires dans un gouvernement. Je ne pense même pas que, dans un proche avenir, nous allons représenter une force suffisante à l'intérieur des murs du pouvoir.

Donc il faut traiter avec eux, sinon nous nous condamnons à ce qu'ils nous laissent dans la rue pour longtemps. Ça ne les dérange pas, et en plus ils sont devenus très habiles à récupérer les campagnes électorales. Le débat des chefs, en août dernier, je l'ai regardé à la télévision, morte de rire.

Suite à la page 57

ACTUALITÉ

Les marathoniennes du fast food

Elles sont des milliers à nous servir nos hamburgers et nos fish and chips.
Rodées comme des machines, sous-payées et toujours non syndicables,
ce sont les jeunes marathoniennes du fast-food.
Pour les interroger, Louise Larose a couru quelques McDonald montréalais.

par Louise Larose

M

idi dans un fast-food de la rue Sainte-Catherine. Une odeur de friture permanente flotte dans l'atmosphère. Les files de clients s'allongent... Les caissières dansent un ballet frénétique, s'agitent avec des gestes syncopés, engagées dans un combat à finir avec les Big Mac, McCroquettes, Whopper et au-

tres délices du prêt-à-manger.

Mais qu'est-ce qui fait courir ces travailleuses en tout sens ? À croire que Ray Kroc lui-même1, le père spirituel du hamburger de masse, l'Ayatollah du fast-food, les poursuit d'un index vengeur... Certainement pas le salaire. Encore moins la sécurité d'emploi. Plutôt la nécessité plus prosaïque de se trouver une première job, de payer l'appartement, la bouffe, les études, etc. Non syndiquées, payées en majorité au salaire minimum, soit 4 \$ de l'heure (3,54 \$ si elles ont moins de 18 ans), jeunes travailleuses ou étudiantes, à temps plein ou partiel, elles constituent un des rouages essentiels de l'industrie de la restauration rapide et un réservoir quasi inépuisable de «cheap labor». Une main-d'oeuvre jeune, très jeune, souvent âgée de moins de 18 ans mais déjà «vieille» à 22, 23 ans, à qui l'on enseigne le sourire et surtout la rapidité.

Francine, une «vieille» de 23 ans avec quatre ans de service, chef d'équipe dans un McDonald, explique: «La vitesse c'est le plus important ; si t'es pas vite, après un certain temps, t'es dehors. Moi, ça me prend en movenne une minute pour servir un client... À l'heure de pointe, je sers en quinze minutes 18 à 20 clients, en trente minutes, 35. Au bout d'un certain temps, tu t'aperçois que tu fonctionnes à un rythme accéléré même en dehors du travail ; lorsque je rentre à la maison, c'est plus fort que moi, je fais tout vite, la vaisselle, le lavage, etc. On peut dire que je vis à l'heure du fastfood.» Andrée, employée chez Harvey's, souligne la même chose : «On nous parle d'abord d'efficacité, de rapidité et on nous demande d'être souriantes avec la clientèle.» Même refrain chez Josée et Nancy, de chez Burger King: «Ici les patrons misent sur la vitesse avant tout. Plus les gens sont servis vite, plus on passe de clients et plus il y a de profit au bout.» Dans cet univers où tout est prévu à l'avance, il n'y a pas de place pour l'improvisation et l'amateurisme. Le fast-food ce n'est surtout pas le «snack» du coin, c'est une machine bien huilée... Chez McDonald par exemple, solidement encadrées (par un personnel composé d'une entraîneuse, d'un chef d'équipe, d'un «swing», d'un assistant gérant, d'un gérant) et entraînées, les candidates n'ont qu'à bien se tenir.

Si la Florentine de Gabrielle Roy (Bonheur d'occasion) vivait maintenant, ce n'est pas l'art de faire un sundae qu'elle apprendrait mais bien les six étapes du rite de passage de l'apprentie caissière McDonald. En effet, dans cette chaîne où l'on pousse très loin les stratégies d'efficacité, l'initiation commence par un vidéo où les tâches

sont expliquées, décortiquées de A à Z. À savoir : accueillir le client, prendre la commande, assembler la commande, présenter la commande, encaisser l'argent et inviter le client à revenir. L'apprentissage de ces étapes reste l'affaire des filles. La division du travail demeure encore, dans la majorité des cas, très rigide : les filles en avant aux caisses, les gars en arrière à la friture. Peu ou pas de rotation des tâches : «On ne nous laisse pas véritablement le choix. Je ne sais pas pourquoi... Dans la plupart des fastfood les filles se retrouvent automatiquement derrière le comptoir. C'est comme ça. Moi, j'aimerais bien travailler en arrière ; ce n'est pas que j'aime tellement la friture, mais ça ferait changement. Ça changerait le mal de place», soutient Sylvie, une débutante dans le métier.

Même si elles franchissent avec succès le cap de l'initiation, les caissières peuvent être réévaluées à leur insu à n'importe quel moment grâce à une sorte de pointage sur 100 basé sur les six points du vidéo. Si, pour une raison ou pour une autre, la productivité d'une employée baisse, elle a un mois pour s'améliorer sinon c'est la mise à pied. Comme ces évaluations sont individuelles, une employée ne connaît pas nécessairement le score de sa compagne de travail. Cette pratique a pour conséquence directe d'isoler les travailleuses, virtuellement toutes en compétition les unes avec les autres ; c'est l'illustration parfaite du vieil adage Diviser pour régner. Et cette rivalité se reproduit pour le poste mieux rémunéré de chef caissière.

Le nombre d'heures hebdomadaires de travail varie fréquemment. Par exemple, dans beaucoup de restaurants, s'il n'y a plus de clients après trois heures de travail, on renvoie du personnel : c'est parfaitement légal... Parfois, une journée entière «saute». Ce qui signifie pour l'employée moins de sous au bout du compte et l'impossibilité de prévoir avec exactitude son salaire de la semaine.

Généralement, le coût de l'uniforme est défrayé par l'employeur et les pauses café sont respectées. À quelques exceptions près... Renée travaille depuis quatre mois de 9 h 30 à 15 h dans un restaurant très achalandé (avec caméra vidéo pour la surveillance des employé-e-s), sans pause café ni période de repos. Elle en a discuté à maintes reprises avec son patron, sans succès. La Loi sur les normes du travail prévoit trente minutes de repos après cinq heures de travail (article 58)... De plus, toutes les employées de cet établissement doivent paver elles-mêmes leur uniforme et un montant est retiré chaque semaine de leur salaire. Pourtant, la loi stipule que «l'employeur ne peut rien déduire du salaire minimum pour l'achat, l'usage et l'entretien d'un uniforme, si celui-ci est obligatoire» (article 49). Or, depuis plus de quatre mois, Renée paye toujours le même uniforme! Elle se cherche maintenant un nouveau

C'est là une des forces de l'industrie de la restauration rapide : une main-d'oeuvre inexpérimentée, sujette aux congédiements arbitraires, peu informée de ses droits et qui «bouge» beaucoup. En général, on reste sept, huit mois au même endroit, parfois moins; cette mobilité du personnel est loin de favoriser de meilleures conditions de travail.

Hélène Lachance, de l'Association des gens à pourboire (AGAP), a travaillé douze ans dans le domaine de la restauration, dont deux jours chez McDonald: «Les employées ont peu ou pas d'expérience du monde du travail. Elles ne connaissent pas leurs droits... et moins t'es informée, mieux c'est pour les patrons. Tu vas vite, tu vas très vite, tu ne peux pratiquement pas parler aux clients. De plus, il existe une compétition entre les filles pour la vitesse : il faut que tu sois un «modèle», comme l'employée du vidéo, toujours prête. À la longue, ça devient très routinier... Même à l'intérieur d'un petit établissement, les filles sont divisées ; comme ça elles ne peuvent pas se regrouper, elles n'ont pas de force.»

De là les nombreux abus. Certaines chaînes de fast-food, spécialisées dans la vente de beignes (Dunkin' Donuts, pour ne pas la nommer!), ne sont pas considérées comme telles, à cause du service au comptoir où le pourboire est permis. Or, dès le moment où l'employée reçoit un pourboire, si minime soit-il, ce n'est plus de la restauration rapide : le personnel est alors considéré comme salarié à pourboire et par le fait même payé au taux horaire de 3,28 \$ pour les 18 ans et plus (2,95 \$ pour les moins de 18 ans). Une véritable aubaine pour les patrons... Enfin, en maints endroits, la journée ou la semaine d'entraînement n'est tout simplement pas rémunérée

À l'heure actuelle, une employée lésée n'a malheureusement pas beaucoup d'alternatives. Elle peut cependant déposer une plainte à la Commission des normes du travail, avec preuves à l'appui (chèques de paye, témoins, dates, etc.). Ainsi, elle risque de récupérer au moins les sommes dont elle a été privée. Mais il vaut mieux pour elle entreprendre cette démarche une fois qu'elle aura quitté cet emploi pour un autre, puisque, selon Hélène Lachance, «les femmes qui déposent leurs plaintes au moment où elles sont au service de l'employeur, perdent leurs jobs à 99 %.»

L'accréditation multipatronale, soit la possibilité pour les travailleuses-eurs de plusieurs établissements de négocier ensemble une convention collective, serait la solution... de l'avenir. En attendant, les jeunes travailleuses de la restauration rapide demeurent une proie facile pour le premier «fast-foodeur» venu².

Louise Larose est journaliste à la pige.

^{1/} Fondateur de la chaîne McDonald

^{2/} Cette petite enquête a été effectuée chez McDonald coin Masson-Iberville, McDonald Sainte-Catherine est, Harvey's, coin Sainte-Catherine, Saint-Laurent.



Alors que la Commission Beaudry poursuit sa tournée de la province et des intervenants socio-économiques avant de se prononcer, entre autres, sur la syndicalisation multipatronale, la situation des 1 800 000 travailleurs non syndiqués du Québec se dégrade. 70 % d'entre eux sont des femmes.

son patron vient de la congédier pour incompétence, après 22 ans de service! Monique Y. rentre de son congé de maternité au restaurant où elle bosse depuis quatre ans... pour y trouver son avis de licenciement! Pierre X., lui, est congédié une semaine après s'être plaint de ne pas être payé pour ses heures supplémentaires. Quatrième cas... Mais il est inutile de continuer tant la liste de ces congédiements illégaux

Le point commun entre Thérèse, Pierre, Monique et quelque 1 800 000 autres travailleuses et travailleurs du Québec ? Elles et ils ne sont pas syndiqué-e-s. 70 % de la population active sur le marché du travail, au Québec, est dans cette situation, et de ce 70 %, 70 % sont des femmes, employées souvent dans des restaurants, des petits commerces, des bureaux, des caisses ou des banques, où la syndicalisation s'avère

En avril 1980, le gouvernement adoptait pourtant la Loi des normes minimales de travail (nº 126), présentée comme une convertion collective pouvant régir les conditions de travail au Québec. Le mécanisme d'application est simple: un-e employé-e qui se pense lésé-e peut porter plainte auprès de la Commission qui, après enquête, pourra lui faire réintégrer son emploi ou faire respecter ses droits... mais à quel prix ? Les histoires de Thérèse, de Monique et de Pierre nous le diront : tensions, tracasseries, perte de revenus... et de confiance en soi, constitution de dossiers, interrogatoires, pressions multiples : bref tout le déséquilibre émotif et matériel que peut engendrer une contestation judiciaire.

Oui, malgré la loi, la réalité quotidienne des non-syndiqué-e-s est toujours aussi précaire. Cinq ans après son adoption, on connaît mieux, par contre, les lacunes de la loi et de son application.

Des recours à deux tranchants

Les articles les plus connus de la loi concernent le salaire horaire : 3,28 \$ pour les employé-e-s à pourboire, 4 \$ pour les autres. La semaine de travail a été fixée à 44 heures maximum, les congés fériés, à sept, et les vacances à un jour ouvrable par mois travaillé.

Mais le salaire horaire n'a pas été indexé depuis octobre 1981, soit plus de trois ans ; mais la semaine de travail n'a diminué que d'une heure depuis 1940 ; mais la journée de 8 heures est loin d'être gagnée ; mais les congés fériés ne sont valables que pour ceux et celles resté-e-s à l'emploi de la même entreprise depuis au moins 60 jours – et à la condition qu'ils travaillent la veille et le lendemain dudit congé(!) – ; mais le maximum de vacances payées est de deux semaines... à moins d'avoir dix ans d'ancienneté! Que de «mais»!

Encore un? Mais on ne peut pas s'attendre à ce que la loi soit automatiquement appliquée par l'employeur. C'est ce dont Pierre s'est aperçu, lorsqu'il a constaté, après une semaine de 54 heures, que son patron ne lui avait pas payé ses 10 heures supplémentaires à temps et demi. Il lui en parle, mais celui-ci ne donne pas suite à sa demande. Comme on n'a que 30 jours après le délit pour porter plainte, Pierre se rend à la Commission. Le dossier est ouvert : l'enquête doit couvrir l'année précédant le dépôt de la plainte. C'est à la Commission de faire le suivi, d'assurer la défense - sans frais pour le plaignant - et, si nécessaire, d'amener l'employeur devant les tribunaux civils. Les enquêteurs viennent donc sur place et interrogent les employé-e-s et le patron. Colère de l'employeur qui congédie Pierre et un de ses amis «resté trop longtemps dans le bureau en compagnie de l'enquêteur».

Or, il est illégal de congédier un employé parce qu'il a porté plainte ou participé à une enquête. Les deux collègues retournent donc à la Commission et portent plainte cette fois pour congédiement illégal. Ce n'est que huit mois plus tard que la cause est entendue devant un commissaire du travail, qui décide du bien-fondé de la plainte. Pierre et son ami réintègrent leur emploi avec pleine compensation de tout le salaire perdu.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là!

La loi 126 ne prévoit pas de description de tâches: Pierre se retrouve avec une surcharge de travail, des heures supplémentaires (qu'il ne peut refuser sous peine de congédiement, légal, cette fois...) et soumis à une surveillance continuelle. Devant ce harcèlement qui rend le climat de travail invivable, Pierre tient le coup trois mois, puis démissionne. Il n'a plus d'autre recours que de trouver un autre emploi.

La maternité: un luxe?

Longtemps revendiqué par les femmes, le congé de maternité est maintenant reconnu par la loi. On ne peut congédier une femme parce qu'elle est enceinte. La travailleuse enceinte a droit à un congé de maternité de 18 semaines sans solde, laquelle est remplacée par les prestations d'assurance-chômage et une allocation du gouvernement provincial. À son retour, l'employeur doit la réintégrer dans son emploi avec tous les droits et privilèges s'y rattachant.

Sachant qu'il est illégal de congédier une femme parce qu'elle est enceinte ou pour des raisons se rattachant à sa grossesse, l'employeur de Monique s'est cru plus subtil... S'il l'a renvoyée, à son retour, c'est surtout parce qu'elle avait de trop nombreux retards, expliqua-t-il à la Commission. Celle-ci démontra le nonfondé de l'accusation : l'employeur exigeait que Monique arrive une demi-heure à l'avance pour enfiler son costume et être prête à travailler à l'heure fixée. Le commissaire ayant rejeté le motif invoqué par l'employeur, Monique put réintégrer son travail avec pleine compensation pour son année perdue.

Mais depuis environ un an, les plaintes des femmes enceintes ou ayant eu des problèmes avec leur employeur pour leurs congés de maternité ne sont plus reçues par la Commission : les employées doivent se trouver un avocat. Si leur revenu familial est assez bas, elles ont droit à l'Aide juridique. Mais une femme demandant un congé de maternité a souvent un conjoint dont le revenu ne la rend plus éligible à ce service gouvernemental. Risquera-t-elle d'assumer les honoraires d'un avocat pour réintégrer son travail? Non : c'est ce que démontre l'importante diminution des plaintes. Risquera-t-elle alors de perdre son emploi pour avoir un enfant, dont les besoins lui demanderont... d'avoir un emploi?

Quitte ou double

En cas de congédiement, la loi oblige l'employeur à donner un préavis écrit, un certain nombre de semaines à l'avance, variant selon l'ancienneté de l'employé-e. Lorsque l'employeur n'en émet pas, l'employé-e droit à un montant équivalant au salaire correspondant.

Thérèse, qui occupe le même emploi depuis 22 ans, reçoit un préavis de deux mois ; elle n'a donc droit à aucun dédommagement. On venait pourtant de lui donner une promotion! Elle se sent lésée, ne comprend pas qu'avec une telle ancienneté, on puisse la mettre à pied aussi facilement... Et en effet, elle apprend qu'après cinq ans, elle peut obliger son employeur à s'expliquer devant un arbitre. Elle porte plainte à la Commission. Après une tentative de médiation, qui échoue comme dans la plupart des cas, la cause est entendue par l'arbitre.

L'employeur comme l'employée doivent se faire représenter par un avocat et les deux parties se partagent également les honoraires de l'arbitre. On comprend tout de suite le déséquilibre entre une compagnie et un-e employé-e congédié-e, ainsi que les nombreux désistements en cours de route.

Mais Thérèse tient bon. L'employeur monte un dossier, témoins à l'appui, sur l'incompétence dont elle a fait preuve dans le poste où elle a été promue. L'avocat de Thérèse démontre que cette promotion lui avait été donnée parce que dans le poste qu'elle occupait auparavant – pour lequel elle était vraiment qualifiée – elle avait eu une longue mésentente avec son supérieur immédiat. L'arbitre donne raison à Thérèse, mais les procédures étant toujours longues, ce verdict est rendu un an et demi après son congédiement.

Thérèse a vécu ces 18 mois dans l'incertitude et l'insécurité. Sa chute de revenu, les pressions de l'employeur, le long défilé de témoins voulant lui démontrer son incompétence, les nombreux interrogatoires pour la constitution de son dossier ont sérieusement compromis son équilibre psychologique. En proie à des accès paranoïaques, elle se sent victime d'un complot. L'arbitre lui donne gain de cause, mais doit reconnaître que son état de santé mentale ne lui permet pas une réinsertion dans son milieu de travail : il lui accorde un dédommagement de 10 000 \$, ce qui ne représente même pas une année de salaire!

L'employeur a perdu. Thérèse a gagné, une fois les frais d'avocat et d'arbitre payés, 7 000 \$... et un séjour en hôpital psychiatrique. C'est vraiment le jeu de Qui perd gagne!

Un milieu de vie : le travail

Beaucoup d'employé-e-s pensent pouvoir s'entendre facilement avec leur employeur, se rendre indispensables à «leur» entreprise, au fil des années. Il n'en reste pas moins que les intérêts divergent. Pour obtenir de meilleures conditions de travail ou une augmentation de salaire, les négociations sont laissées à l'initiative de chaque employé-e. Et ce n'est que lorsque les travailleuses et les travailleurs se retrouvent au chômage. après 4, 12 ou 20 ans de travail, qu'elles et ils réalisent que l'entreprise n'est pas la leur, mais celle de leur employeur. C'est alors le vide : non seulement dans leur vie professionnelle, mais aussi dans leur vie affective, puisque leurs ami-e-s continuent à travailler. Les rapports s'espacent et les répercussions de leur congédiement sur leur vie familiale ou quotidienne sont sérieuses.

On doit tenir compte de tous ces facteurs pour trouver une solution aux problèmes de travail des non-syndiqué-e-s. Celle que le gouvernement a proposée, la Loi sur les normes minimales de travail, n'aura jamais la force d'une convention collective.

Quel syndicat aurait accepté un contrat statuant une semaine «normale» de 44 heures, deux semaines de vacances par année et l'impossibilité de refuser les heures supplémentaires? Un contrat qui ne prévoit aucune journée de maladie payée, aucune description de tâches et aucune augmentation de salaire, ni en fonction de l'ancienneté, ni par rapport au coût de la vie?

La syndicalisation multipatronale

L'accréditation multipatronale constitue, à l'heure actuelle, le seul moyen de permettre la syndicalisation des travailleuses et travailleurs dans les moyennes et petites entreprises. Mais elle en est encore à l'étape théorique.

Quelques essais ont été tentés dans la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean, du type «négociations regroupées»: plusieurs syndicats se sont unis pour négocier face à plusieurs employeurs. Chaque syndicat gardait son autonomie d'accréditation, mais faisait front commun pour les négociations. Cette formule se rapproche de la syndicalisation multipatronale, mais

le principe de la négociation d'un syndicat face à plusieurs employeurs n'est pas encore reconnu par le Code du travail.

Il y a plusieurs hypothèses pour la mise en application de l'accréditation multipatronale

Certain-e-s pensent qu'il faudrait élargir l'accréditation d'une seule unité syndicale à l'ensemble d'un secteur, dans plusieurs entreprises. Ainsi, tous les employé-e-s travaillant dans la restauration ne dépendraient que d'un seul syndicat.

D'autres voudraient éviter le monopole syndical dans un secteur en particulier avec une accréditation élargie qui engloberait plusieurs établissements. Ainsi, une quinzaine d'employé-e-s de différents restaurants pourraient être représenté-e-s par un syndicat, un autre groupe d'employé-e-s, par un autre syndicat.

Autre hypothèse: lorsqu'un niveau de syndicalisation est atteint dans un secteur, un vote pourrait s'étendre automatiquement à l'ensemble du secteur donné. Par exemple, si 20 % des travailleuses et travailleurs de restaurant se syndiquent, on provoque un vote sur l'accréditation auprès de tous et toutes les employé-e-s de restaurants.

Chacune de ces hypothèses sousentend une accréditation limitée à chacune des dix régions administratives de la province, pour respecter les disparités régionales. Tous ces scénarios sont valables, mais, faute d'un exemple concret, restent dans le domaine de l'imaginaire...

La Commission consultative sur le tra-

vail (Commission Beaudry) doit se prononcer sur la syndicalisation multipatronale, parmi 35 autres points, à l'automne prochain. Elle s'est déplacée à travers la province pour prendre le pouls des régions; elle était à Montréal en décembre 1984. Au printemps 85, elle compte avoir des consultations privées avec les organisations patronales, syndicales et les groupes socio-économiques. Déjà, les rapports favorables et défavorables s'accumulent.

D'un côté, le Conseil du patronat prédit, le cas échéant, la faillite des PME, études économiques à l'appui. De l'autre, syndicats et groupes socio-économiques démontrent que la syndicalisation multipatronale est le seul moyen d'assurer une véritable protection aux employé-e-s des PME, la loi 126 n'étant pas adéquate.

Que fera la Commission Beaudry? Tranchera-t-elle le débat? Comment? Et si elle ne le tranche pas, recommandera-t-elle au moins un essai?

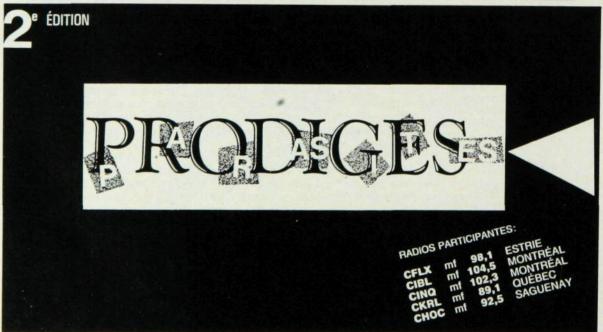
Lorraine Payette est employée à Au bas de l'échelle et journaliste à la pige.

Pour de plus amples informations sur la *Loi des normes minimales* et les recours des non-syndiqué-e-s, des groupes peuvent vous aider. À Montréal: *Au bas de l'échelle*, 6839 A, Drolet, Tél.: 270-7878. À Québec: *l'Association des travailleurs immigrants et québécois*, de la Couronne. Tél.: 522-6322. À Trois-Rivières: *CANO*, 952, Sainte-Geneviève, Tél.: 373-2332.

BOUQUINEZ À L'AISE À

1246 rue St-Denis Montréal Tél.: 844-6896

QUINZAINE DE LA RADIOPHONIE INTERNATIONALE DU 19 MAI AU 2 JUIN 1985



ORGANISATION/RÉALISATION CKRL MF 89,1 À QUÉBEC

47 STE-URSULE, QUÉBEC, QC, G1R 4E4 692 2575

l'actualité du livre

(avril-mai 85)



5 écrivaines, entre autres

Marguerite Duras...

Julia Kristeva Francine Noël Anne Delbée Louise Vandelac



Code postal _











GRATUIT! 2 anciens numéros pour tout nouvel abonnement.

Je profite de l'offre spéciale d'abonnement à Nuit Blanche et je m'abonne pour six numéros à partir du numéro

Entourez d'un cercle les deux anciens numéros gratuits que vous désirez recevoir 9 10 11 12 13 14 15 16 17 Remplir soigneusement le coupon d'abonnement et joignez-y un chêque ou mandat-poste au montant de 10 00 S

Nom Prenom _ Rue App. N. Province _

N'oubliez pas votre chèque a l'ordre de Nuit Blanche, 20 rue St-Jean local 122, Québec, Canada G1R 1N6 Tel (418) 525-9166 Anciens numéros disponibles 200 S l'exemplaire Abonnements à l'étranger: 2000 S

Uruguay

Il était une fois la démocratie

par Gloria Escomel

l était une fois...» Oui, comme dans un conte de fées, l'Uru-guay d'hier m'apparaît aujour-d'hui un paradis perdu. Et pas seulement parce que j'y ai vécu ma jeunesse. Ce pays était vraiment à l'avant-garde des Amériques, de la majorité des pays occidentaux, même. Jugez-en.

Au début du siècle, en Uruguay, l'instruction est gratuite, mixte, laïque et obligatoire, du primaire à l'université. Le taux d'analphabétisme est de l'ordre de 2 %, guère plus élevé que celui de la pauvreté. Non seulement est-ce le seul pays d'Amérique latine qui ne connaît pas la misère, mais c'est là où la classe movenne est la plus étendue et privilégiée. Certes, il y a des millionnaires, de gros propriétaires terriens, mais la majorité des citoyen-ne-s bénéficient de lois sociales progressistes leur accordant des protections substantielles: sociétés mutuelles de santé, soins gratuits pour les pauvres, assurance-chômage, retraite à 54 ans, syndicats dans tous les secteurs ou

Bien que la population soit surtout catholique, ni l'éducation, ni le code civil, ni aucun secteur social, ne dépendent de l'Église: le mariage «valable» est donc civil, le divorce est reconnu très tôt (1907) et les méthodes anticonceptionnelles facilement accessibles, au fur et à mesure des progrès. C'est sans doute pourquoi les familles uruguavennes ne sont jamais très nombreuses: deux enfants en moyenne depuis les années 50-60 et une population stabilisée à trois millions d'habitant-e-s, d'aussi loin que je m'en souvienne (environ 40 ans!). Quels sont les motifs admis pour divorcer? L'infidélité reconnue de l'un ou l'autre conjoint, le consentement mutuel ou... la seule décision de la femme!

Car – voici le plus beau – sans être ce qu'on appelle aujourd'hui féministe, l'Uruguay a eu très tôt des lois fort progressistes pour établir l'égalité des droits entre les hommes et les femmes.

Avec un enseignement mixte, gratuit et obligatoire, dès 1905, les filles ont les mêmes chances que les gars. En 1960, à l'université, il y a 40 % d'étudiantes. Oui, d'accord, certaines facultés en ont plus que d'autres : sciences humaines, 59 % ; odontologie, 57 % ; médecine et droit, 50 %... et d'autres moins : agronomie, 7,8 % ; architecture, 5 % ; écoles d'ingénieurs, 3 %. Cer-



Montevideo

tains corps de métiers ont déjà ouvert leurs portes aux femmes depuis 1918 : imprimerie, écoles industrielles, entre autres.

Du progressisme

Quand j'étais petite, par exemple, à Montevideo, je voulais être pilote, parachutiste, journaliste et exploratrice. Ma meilleure amie, elle, hésitait entre la psychiatrie et la chirurgie. Mes parents ne nous traitaient pas de folles, ils nous disaient simplement : «Choisis, tu ne pourras jamais tout faire!» Elle, terminant sa médecine, a développé une telle horreur du sang qu'elle est devenue psychiatre. Moi, tout en enseignant, je me suis parachutée journaliste, ce qui me permet de piloter des dossiers, tout en explorant la triste réalité!

Mais, pour en revenir aux autres Uruguayennes, elles composent en 1965, l'année de ma propre licence, 40 % de la maind'oeuvre (55 % aujourd'hui: grâce aux «emplois domestiques», elles souffrent moins du chômage que les hommes). Bien sûr, on les trouve surtout dans les secteurs traditionnels: enseignantes, infirmières, secrétaires, ouvrières dans l'industrie légère. Mais nombreuses sont celles, parmi les plus instruites, qui occupent des postes de cadres ou des professions libérales.

Le congé de maternité, apparu en 1934, peut s'assortir, si la femme le désire, d'une retraite-maternité : dès le premier enfant, si elle a exercé son métier au moins un an, elle peut prendre sa retraite à 70 % du salaire, quitte à retrouver un emploi plus tard! La mesure est discutable : elle arrange les mères, mariées ou célibataires (les droits de ces dernières et des enfants naturels sont reconnus depuis

aussi un moven

leur vie profes-

qui coûte cher

bles, lorsque

1909). Mais c'est
de les écarter de
sionnelle... et
aux contribuala mère en
question
vient de se
faire payer

la mère en question vient de se faire payer huit ans d'études de médecine! Avec la crise économique des années 60, cette «largesse» est cependant suspendue, quoique le congé de maternité se main-



tient. Quant au droit de vote et aux autres droits civiques, déjà objets d'un projet de loi en 1914, ils n'ont été obtenus qu'en 1932 et 1946 respectivement. L'avortement, illégal encore aujourd'hui, est couramment pratiqué par de nombreux médecins et d'innombrables faiseuses d'anges. Avec la «reconstruction» de l'hymen, on disait même dans les années 70 que l'Uruguay détenait le record des avortements clandestins... mais allez vérifier!

Au terrorisme

La prospérité uruguayenne avait été relancée à deux reprises par les guerres mondiales, qui augmentaient considérablement les exportations : laine, cuir, viande, céréales, textiles. Ce marché réduit par la reprise européenne, la crise s'amorce pour l'Uruguay au tournant des années 60. Le pays a du mal à payer sa dette extérieure, l'élevage et l'agriculture se stabilisent, les industries affrontent de sérieuses difficultés dues à la concurrence étrangère : on gèle les salaires, qui augmentent le coût de revient. Les devises n'entrent plus : le gouvernement a du mal à entretenir des mesures sociales trop généreuses, des fonctionnaires trop nombreux et particulièrement gâtés. Le mécontentement grandit, les grèves se multiplient, le pouvoir d'achat baisse, la monnaie se dévalue, passant de la parité avec le dollar américain (en 1955) à 300 fois moins en 1965 (un \$ US vaut actuellement 7 900 anciens pesos), le coût de la vie augmente : les classes moyennes dégringolent, les pauvres commencent à connaître les effets de la vraie misère. Quant aux bien nantis, ils spéculent et s'enrichissent encore

Les idées castristes – qui ont alors la cote d'amour – trouvent là un terrain fort propice. Les années 65, 66, 67 voient grandir un petit groupe de guérilleros urbains, les Tupamaros (Mouvement de libération nationale), dont le côté Robin des bois plaît au peuple et aux intellectuels. Leur âge moyen est de 25 ans, ils et elles se recrutent dans les classes moyennes et aisées – avec une forte proportion d'étudiants – et ils font des coups mémorables, dévalisant les fortunés (tout en s'arrangeant pour dévoiler leurs transactions douteuses) et distribuent cet argent dans les quartiers défavorisés.

Mais, vers 1969, 1970, les Tupamaros commencent à recourir au terrorisme et à perdre dès lors leur popularité. Les alertes à la bombe se multiplient, la population est prise de panique. Un certain «été rouge», en particulier, fait déborder le vase : sous prétexte d'effrayer les milliardaires qui envahissent les belles stations balnéaires uruguayennes, surtout celle de Punta del Este, l'activité terroriste ruine la saison touristique – et encore plus les nombreux travailleurs saisonniers.

Le président en place fait appel à l'armée. Elle accourt, entreprend une féroce opération de nettoyage contre les «éléments subversifs», puis prend le pouvoir par un coup d'État, en 1973.



À la répression

Avec la Loi sur la sécurité nationale, cette parfaite petite démocratie se retrouve du jour au lendemain sous la dictature. L'état d'urgence a suspendu les droits civiques, la liberté d'expression, les activités politiques et syndicales, le droit de réunion, etc. Les arrestations arbitraires et les détentions abusives, sans chef d'inculpation, augmentent.

Les Tupamaros éliminés, on traque les sympathisant-e-s et les autres suspect-e-s de «sédition» : communistes, socialistes, syndicalistes, démocrates-chrétiens, étudiant-e-s. Ceux et celles qui le peuvent s'exilent. Amnistie internationale commence à dénoncer les arrestations arbitraires, les emprisonnements sans jugement, les mauvaises conditions de détention des prisonniers, la torture. En Uruguay, où la peine de mort avait été abolie en 1907, on a peine à croire à la réalité. Mais comme au moins un-e citoyen-ne sur cing est inquiété-e par les forces de l'ordre, les témoignages qui circulent de bouche à oreille obligent la population à se rendre à l'évi-

Aussi, lorsqu'en 1980, la junte militaire soumet à un référendum populaire un projet de constitution qui avalise les pouvoirs qu'elle s'est octroyés, ce projet est-il refusé par un *non* massif. La junte projet alors des élections pour 1984.

Les années suivantes sont lamentables : l'ouverture massive aux importations ruine l'industrie locale, les capitaux fuient, le pouvoir d'achat s'effondre, le salaire réel tombe à la moitié de ce qu'il était en 1968, le



taux de chômage passe à plus de 25 %, la dette extérieure, de 700 millions \$ US en 1974, atteint 5 200 millions \$ US en 1984. Même la grande bourgeoisie renie les militaires, qui devaient la protéger des «communistes!».

À l'électoralisme

Les élections de novembre 1984 mettent le pays en liesse : l'essentiel est que les militaires s'en aillent, peu importe le parti qui l'emportera. Aux deux partis traditionnels, les Blancos (blancs) et les Colorados (rouges), s'était rajouté en 1971 un Frente amplio (Front élargi) regroupant les démocrates-chrétiens, les communistes, les socialistes et quelques autres. Cruellement poursuivi par les militaires, qui avaient emprisonné son principal leader, le général Liber Seregni, le Frente amplio se reconstitue en 1984 et obtient tout de même 21.2 % des voix. Les Blancos en prennent 34.2 %. Mais ce sont les Colorados, plus modérés et restés plus proches des militaires, qui l'emportent avec 40,2 % des suffrages. Drôles de résultats, qui les placent en minorité au Parlement, l'opposition ayant réuni 57,5 % des votes2

Oui, drôles de résultats qui mécontentent la majorité des Uruguayens et Uruguayennes. On sait que le vote massif des militaires, des policiers et des pompiers – harcelés pour voter Colorado – a fait pencher la balance, mais l'écart est trop mince pour satisfaire les deux tiers des électeurs-trices civil-e-s.

Bien sûr, tous les partis s'étaient mis d'accord pour unir leurs forces après les élections, quels que soient les gagnants, mais tous n'avaient pas participé, en août 1984, à une réunion conjointe avec les forces armées, alors que certains compromis sont conclus avec la junte en vue des élections et de la première année de pouvoir civil. Ces «Accords du Club naval» sont considérés depuis, par les Blancos qui n'y étaient pas invités, comme dégradants,

Les Blancos, dont le chef, Wilson Ferreira Aldunate, s'est exilé pendant la dictature et a été incarcéré à son retour, en juin 1984, avec interdiction de se présenter aux élections, attribuent leur échec électoral à la perte de leur candidat le plus représentatif. Mais leur programme, qui s'était radicalisé en 11 ans, passant de conservateur à plus progressiste que celui des Colorados, leur a sans doute fait perdre une partie de l'électorat. Ce sont eux, désormais, qui ont les mains les plus libres pour critiquer les effets des Accords du Club naval. Car le parti gagnant, Colorado, s'y est engagé à maintenir le Conseil de sécurité nationale (militaire), à ne pas intervenir dans la nomination des nouveaux commandants de l'armée, à soumettre à un plébiscite les normes transitoires imposées par la junte. Bien entendu, tout ceci présuppose qu'aucune représaille ne sera prise contre ceux qui abandonnent «si démocratiquement» le pouvoir, les militaires.

À l'amnistie

Tout de suite après les élections, la grande question qui se pose est l'amnistie des prisonnièr-e-s politiques. Certain-e-s ont été libéré-e-s en octobre, d'autres le sont en novembre et décembre, sous la pression populaire: les rues sont placardées du slogan «Noël avec nos prisonniers». Mais en janvier 1985, il en reste encore 4 931, d'après un rapport officiel préparé à l'intention du président élu, Julio Maria Sanguinetti, par l'une des plus éminentes juristes du pays, Adela Neta (maintenant ministre de l'Éducation).

Parmi ceux et celles-là, il y a une majorité de prisonniers «d'opinion» et une minorité qui a participé de près ou de loin à la guérilla. «La question est de savoir si tout le monde sera amnistié sans autre forme de procès ou de peine, ou si on va libérer seulement ceux qui n'ont pas trempé dans des crimes de sang», explique Adela Neta.

Mais un ancien juge blanco, démis de ses fonctions par les militaires, s'indigne : «Ce que nos prisonniers politiques ont subi ces dernières années, qu'ils aient ou non commis des meurtres, a tellement dépassé en horreur les plus terribles peines d'emprisonnement qu'ils ont largement purgé leur peine de 20 ans : chaque année a compté double ou triple, avec ces conditions inhumaines de détention, de torture et de mauvais traitements! Qu'on les libère aussi et qu'on fasse place aux autres criminels (les militaires), dont c'est maintenant le tour d'être jugés!»

Mais jusqu'à présent, il n'est pas question de juger les militaires pour leurs crimes et leur terrorisme d'État. «L'amnistie ample et généreuse» promise par le président Sanguinetti comprend sans doute les militaires et la «transition dans la paix», dont veulent les Colorados, passe par l'oubli des atrocités commises.

À la reconstruction

Et puis, il y a l'urgence de reconstruire le pays. Dans cet Uruguay où l'on s'affolait il y a 25 ans parce qu'un bidonville se dessinait, on ne les dénombre plus aujourd'hui. Marcher dans les rues sans vider ses poches est une prouesse, tant il y a de mendiant-e-s. En plein centre de Montevideo, des immeubles désaffectés sans eau ni électricité, sont pris d'assaut par des familles de sans-logis; des cabanes surgissent dans les terrains vagues.

C'est dans ce pays ruiné que 50 000 exilé-e-s sont revenu-e-s dès les élections de novembre. Beaucoup sont reparti-e-s depuis : avec un taux de chômage de 25 % et plus, ils et elles n'auraient pas trouvé à se caser. Il y a trois millions d'habitants et d'habitantes en Uruguay mais un demimillion d'Uruguayen-ne-s se sont exilé-e-s depuis 11 ans.

«La cage ne nourrit pas l'oiseau», dit le proverbe. La liberté non plus, sans doute, mais elle aide à trouver des solutions. Quelles sont celles que préconise le nouveau gouvernement?

D'une part, afin d'éviter l'inflation, il n'y aura pas d'augmentations massives des salaires. Et pourtant, les grèves se succèdent depuis qu'on en a retrouvé l'usage! On préfère favoriser les investissements et la création d'emplois. Comment? Fin mars, ce n'est pas encore précisé.

Pour inciter au développement de l'agriculture, on taxera les terres improductives, et Dieu sait s'il y en a! Survoler l'Uruguay, c'est contempler à l'infini des terres verdoyantes, grasses, fertiles, productives à souhait : ces taxes, si elles sont imposées malgré la controverse qu'elles suscitent, devraient rapporter gros à l'État!

Quant au commerce extérieur, on réduira les exportations de viande, afin de reconstituer un cheptel qui n'a pas progressé depuis plus de 15 ans. On privilégiera par contre l'exportation de laine, jadis florissante. Et bien sûr, on doit aussi renégocier avec le Fonds monétaire international, le FMI, la dette extérieure uruguayenne. À quelles conditions? Personne n'en sait rien encore. Mais 5 200 millions \$, pour un si petit pays. C'est énorme.

Non, le redressement économique et social de l'Uruguay n'est pas pour demain. Les Uruguayens et Uruguayennes pourront au moins s'en plaindre à haute voix. Oui, «Il était une fois la démocratie...»

1/ Les communistes, trop doctrinaires, ont toujours été peu nombreux et peu influents dans un pays trop imbu de démocratie. Ils le sont encore en novembre 1984, le parti ayant été interdit et ses membres emprisonnés ou exilés.

2/ Si on ajoute le petit parti Union civica, avec 2.4 % des voix.

NOUVEAUX REGARDS SUR LE QUÉBEC

L'IDENTITÉ USURPÉE

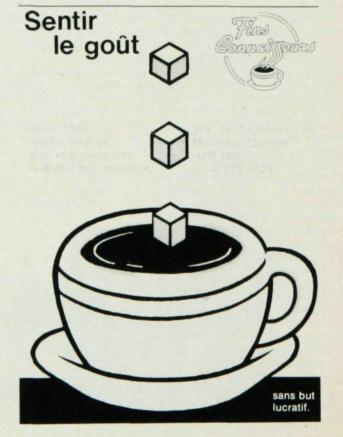
Tome 1 L'Amérique écartée

Jean Morisset

Un essai brillant et original sur la fabrication du « canayen » d'une part, et du « Québécois » contemporain d'autre part, dans le cadre d'une des plus vieilles nations américaines. 14.95\$

Dans toutes les librairies et à

Nouvelle Optique



ECOLOGIE

Hydro-Québec, une entreprise en péril?

par Magali Marc

trices-teurs québécois-es. Pourquoi? Et comment, face à de telles contradictions, croire à la rentabilité de l'entreprise ?

Mauvais calculs

En fait, il faut démolir une fois pour toutes le mythe tenace selon lequel Hydro-Québec serait l'entreprise la mieux gérée et la plus rentable au Québec. «Au cours des quinze dernières années, Hydro-Québec a accumulé les mégawatts et les erreurs2» en sous-évaluant de plus de 300 % les coûts du projet (amputé) de la Baie James, en surestimant toujours le taux de croissance de la demande d'électricité au Québec, mais aussi en oubliant de tenir compte dans ses évaluations de l'effet combiné de la pénétration du gaz naturel, des programmes d'isolation et d'économies d'énergie, de la dénatalité, des faiblesses structurelles de l'économie québécoise et de l'utilisation des énergies «redécouvertes».

En plus, Hydro-Québec a mal calculé l'évolution du prix du pétrole et se mord aujourd'hui les doigts d'avoir établi le prix de l'électricité à 80 % de celui du pétrole. dans ses contrats d'exportation avec les États-Unis. Le pétrole ayant dégringolé, les revenus d'Hydro en ont fait autant... La chute du dollar canadien, par rapport au dollar US, influe également sur la dette d'Hydro, puisque ses emprunts ont été négociés en dollars américains.

Malgré cet endettement croissant, Hydro-Québec annonçait en mars des dépenses de 5,3 milliards \$ d'ici 1990, entre autres pour accélérer les travaux de LG 2 et Manic 5. Pour justifier cette expansion. la société prétend toujours que la demande d'électricité au Québec connaîtra une hausse annuelle moyenne de 3,1 %

En février dernier, un article de la Presse Canadienne, selon lequel Jacques Parizeau aurait traité Hydro-Québec de «canard boîteux», faisait sursauter pas mal de monde, surtout dans l'édifice de la rue Dorchester à Montréal, où se concentrent les administrateurs du pouvoir électrique (au siège social d'Hydro-Québec) et du pouvoir politique (au bureau du premier ministre). M. Parizeau rétorquait ensuite que ses propos avaient été caricaturés, mais il n'en répétait pas moins que «le rapport équité/dette (d'Hydro-Québec) est beaucoup trop bas3». Cela s'appelle mettre des gants de velours pour attirer l'attention sur la dette de 19 milliards \$ d'Hydro, beaucoup trop lourde pour le gouvernement qui en est garant.

De façon fort significative, les trois syndicats des travailleurs d'Hydro-Québec révélaient en février que la société étudiait sérieusement la possibilité de remettre à des entreprises privées «la construction et l'exploitation de petites centrales»4 au Québec. Alors que les groupes écologiques luttent, barrage par barrage, pour empêcher Hydro de harnacher toutes les rivières québécoises, voilà qu'il est question de privatiser cette responsabilité. Le cas échéant, ces entreprises auraientelles, comme Hydro, des droits absolus d'expropriation? Serait-elles soumises aux procédures des études d'impact sur l'environnement? Se présenteraient-elles de bonne grâce devant le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), avec toutes les données pertinentes et dans les délais requis?

Toutes ces questions resteront sans réponse tant que cette «fuite» syndicale ne sera pas reconnue par la direction d'Hydro-Québec. Une fois de plus (et de trop), des décisions majeures pour l'avenir du Québec se prennent dans les coulisses, sans que les Québécois-es aient eu leur mot à dire. On préfère nous laisser croire que nous sommes les heureux-ses propriétaires de la Baie James, même si elle appartient en fait à des Hydro-créanciers toujours plus gourmands.

1/ Le Front commun pour un débat public sur l'énergie a été fondé en novembre 1979 et regroupe 80 organismes d'intérêts divers.

2/ Mémoire présenté par la Société pour vaincre la pollution (SVP) au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, en février 1985. et préparé par Pierre Lacombe

3/ Jacques Parizeau (discours à la Chambre de commerce Rive-Sud), in Le Devoir, 16 mars

4/ "Hydro étudie la possibilité de centrales électriques privées», Louis-Gilles Francoeur, in Le Devoir 28 fevrier 1985.

epuis le dépôt de son livre blanc sur l'énergie, en 1978, le gouvernement du Québec semble incapable de se «brancher» sur une politique énergétique cohérente. Au lieu de consulter l'opinion publique, comme le demande depuis près de six ans le Front commun pour un débat public sur l'énergie, et comme l'avait promis

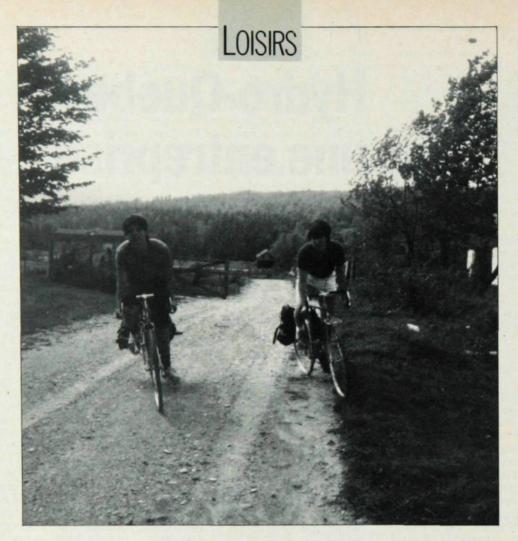
le ministre Bérubé, le gouvernement utilise les projets de barrages d'Hydro-Québec pour satisfaire à la fois son échéancier politique et son besoin de surenchère électorale, face à un Robert Bourrassa qui, lui, ne se gêne pas pour promettre «deux fois la Baie James» aux Québécois-es (et 200 000 emplois ?).

Déjà, en inaugurant le nouveau bureau d'Hydro-Québec à New York, le premier ministre Lévesque laissait entendre que la société d'État était prête à «aménager» d'autres rivières au Québec, si elle obtenait de nouveaux contrats d'exportation d'électricité aux États-Unis.

Monopole québécois d'électricité, société d'État apparemment prospère et bien gérée. Hydro-Québec est en fait un géant aux pieds d'argile, qui doit actuellement 19 milliards \$, dont les 2/3 à des prêteurs de l'extérieur du Québec. Selon un article d'Alain Dubuc paru dans La Presse du 19 mars, Hydro calcule qu'en 1988 ou 1989 ses «revenus de ventes aux États-Unis seront égaux aux paiements dûs aux créanciers américains». Ce qui démontre qu'Hydro-Québec dépend du marché américain pour se rentabiliser. Mais le marché américain, lui, ne dépend pas d'Hydro-Québec pour s'alimenter en énergie, au contraire. Qui détient alors le gros bout du bâton?

Un document intitulé Report to the Congress of the United States, rédigé en septembre 1982 par le Contrôleur général des États-Unis, préconise la nécessité pour les Américain-e-s de contrôler les importations canadiennes d'électricité au moyen de directives claires. Les Américains sont donc très prudents quant à une possible dépendance envers l'énergie venue du Canada. Non seulement disposent-ils d'autres sources, par exemple leur charbon dont ils possèdent de vastes réserves. mais en plus, le Québec n'est pas le seul fournisseur en ligne. Plusieurs provinces canadiennes, dont l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, veulent désespérément exporter leurs surplus d'électricité aux États-Unis pour améliorer leur balance com-

merciale. Pour être concurentielle, Hydro-Québec sera donc toujours obligée d'offrir ses surplus au prix le plus bas possible. D'un autre côté, et bien qu'elle soit dans une période de surplus inégalés, elle continue à hausser ses tarifs pour les consomma-



Le bonheur à bicyclette

Petit mode d'emploi

Mai, l'ex-mois de Marie, celui des portes enfin ouvertes, du grand air retrouvé: c'est le temps de ressortir votre vieux vélo du garage ou du corridor... ou d'en magasiner un. Pour rassurer les timides et rafraîchir la mémoire des heureuses initiées, Marie-Anne Rainville a préparé ce petit mode d'emploi «féminin» du vélo.

par Marie-Anne Rainville

a bicyclette a 100 ans! Ou plutôt le modèle que l'on connaît actuellement avec ses deux roues de même circonférence, son cadre triangulaire et sa traction à chaîne. Longtemps reléguée au rang de jouet ou de curiosité, voici que l'Occident la redécouvre. Au Québec seulement, on compte plus de 1,5

millions d'adeptes.

Comparée à la marche, la bicyclette
permet de parcourir cinq fois plus de
distance en cinq fois moins de temps et
avec cinq fois moins d'énergie. Elle coûte

peu à l'achat, est des plus rentables à l'utilisation, s'harmonise facilement avec l'environnement et, non la moindre des choses, permet le conditionnement physique sans douleur.

Mais la bicyclette est-elle aussi avantageuse pour une femme que pour un homme? Même si c'est grâce à elle que les femmes ont pu adopter le pantalon, il demeure plus difficile pour une femme que pour un homme de se procurer une bicyclette qui lui convienne. Simplement parce que les vélos sont essentiellement pensés et manufacturés en fonction des besoins masculins. Les seuls critères qu'on semble considérer pour les «bicycles de filles» sont la légèreté et la couleur! Au mieux, la facilité d'utilisation.

La clé du confort

Un vélo est une mécanique qui doit s'adapter parfaitement au physique de la personne qui l'utilise. Manivelles, potence, manettes de freins, guidon, cale-pieds, cadre : toutes ces pièces sont réglables, ajustables, afin que le corps épouse confortablement l'engin. Et le confort est la clé d'une pratique assidue.

Si le poids d'une bicyclette influence peu sa qualité de rendement, le design du cadre, lui, est essentiel: un cadre triangulaire (de gars) sera, par sa forme même, plus solide qu'un cadre mixte (de fille). Bref, à moins qu'on apprécie circuler en jupe ou en robe, la barre abaissée a un effet plus psychologique qu'autre chose.

Donc, avant d'acheter une bicyclette il faut vérifier si elle est : 1) confortable, 2) bien adaptée à votre physique, 3) sécuritaire, 4) efficace à tous les niveaux (système de freins, changement de vitesse, etc.)¹. Il ne faut pas oublier non plus qu'en tant que moyen de transport, le vélo a certaines exigences. L'entretien en bon état, par exemple, et surtout le respect du code de la route : rouler dans le même sens que la circulation, à l'extrême-droite de la chaussée, tenir compte de la signalisation routière et s'équiper de réflecteurs lumineux².

Pas de contre-indications

La randonnée à bicyclette, une activité physique peu exigeante, est certainement aussi accessible aux femmes qu'aux hommes. D'ailleurs, au Canada, la population adulte féminine pratique davantage le cyclisme que son vis-à-vis masculin (1,7 million de femmes contre 1,6 million d'hommes, selon Condition physique Canada). Il s'agit, quand on est une femme, de prendre quelques précautions de plus. Voici ce qu'en dit Louise Roy dans son livre Partir à bicyclette:

«On s'entend généralement pour dire que les femmes devraient porter un soutiengorge, surtout lors des longues randonnées, Ce dernier doit être suffisamment élastique et sans trop de coutures (cela diminue les risques d'irritation à cause de la sueur) ; il doit retenir les seins près de la cage thoracique afin qu'ils soient moins exposés aux coups.

«Les menstruations ne contre-indiquent en rien la randonnée à bicyclette, ni l'activité physique en général. Le cycle menstruel ne peut être perturbé par la pratique suivie et raisonnable d'un sport. À mon avis, il est important de bien se connaître et de ne pas se surmener pendant la période menstruelle : si la pratique provoque des douleurs, il est préférable de se reposer. Par contre, les menstruations nécessitent une hygiène préventive : trouver le bon endroit au bon moment, voilà le secret... Les serviettes hygiéniques ne sont pas très conseillées et s'avèrent inconfortables. Faites attention de prendre froid.»

Deux en selle

Et ce n'est pas, non plus, parce qu'on est enceinte qu'il faudrait ranger sa bicyclette. Mais il faut être plus prudente. Voici quelques conseils, qui me viennent d'un voyage de trois mois en solitaire, et enceinte.

Comme les trois premiers mois de la grossesse sont ceux de la fatigue et des nausées, et que les deux derniers favorisent peu la position aérodynamique (!), la période toute désignée se situe entre le troisième et le sixième mois. Ensuite, il faut choisir une destination au terrain plutôt facile, pas trop accidenté. Les montées tirent dans le ventre

et les descentes augmentent les risques de

Il vaut mieux aussi ne pas trop se perdre dans la nature puisqu'il faut s'alimenter convenablement, à fortiori si on est enceinte. Il est essentiel d'avoir une bonne selle (dite «de femme» parce que plus large), un vélo bien ajusté, une bonne position de pédalage pour éviter de fatiguer inutilement le dos. Enfin, il faut éviter les routes en mauvais état car les vibrations fatiguent le bas du ventre et entraînent des malaises désagréables. Bref, partez et soyez à l'écoute de votre corps. Il saura bien vous dire quand vous arrêter...

En roue libre

Non, le seul problème pour les femmes cyclistes est tout autre : le harcèlement sexuel. Comment, en effet, passer sous silence toutes les remarques désobligeantes, niaiseuses, sexistes... enrageantes (!) dont sont victimes autant les cyclistes de ville que les grandes voyageuses? Il n'y a pas de remède miracle à une telle situation mais peut-être faudrait-il commencer par répondre? Et sachez qu'une bicyclette se faufile à ravir dans le trafic. Soyez astucieuse en empruntant, exceptionnellement bien sûr, les sens uniques à l'envers. Sauvezvous en vous rappelant que le vélo est le moyen de transport le plus rapide, en milieu urbain, pour des distances inférieures à 12 km. Enfin, dépendant où vous êtes, en ville ou à la campagne, en Occident ou en Orient, il est parfois conseillé de porter votre t-shirt large et votre short long.

Beaucoup de femmes cyclistes, par ailleurs, estiment que la bicyclette est plus rassurante que les transports en commun ou la marche, surtout la nuit. Ne vous attend-elle pas fidèlement à la porte? Et puis, toujours disponible, elle vous amène partout *seule*.

à bientôt

Fort peu dispendieuse à l'achat comme à l'utilisation. la bicyclette est souvent le premier moyen de transport «privé» que les femmes puissent s'offrir. Elle vous permet aussi l'exploration du monde, puisque point n'est besoin d'être experte pour partir. De plus, parce qu'elle est facile à monter et qu'elle demande un exercice en souplesse, la bicyclette vous fait gagner de l'endurance sans effort, à la seule pratique.

Alors, bon voyage! On se reverra au détour d'une piste cyclable ou dans les côtes gaspésiennes, mais on se reverra, c'est sûr. Une fois qu'on a la piqûre, vous savez...

Marie-Anne Rainville est rédactrice en chef du magazine Vélo-Québec

1/ Plus d'informations dans le magazine Vélo-Québec de septembre 1981.

2/ Voir le dépliant La sécurité à bicyclette, de la Régie d'assurance-automobile du Québec, 1983. Disponible dans les centres de service de la Régie et auprès des corps policiers.

Publications

Partir à bicyclette, Louise Roy, Éd.
Bellarmin-Desport, Montréal, 1981.
Livre complet sur le cyclotourisme,
comprenant 30 itinéraires au Québec.
Vélo Québec, magazine publié six fois
l'an et vendu en kiosque, qui traite de
tous les aspects de la bicyclette, édite
des cartes de pistes cyclables. Le seul
magazine de vélo au Canada. Publications de Vélo Québec: Carte du Québec
cyclable, en couleurs, 60 parcours
touristiques, 2,50 \$. Voyager à bicyclette:
partir où, quand et comment, 3,95 \$. Les
hics de la mécanique, sur l'entretien et la
réparation, 6,95 \$.



Adresses utiles

Vélo Québec (association québécoise), 4545, avenue Pierre-de-Coubertin, Montréal, Québec H1V 3R2, (514) 252-3123.

Le monde à bicyclette, C.P. 127, Succ. Delorimier, Montréal H2H 2N6. En vélo, 871, rue Thomas-Chapais, Chomedey, Laval H7V 3K4. L'Estrie à bicyclette 31, rue King ouest, app. 315, Sherbrooke J1M 1N5, (819) 569-9731.

Cyclotour, C.P. 1181, Trois-Rivières G9A 5K8, (819) 376-5764.

Club Vélocipède de Jonquière, 2298, rue Larouche, Jonquière G7S 1G9, (418) 548-4400.

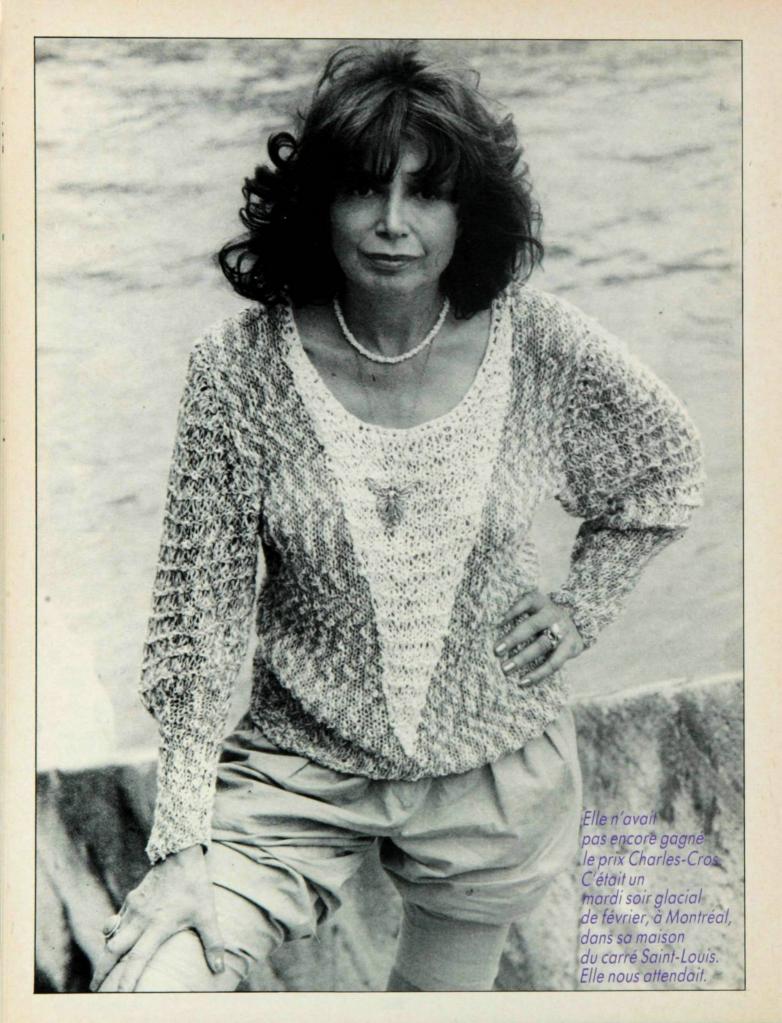
Les roues libres, C.P. 666, Québec G1R 4S4, (418) 681-9311.

Les cyclistes de la pédale douce de l'Outaouais, 111, rue Carillon, Hull J8X 2P8.

Info-Loisir (information sur les organismes nationaux de loisir), 4545, avenue Pierre-de-Coubertin, Montréal, Québec H1V 2R2, (514) 252-3000 ou (sans frais) 1-800-361-9010.

Librairie Ulysse (spécialisée en voyage), 1208, rue Saint-Denis, Montréal H2X 3J5, (514) 843-7135.

Connexfor (cartes topographiques), Complexe Desjardins, Montréal, (514) 849-5741.



Où peut-on vous toucher, Pauline Julien?

par Sylvie Dupont

PRISE 1

ous nous sommes installées avec un plateau de choses à boire et à manger dans la salle de séjour et nous avons jasé un peu de la neige et du mauvais temps. Puis, j'ai glissé une cassette dans le magnétophone et appuvé sur record Comme si c'était un cue, immédiatement, sa voix et son ton ont changé. J'avais devant moi Pauline Julien, avec ses «20 ans de métier» comme elle dit depuis dix ans : une professionnelle qui a de bonnes raisons de se méfier des journalistes, mais qui respecte les règles du jeu. Alors, je me suis résignée à l'ouverture classique.

SD: Si nous parlions d'abord de ton dernier disque. Où peut-on vous toucher? Comment est-il né?

PJ: D'abord je dois dire que je ne suis pas une fille de préméditation; je suis une fille de réception, je me fie à la conjoncture. Mais, pour une fois, j'avais prémédité quelque chose: après *Charade*, je voulais faire un disque avec des écrivaines. J'en ai contacté une dizaine, et au départ, elles étaient toutes emballées. Mais écrire une chanson, ce n'est pas facile.

Tous les trois mois, je les rappelais : elles étaient désolées, vraiment désolées, mais rien ne venait, sauf pour Suzanne Jacob qui m'a donné *Tu me dis* et Viviane Forrester, *Les sentiments*. L'expérience m'a permis des rencontres magnifiques mais j'ai dû renoncer à ce projet et attendre comme d'habitude ce qui viendrait de la conjoncture.

Cette conjoncture, il fallait tout de même lui donner un coup de pouce. Pauline Julien sollicite donc sa chum Denise Boucher (Maman, ta petite fille a un cheveu blanc, Rock'n'rose) ainsi que sa vieille amie Anne Sylvestre (Rien qu'une fois) et se retrousse elle-même les manches : elle écrit Agricole, La vie, oui et traduit Les oiseaux perdus (sur une musique d'Astor Piazzola).

«Finalement, raconte-t-elle, je me suis retrouvée avec une dizaine de textes devant moi, tous sur les sentiments, la vie, la mort, et qui pourtant n'étaient pas tristes. Pour les musiques, j'ai d'abord fait appel à des musiciens avec qui j'ai toujours aimé collaborer, mais cette fois ça n'a pas donné ce que j'attendais; alors je me suis demandée avec qui je n'avais jamais travaillé. Tu sais, en vingt ans de carrière (sic), j'ai presque fait le tour... J'ai pensé à Pierre Flynn, à Robert Léger, à Lewis Furey. J'avais envie de faire du rock et Denise a rencontré Gerry Boulet: le hasard, toujours! J'étais ravie qu'ils aiment les textes et qu'ils acceptent avec enthousiasme. Ça m'a redonné confiance en moi.»

Parler de son dernier disque, qui est selon ses propres mots «comme une renaissance», a rendu à Pauline Julien tout son naturel... Pour la taquiner un peu, je lui demande si c'est aussi par hasard qu'elle est venue à la chanson. Sans se faire prier, elle raconte avec force anecdotes, toutes plus drôles - et plus connues - les unes que les autres, son arrivée à Paris en 1952, ses cours de théâtre, ses débuts comme chanteuse... dans une pièce de Pirandello où elle remplaçait à pied levé une comédienne malade dans le rôle d'une chanteuse réaliste; et comment, six mois plus tard, parce qu'elle «n'avait plus un rond», elle commençait à chanter pour de bon - Brecht, Ferré, Vian, Prévert – dans les caves humides de la Rive gauche, avec d'autres débutants qui s'appelaient Anne Sylvestre, Ricet Barrier, Jean Ferrat ou Raymond Devos.

Elle m'entraîne dans la nostalgie et je la suis avec délices même si tout cela a été raconté mille fois et de toutes les manières. Parce que Pauline Julien, c'est cela aussi : tout le folklore de la bohême parisienne... et tout le sentimentalisme des débuts de la Révolution tranquille. Pauline raconte son premier retour, en 1957, dans un Québec qu'elle a quitté en pleine noirceur et qu'elle retrouve en effervescence. Les veux brillants, elle évoque l'ouverture du Saint-Germain-des-Prés, le cabaret de Jacques Normand qui l'engage tout de suite aux côtés de Clémence, Normand Hudon et Jacques Desrosiers. Les allers et retours Montréal-Paris. Le Café Saint-Jacques à Montréal et la Porte Saint-Jean à Québec. Les Bozos, et toutes ces petites boîtes à

chansons qui se mettent à pulluler avec les premiers balbutiements du nationalisme québécois. Vigneault. Comment, conquise, elle laisse tomber la chanson française pour intégrer la première à son répertoire Jack Monoloy, Fer et titane et Bozo-les-culottes de Raymond Lévesque, et La Manic de Georges Dor. Des chansons sur les gens de son pays qui, en retour, lui font un triomphe à la Place des Arts. À elle qui s'identifie ouvertement comme séparatiste, qui va faire une tournée en Russie, qui parle de la Chine et du socialisme.

Pour les médias, elle est la passionnaria de la libération du Quèbec. Pour la police aussi. C'est la crise d'Octobre: elle est arrêtée avec Gérald Godin, et toute sa famille. La prison. Les Chants et poèmes de la résistance (II), un show de solidarité avec les prisonniers politiques. «Quinze ans déjà!», soupire Pauline en ouvrant une autre bouteille de rouge. Les années 70. L'engagement féministe. Les luttes pour l'avortement libre. Paroles de femmes.

Le reste n'est pas encore assez vieux pour avoir la patine des souvenirs, et n'a plus l'éclat de la nouveauté. La conversation languit; l'entrevue aussi. Comme pour boucler la boucle, je lui demande si elle a des projets de théâtre, de cinéma. Elle me répond qu'elle adorerait cela, qu'elle a beaucoup aimé travailler sur Les fées ont soif, l'automne dernier, qu'elle a eu beaucoup de plaisir à jouer au cinéma, en particulier dans Bulldozer de Pierre Harel.

«Comme me disait un jour Serge Reggiani, évoque-t-elle, c'est tellement reposant de n'avoir qu'un rôle à apprendre, de ne pas avoir l'entière responsabilité d'un show. Mais pour le théâtre et le cinéma, ce n'est pas moi qui décide. Il faudrait qu'on pense à moi. Et il faudrait qu'on me dirige, qu'on me guide. Qu'on me donne confiance en moi. J'ai très peu confiance en moi.»

SD: Après toutes ces années de succès, faut-il encore qu'on te répète que tu es capable pour que tu ailles de l'avant?

PJ: Non. Non. Ce n'est pas cela. Mais là, tu poses une question de fond qui ne va pas dans ton article.

PRISE 2

as le temps d'arrêter le magnétophone. La question indiscrète a atteint une Pauline Julien que je ne soupçonnais pas, et qui a envie de parler. «La question de fond, enchaîne-t-elle, c'est : Est-ce que je suis ce que je suis ou seulement ce que j'ai voulu être? J'ai toujours foncé, mais ce n'est peut-être pas ma nature. Il y a des gens qui se contentent de ce qu'ils sont, de ce qui est. Pas moi. Et je ne sais pas pourquoi. Je suis la dernière d'une famille de onze enfants et, du plus loin que je me souvienne, je me vois comme un petit bélier qui ne veut pas, mais qui fonce quand même. On m'aimait pour ca. On disait que j'avais "du front tout l'tour d'la tête". Et pourtant, je n'ai jamais eu confiance en moi. Je fonçais parce que je ne voulais pas accepter ce qui était. Peutêtre qu'au fond, j'étais faite pour vivre en paix? J'ai toujours eu ce doute.

"Toute ma vie, j'ai fait des choses. Pourquoi? Agir, ce n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est d'être bien dans sa peau. Moi, je dois avouer que je l'ai rarement été. Il y a deux moments où je suis bien dans ma peau: quand je fais l'amour et quand je chante sur scène. Pendant, et tout de suite après. Mais deux heures plus tard, je me dis: "Demain ce ne sera pas comme ça." Et ça recommence. C'est pas une vie... Je voudrais être comme ces gens qui vivent calmement, qui cultivent leur jardin et font

la cuisine sans se poser trop de questions. Je n'ai jamais su faire la cuisine...»

SD: Les gens n'ont pas tous ton intensité! PJ: Qu'ils la prennent, mon intensité! Je n'ai jamais trouvé que c'était une qualité. SD: Est-ce que tu montes sur scène pour ne

plus sentir ton malaise? PJ: Monter sur scène pour être bien? Es-tu folle? Avant d'y aller, je suis malade de peur. J'ai mal au ventre, j'ai mal au coeur, je vomis, je crache. Et les premiers moments sont terribles; souvent, je voudrais crier: Arrêtez le show! Je voudrais partir, être le plus loin possible. Mais je ne l'ai jamais fait. J'en suis incapable. Non, ce n'est pas pour être bien que je monte sur scène. C'est parce que je suis due pour ça, c'est ce que je sais faire. Et puis, une fois sur scène, là, enfin, il se passe quelque chose. Mais ce n'est pas comme pour d'autres, Charlebois par exemple qui, quand il était déprimé, se consolait en écoutant ses disques, en regardant ses shows. Pour moi, c'est une jouissance comme l'orgasme. Après, il y a le repos. Et ensuite, c'est fini.

SD: Trouves-tu d'autres ressemblances entre faire la scène et faire l'amour?

PJ: Tu t'abandonnes, tu laisses aller les choses...

SD: Vois-tu des visages dans la salle?

PJ: Non, mais tu les sens. Ils t'attendent. Toi aussi. Tu sens toute la responsabilité. Tu ne veux pas les trahir, les décevoir. Tu te dis : «Ils sont là. Moi aussi. Pourquoi est-ce que ce ne serait pas bon ? Il y a un meilleur possible et il faut que j'aille le chercher.» SD: Et qu'est-ce qui fait la jouissance?

PJ: Tu te donnes. Les chansons que je chante, je les aime. Je n'ai jamais chanté une chanson que je n'aimais pas. Je te disais que la scène était terrible et maintenant je vais te dire le contraire. En 20 ans, il n'y a que deux ou trois fois où j'ai échoué. Tu décides que tu es là et pas ailleurs, que ça va être bon; tu te donnes, tu t'appliques, tu mets toute ta force, le meilleur de toimême et, tout à coup... la parole passe et tu la sens passer.

SD: Cela veut dire investir entièrement le moment Tu n'es pas passéiste?

PJ: Pas du tout. Pour moi, hier est mort. Et l'avenir n'existe pas.

SD: Tu ne penses jamais à l'avenir? Que tu vas vieillir, ne plus chanter un jour?

PJ: Avant, ça ne m'effleurait pas l'esprit. Récemment, j'y ai pensé mais c'est parce que je n'avais plus confiance en moi. Je croyais que je n'avais plus le souffle, que le public ne m'aimait plus. Et puis, je me suis aperçue que des forces extérieures me détruisaient, alors j'ai réagi avec une vigueur nouvelle. Il m'arrive encore d'avoir peur que ma santé ne tienne pas le coup. J'ai une corde vocale qui fait des sparages, le froid et la poussière me donnent de l'asthme. Je sais qu'un jour, je devrai peut-être arrêter de chanter mais j'ai une nature terriblement optimiste et, au fond, je n'y crois pas du tout. Je me sens une surfemme...

SD: Trouves-tu un certain confort à vieillir?
PJ: Tu es idiote! Madeleine Renaud, elle, était intelligente. Quand elle avait 75 ans, quelqu'un lui a parlé de la sagesse qui venait avec l'âge. Elle l'a traité de fou. Elle lui a dit: «Vieillir, c'est la pire chose qui



puisse nous arriver. Je déteste vieillir.» C'est elle qui avait raison.

SD: Mais tu n'as plus vingt ans... Comment t'accommodes-tu de la réalité?

PJ: Je n'y pense jamais. Je ne sais pas quel âge j'ai. Je ne suis pas bonne en arithmétique. J'ai beaucoup d'énergie et pas de vergetures. Et si j'ai des cheveux blancs. seul mon coiffeur le sait. Je ne vois pas mes rides, je reste dans les éclairages tamisés et quand je passe devant le miroir, j'enlève mes lunettes. Je suis myope (rires). Je n'y pense jamais.

SD: Et pourtant tu chantes Maman, ta petite fille a un cheveu blanc.

PJ: Ca n'a rien à voir. J'aurais pu chanter ca

SD: Donc, puisque tu ne vieillis pas, tu ne penses jamais à un face lift, par exemple? Tu n'en auras jamais besoin.

PJ: Écoute, je me suis fait faire deux fois les yeux. J'en avais besoin, ça a très bien réussi et j'en suis ravie. Mais un face lift, ca attaque la personnalité. Je ne blâme pas les femmes qui le font, je les trouve souvent très belles mais je ne les reconnais pas. C'est pour cela que je ne le ferai jamais.

SD: En parlant de changement, on ne t'entend plus parler de politique, faire des déclarations? PJ: (Très en colère) Je n'ai jamais fait de déclarations! Les médias, vous êtes tous pareils...

e savais qu'elle allait bondir. Pauline Julien a toujours détesté faire des déclarations politiques aux médias. Et elle en a toujours faites. Cette entrevue ne sera pas l'exception à la règle. Ni elle ni moi ne pouvions éviter le sujet. «Je n'ai jamais fait de déclarations, répète-t-elle. Naturellement, j'ai fait des propositions. Dans l'urgence.

Mais pour moi, en ce moment, il n'y a pas d'urgence. Il y a un gouvernement élu en qui j'ai confiance.»

SD: Encore?

PJ: Oui, encore! Certainement, encore!

SD: La situation actuelle, les démissions autour de l'indépendance, tout ça ne te trouble pas?

PJ: C'est une déchirure, mais on ne peut pas aller contre la volonté du grand public. Il faut la respecter. Je suis d'accord avec le gouvernement. On ne peut quand même pas recourir à la force, sortir l'armée !

SD: Mais cela n'explique pas que tu ne parles plus d'indépendance.

PJ: Je fais confiance au gouvernement. L'indépendance, ce n'est pas moi qui vais la faire.

SD: Du temps où tu en parlais, tu ne disais pas que tu la ferais toi-même.

PJ: Non. Mais je me battais pour que quelque chose arrive.

SD: Le PQ est arrivé au pouvoir. Mais pas l'indépendance.

PJ: Ce n'est pas la faute du PQ. C'est le peuple..

SD: Tu te sens impuissante? Tu penses que c'est perdu, que le Québec n'en veut

PJ: Non. Ce n'est pas ca. Seulement, je ne veux tordre le bras de personne. C'est aux gens de juger.

SD: Mais si même toi, qui soulevait les foules avec l'indépendance, tu as cessé d'en parler, pourquoi v croiraient-ils?

PJ: C'est une maudite bonne question! Je fais peut-être trop confiance à la connaissance. Je me dis que les gens savent maintenant que l'autonomie est indispensable. Peut-être faut-il que j'en parle encore. D'ailleurs, j'en parle encore. Je le dis : je suis archi-féministe, archi-indépendantiste. Mais faut-il pour autant que je le chante? SD: Tu n'hésites pas à chanter la soif de liberté des femmes.

PJ: Je suis tannée de répéter toujours la même chose. Mes prochaines chansons, elles seront contre la guerre, la haine et la souffrance. Je ne veux plus de tueries inutiles. Je ne suis même plus capable de lire un roman policier jusqu'au bout, de voir un film de cowboy, ça m'écoeure. Je ne veux plus voir de pauvreté excessive. Je veux qu'on y remédie.

SD: Pour ça aussi, tu fais encore confiance au PO ?

PJ: Le gouvernement actuel du Québec est l'un des plus généreux du monde. Il a haussé le salaire minimum comme aucun autre, et le résultat c'est que l'économie en souffre et que les compagnies partent ou se sabordent. Mais je crois quand même qu'il a eu raison de le faire. Pourtant, au moindre impôt, au moindre gel de salaires, les gens hurlent. Les syndicats exagèrent. La grève des fonctionnaires, des professeurs, pour moi, c'était un scandale : ils vivent très bien et ils en demandent encore plus.

SD: Les gens hurlent aussi parce que le gouvernement a fait des coupures dans les salaires des moins bien nantis, et dans les secteurs de la santé, des services sociaux, de l'éducation.

PJ: Je ne dis pas qu'il n'a pas fait d'erreurs. Je dis qu'il a aussi fait des choses extraordinaires, pour les garderies par exemple. Et que ça n'a jamais été reconnu.

SD: Il a été réélu en 81. Que peut vouloir de plus un gouvernement?

PJ: Il ne le sera peut-être pas cette fois...

SD: Tu es un personnage public. Gérald Godin aussi, et vous n'avez jamais caché votre relation. Le fait qu'il soit ministre est-il pour quelque chose dans ton silence sur l'indépendance dans ta confiance en ce gouvernement et dans tes positions actuelles?

PJ: Non. Ce n'est pas ma relation avec Godin qui détermine cela. C'est ma relation avec un parti qui a fait des erreurs mais en qui j'ai encore confiance. Vivre avec un homme politique m'a fait comprendre les innombrables pressions qui s'exercent de tous côtés sur les gens au pouvoir. Je les critique aussi et avec eux je me retrouve plus souvent qu'autrement dans l'opposition.

LE THÉÂTRE EXPÉRIMENTAL DES FEMMES déménage le 1er juillet

Lieu de créations de femmes géré par l'équipe du T.E.F.

5066, rue Clark (coin Laurier) Montréal H2T 2T8

OUVERTURE: MI-SEPTEMBRE 1985

PRODUCTIONS T.E.F.

NOV.-DÉC. 85 :

1985

· La Consule de Pauline Harvey

AVRIL-MAI 86 :

Rhamlette de Lise Vaillancourt

1º MARS AU 9 MARS 86 :

 4º FESTIVAL - CRÉATION-FEMMES MULTIDISCIPLINAIRE Thème: Érotisme et Féminisme

ATELIERS

- · Entraînement permanent: chant, danse, tam tam, acrobatie, jeu/mise en scêne
- Exploration de comedia dell'arte, création de masques féminins
- Réflexion et travail dramaturgique
- Atelier de lumière

AUDITIONS

Des auditions pour jeunes comédiennes auront lieu en MAI et en AOUT 1985.

LOCATION

- SALLE DE RÉPÉTITIONS
- SALLE DE SPECTACLES
- BUREAUX (2)

APPEL

Nous attendons vos projets les plus fous, les plus vitaux

- Projets « 10 MINUTES » ou moins
- Performances / Événements
- Expositions (sculpture, peinture, architecture)
- « Levers de rideau »
- Speaker's corner
- Club / réseau...

Et pourquoi pas un Salon des Métiers d'Arts Féministes, juste avant Noël?

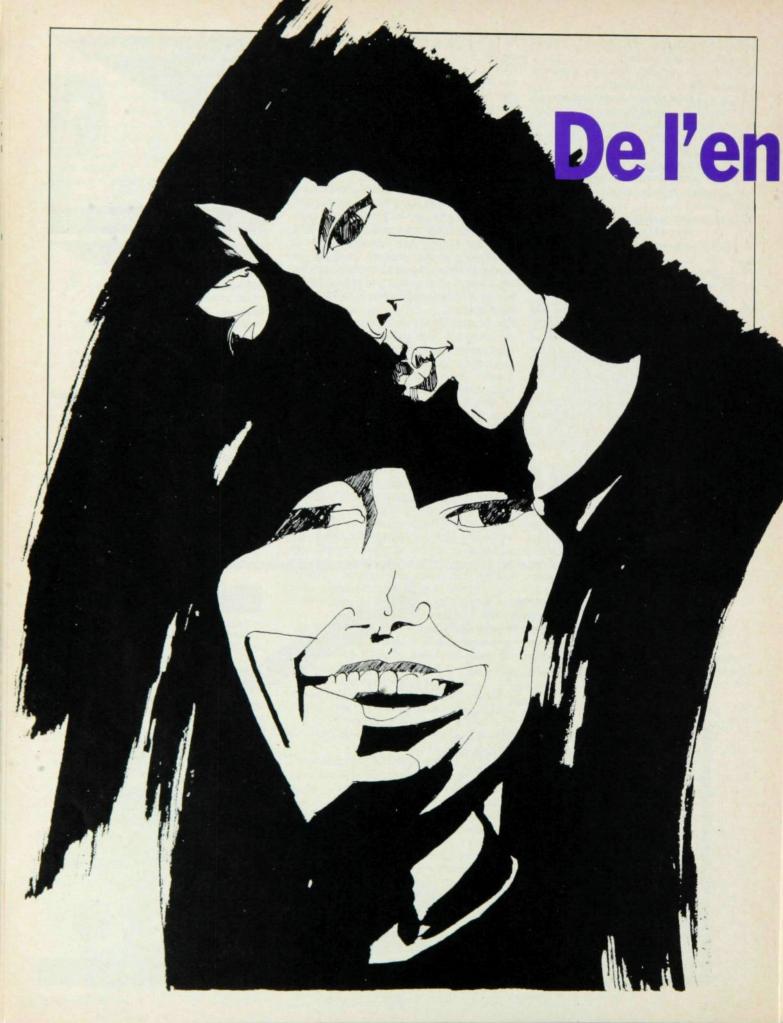
Envoyez-nous vos attentes, vos adresses (pour notre liste d'envoi), vos désirs, vos thématiques, vos... cadeaux!

LES GO-DIRECTRICES:

Jeanette Laquerre, adm. Ginette Noiseux, arts. Lise Vaillancourt, arts.



T.E.F. RENS.: 844-0207



trevue comme fiction

par Sylvie Dupont

e viens de remettre à La Vie en rose mon papier sur Pauline Julien et je recours à ce «journal» pour essayer de chasser le malaise délicieux et trouble qui s'est emparé de moi et ne fait que s'accentuer depuis. Ce malaise a atteint tout à l'heure une telle intensité qu'il a éveillé une réminiscence. Enfant, pendant certaines périodes où la réalité me semblait particulièrement aride, il m'arrivait souvent de me plonger volontairement dans un état similaire que je déclenchais en utilisant sans le savoir le truc du mentra : je répétais inlassablement mon prénom - ou celui de ma mère, de ma soeur, de mon père - jusqu'à ce qu'il perde toute familiarité, jusqu'à ce qu'il me devienne totalement étranger. Une fois le nom annihilé, je pouvais enfin en disposer à mon gré, jouir complètement de sa sonorité comme ma création, à la fois fière et honteuse du plaisir que je me donnais ainsi.

Tout à l'heure, en relisant cette entrevue que je sais par coeur pour l'avoir réécrite plusieurs fois, j'ai eu soudain l'impression d'avoir créé à partir de quelques heures avec Pauline Julien, et de trois clichés d'elle, un petit tableau cubiste, fou braque.

Si j'avais eu la présence d'esprit de prévenir mon modèle que je ne suis ni photographe ni journaliste, je serais plutôt fière de l'effet obtenu. Et peut-être se serait-elle reconnue, qui sait? Après tout, un portrait, même si le visage est de face et le nez de profil, ça reste figuratif.

Tandis que là, j'ai honte. On présentera mon texte comme une entrevue; on le recevra comme trois tranches de vérité; on lui accordera une crédibilité outrancière, et probablement infiniment gênante pour le modèle, que je n'ai même pas payé, pardessus le marché.

Alors je voudrais au moins dire ici que même s'il est basé sur des faits vécus, mon papier sur Pauline Julien n'est que littérature et que toute ressemblance avec elle relève d'une heureuse coïncidence ou – peut-être – d'une encore plus heureuse inspiration. En d'autres termes, à partir du fait vécu, c'est-à-dire de ma rencontre avec Pauline Julien, je n'ai pas cessé de tricher avec la

réalité, de la transposer, de la restructurer, de la reformuler, de la réinventer bref, pour qu'elle entre de force dans les dix feuillets réglementaires de *La Vie en rose*, 25 lignes chacun, 60 frappes par ligne, et qu'elle se tienne comme une histoire.

Je tiens d'autant plus à faire cette mise au point que s'il venait à Pauline Julien l'envie fort légitime de contester l'authenticité de cette interview devant un tribunal, ou devant le Conseil de presse, ou la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, elle ne réussirait jamais à avoir gain de cause. J'ai les cassettes de l'interview et n'importe quel-le journaliste ou expert-e en journalisme n'hésiterait pas à jurer que mon article ne déroge en rien à l'éthique professionnelle.

C'est bien ça le pire. L'éthique journalistique permet à l'interviewer de sélectionner le cinquième d'une entrevue et de supprimer le reste : de résumer une heure en une phrase; de bouleverser de fond en comble la chronologie de l'entretien, de passer de l'oral à l'écrit au mépris de l'expression du visage, du langage corporel, des intonations et des inflexions de voix ; de finir les phrases laissées en suspens, de téléscoper les propos, etc. Pourvu qu'on s'en serve de bonne foi, ces pratiques sont non seulement permises mais recommandées dans toutes les écoles de journalisme. Le mauvais journaliste serait plutôt celui qui ne s'y livre pas. Ainsi, La Vie en rose n'aurait jamais accepté de publier sans retouches la transcription mot à mot de mon interview avec Pauline Julien et Radio-Canada ne diffuserait jamais cet enregistrement intégrale-

Dès lors, la question qui se pose à moi quand je cède à la tentation du journalisme est de savoir si j'aurai le culot de laisser croire une fois de plus que je rends compte de la réalité, de la vérité. Avec ce papier sur Pauline Julien, mon dilemme a atteint des proportions encore inégalées et ce, pour des raisons d'autant plus angoissantes que triviales: l'interview contenait ce qu'on appelle dans le jargon du métier des scoops.

Cette fois, j'ai compris que je préfère l'écriture au journalisme, que je ne suis pas journaliste. À preuve : j'ai renoncé à publier certains *scoops* sur Pauline Julien, parce que je les jugeais moins intéressants d'un point de vue littéraire et esthétique que d'autres propos ou épisodes de sa vie qui convenaient mieux à l'histoire et au personnage que je mettais en scène.

Mon interview est une fiction au sens premier du dictionnaire: un mensonge. Mensonge probablement révélateur, mais mensonge tout de même. La Pauline Julien qui «s'y révèle» est une héroïne fictive, une simple représentation, distincte de la femme réelle qui porte ce nom. C'est ma vision d'elle et même pas; à peine des bribes, recueillies et mises en forme davantage pour le plaisir d'écrire, de raconter, de faire sentir, que par souci d'informer.

C'est parce que je respecte le métier de journaliste que je dois m'en dissocier, même s'il m'en coûte. Du plus profond de moi-même, j'aspire à la connaissance, à la réalité, à la vérité, malgré (ou à cause de) mon ignorance, mes fuites, mes mensonges. Mais je suis également fascinée par la fiction, l'art, la littérature, le théâtre, le spectacle. J'en ai besoin comme d'une drogue et aussi comme d'une bouffée d'air.

Pourtant, je ne suis pas davantage romancière. Je me suis essayée aux oeuvres de pure imagination et j'ai échoué. Le réel me colle à la peau. Il me rattrape toujours tôt ou tard, souvent quand je m'y attends le moins. Il rattrape toutes mes fictions, toutes mes histoires.

Finalement, je me retrouve dans l'impossibilité stricte d'écrire la réalité pure. Ou la fiction pure. J'ai essayé de choisir, de me situer. J'ai écrit de la fiction, j'ai écrit des articles. Mais en dernière instance, face à moi-même, je savais que, peu importe leur agencement sur une page, leurs dispositions particulières et le titre qui les coiffait, le réel et la fiction, la vérité et le mensonge, s'y mêlaient et s'y échangeaient, comme dans mes poumons l'oxygène et le dioxyde de carbone, tous deux aussi indissociables de mon corps, de ma respiration, de mon souffle, de mon âme.

Dans tout ce que j'écris, je voudrais préserver la fiction et la réalité, comme mon air et mon sang. Parce que leur échange est vital. Et inévitable, me semble-t-il, pour qu'il y ait de la vie, et peut-être, un jour, de la poésie.

ustration: Louisa Nicol

De Montréal à Sydney

En passant par Bell

par Diane Poitras

l est enfin sorti, le nouveau long métrage de Sophie Bissonnette, Quel numéro. What number? Sophie Bissonnette, on s'en souvient, était coréalisatrice, avec Joyce Rock et Martin Duckworth, de Une histoire de femmes. Ce documentaire sur l'organisation des femmes dans la grève de l'Inco, à Sudbury, devait gagner le Prix de la Critique québécoise en 1980 pour le meilleur long métrage.

des «experts» patronaux ou syndicaux sur les écrans cathodiques commence à tourner en rond, il propose une vision plus globale du phénomène et ce, à partir des femmes qui le vivent. Faut-il ajouter que j'ai beaucoup aimé ce film? Il est construit à partir d'une série de témoignages si chaleureux et si pertinents que, pendant une heure vingt, on reste littéralement accrochée à ces visages. Au-delà des revendications salariales ou syndicales, ce qui est mis en cause, c'est la place laissée, dans le monde du travail, à des

La monteuse Lieffe Aubin et Sophie Bissonnette lors du montage de «Quel numéro, What Number?»

Avec Quel numéro. What Number? la cinéaste cherche à identifier les motifs plus ou moins cachés, les effets plus ou moins visibles de la révolution technologique dans le secteur tertiaire. Après les femmes de grévistes, elle se tourne vers les téléphonistes, caissières, postières et employées de bureau. Un autre aspect de la vie des femmes, une autre version de l'histoire du travail. Ce film est une petite bombe! Il réussit à parler de microtechnologie, d'ordinateurs et d'automatisation de façon inèdite. Au moment où le discours

valeurs telles que la dignité humaine. Je me souviens d'une image intolérable où l'on voit une enfilade d'employé-e-s des Postes, un oeil sur le clavier, un oeil sur l'horloge (il est sans doute 11 h 59), commencer à s'agiter puis bondir soudainement sur leur carte de «punch». Comment oublier aussi le visage de cette femme, mère de trois enfants, travailleuse de nuit dans un hôpital, seule avec son écran cathodique dans la dure blancheur de l'éclairage au néon?

J'ai rencontré Sophie Bissonnette dans

sa salle de montage, en décembre dernier. pour qu'elle me parle du documentaire, du cinéma direct et de sa démarche. Je venais d'interviewer Megan McMurchy. coréalisatrice de For Love or Money2, un documentaire sur l'histoire des femmes en Australie qu'on pourra revoir bientôt à Montréal, et je voulais juxtaposer les deux témoignages. Leurs films sont structures différemment : alors que celui de McMurchy est construit sur un montage d'archives et un commentaire très important, le cinéma direct de Bissonnette laisse toute la place aux participantes. Mais les deux cinéastes, en plus d'un intérêt commun pour le travail des femmes, ont une approche du sujet semblable à bien des égards.

L'insignifiance des machines

Une première chose saute aux yeux dans les films de Sophie Bissonnette: l'affection qu'elle porte à ses personnages. Elle respecte leur expérience et leur point de vue, c'est clair. On voit moins, par contre, tout ce que cette relation implique dans la fabrication d'un film.

«Une fois ta recherche faite, ton "message" clair, explique la cinéaste, l'idée n'est pas de trouver des caissières ou des secrétaires qui vont exprimer ce que toi tu veux dire. C'est plutôt de confronter ton bagage à la réalité de ces personnes mieux placées, elles, pour en parler. Ça veut dire qu'il faut constamment remettre en question les hypothèses ou même la structure du film. Par exemple, en salle de montage, je me suis rendu compte que ce film ne parlerait pas de certaines questions qui me tiennent à coeur. C'était des choses qui préoccupaient moins les femmes interviewées ou qu'elles ne voulaient pas exprimer publiquement... Mais je ne veux pas dire que je suis absente du film. Au contraire, j'y suis très présente : par le choix des intervenantes, par le montage, etc. Mais chaque fois que j'essaie d'intervenir directement dans le contenu, je m'aperçois que ça ne marche pas. Tu sais, le genre de graphique ou de commentaire qui va tout vous expliquer au cas où vous n'auriez pas compris? On n'a pas le goût d'écouter ca après les témoignages des femmes, tellement plus vivants.»

Lors de la discussion suivant le visionnement préliminaire, une téléphoniste
résumait ainsi son attitude face aux machines et aux cadences de travail: «J'ai
un lave-vaisselle, chez moi. Quand j'appuie sur un bouton, il lave ma vaisselle.
Mais il ne va pas se mettre à vider mes
armoires! C'est pas lui qui va me dire:
"Apporte-moi plus d'assiettes, plus de
soucoupes et plus de tasses!" Non, c'est
une machine au service de l'humain. À
Bell, c'est les téléphonistes qui sont au
service des machines.» Je crois que je me

souviendrai de ce témoignage toutes les

poursuit Sophie Bissonnette, elles peuvent t'amener tellement plus loin dans ta réflexion! Leur travail, elles y ont beaucoup réfléchi, mais elles ont rarement l'occasion d'en parler. Par exemple, sur le traitement de texte, les travailleuses rencontrées tenaient des propos tellement contradictoires que j'ai été forcée de situer l'outil dans un contexte de travail précis... et d'éviter les généralisations. Si des secrétaires, par exemple, jouissent dejà d'une certaine marge de manoeuvre dans l'organisation de leur travail, le traitement de texte peut les libèrer de taches fastidieuses et répétitives. Mais il peut devenir très stressant pour celles dont le travail est déjà parcellisé et peu valorisé. En fait, ce sont les relations de travail préalables qui conditionnent les effets de la machine sur les travailleuses.»

Mais ce film ne risque-t-il pas d'être perçu comme pessimiste, puisqu'il nous force à constater que le travail des femmes, du secteur tertiaire en particulier, est bien peu valorisé et de moins en moins stimulant? «On risque toujours de perdre une partie du public en montrant des réalités que certain-e-s, pour toutes sortes

de raisons, préfèrent ne pas voir. Par contre, je trouve les films de femmes souvent superficiels à force de vouloir être positifs. Alors, j'ai pris le parti d'axer le film sur des personnages forts et capables de dire des choses difficiles avec humour : ils dominent tout le film. La plupart des films que j'ai vus sur les changements technologiques portaient sur les machines ; j'ai voulu montrer des femmes tellement créatrices, belles, émouvantes, humaines qu'on se dise : Mon dieu! que des machines c'est insignifiant!»

Des masses de lettres

Commandé en 1978 par les organisatrices d'une première conférence féministe sur les femmes et le travail en Australie, For Love or Money ne sortira en fait que pour la quatrième conférence, soit cinq ans plus tard! Il aurait sans doute été beaucoup plus rapide, plus simple et moins onéreux de bâtir un film-exposé à partir d'un texte écrit par des historiennes féministes, avec des images pour «illustrer» le propos. Mais les cinéastes, issues du *Sydney Women's Film Group*, ont opté pour une autre approche et, partant, pour une autre version de l'histoire.

«Nous avons compilé des tonnes d'information sur la vie des femmes au travail. par des entrevues avec des militantes et par des échanges avec des théoriciennes féministes, raconte Megan McMurchy. Mais nous avons aussi envoyé des centaines de lettres et placé des annonces dans des journaux et magazines, en demandant aux lectrices de nous envoyer des lettres, journaux intimes et photos, décrivant leur vie de travailleuses. C'est clair qu'à ces femmes, on n'avait jamais demandé leur version de l'histoire. Tu te rends compte? Placer une toute petite annonce dans un journal et recevoir des masses de lettres disant, par exemple : "Je ne crois pas que ce soit bien, bien important, mais je pourrais vous dire comment c'était, travailler dans l'industrie métallur-

What number?

Qu'y a-t-il derrière le fameux miracle technologique? On nous avait promis que l'informatique changerait nos vies, nous ferait travailler moins et mieux, nous propulserait vers la civilisation du loisir. Or, ce qui se dessine dans les grandes salles bruyantes peuplées d'ordinateurs et d'écrans de Quel numéro. What number? c'est plutôt un nouveau goulag où les machines sont mieux traitées que les humains.

Plutôt que de s'émerveiller, comme tant d'autres depuis quelques années, devant la rutilante quincaillerie informatique, Sophie Bissonnette a braqué sa caméra sur les travailleuses aux prises avec des changements technologiques qu'elles ne contrôlent aucunement³.

Quel numéro. What number? c'est la cadence infernale, le stress chronique, la surveillance électronique, le travail déshumanisé. C'est la téléphoniste de Bell coincée entre l'oeil de l'écran et celui de la contremaîtresse, et qui, en 15 secondes, n'a plus le temps de dire «Bonjour!». C'est l'employée des Postes canadiennes forcée de déchiffrer 1 800 codes postaux à l'heure pour alimenter la machine trieuse. C'est la caissière de



Quel numéro? Une employée des Postes canadiennes

Provigo assiégée par 12 chariots et dont la caisse électronique vient de sauter pour la troisième fois de la matinée. C'est la secrétaire médicale immobilisée toute la nuit devant son écran cathodique à mettre à jour des dossiers médicaux.

Parce que ce film interroge les femmes plutôt que les machines, il est chargé d'une émotion et d'une vérité bouleversantes. Et pourtant, c'est avec humour, lucidité et invention que ces travailleuses analysent leurs rapports à l'informatique. Il faut les voir décrire leur travail, mimer comme de vieilles comédiennes leur routine ponctuée des bip-bip impatients de l'appareil: elles crèvent littéralement l'écran et leur extraordinaire performance nous convainc que la réalité, une fois de plus, dépasse la fiction!

A.E., F.G.



Cinéastes de "For Love or Money": Margot Nash, Megan McMurchy, Jeni Thornley et Margot Oliver

gique durant la guerre..." Tous ces témoignages n'apparaissent pas dans le film, mais ils nous ont aidées à comprendre les conditions de vie et de travail des femmes à travers l'histoire. Ils éclairaient le propos des historiennes sur telle ou telle période. Le salaire égal, par exemple, moi, je n'avais aucune idée de la lutte qu'il avait fallu mener pour l'obtenir. Lorsque je suis arrivée sur le marché du travail, dans les années soixante, en période de plein emploi, le salaire égal, je prenais ça pour acquis!»

Happy ending, S.V.P.

 La découverte de ces luttes oubliées a donné au film une nouvelle orientation. Dès lors, il s'agissait de «combattre la disparition de l'histoire». Mais allez donc chercher du financement pour un tel projet! De plus, For Love or Money était le premier long métrage documentaire féministe indépendant en Australie. Les investisseurs hésitaient à soutenir un film qui. à leur avis, risquait d'être tourné vers le passé, austère et peu divertissant. À chaque étape de financement, les réalisatrices ont donc dû refaire la preuve qu'il y avait un public intéressé par leur film. «Ce qui, finalement, ne fut pas mauvais, souligne McMurchy, car avec toutes ces lettres d'appui et ces campagnes de financement, lorsque le film est enfin sorti, tout le monde en avait entendu parler et l'attendait!»

McMurchy et ses collègues savent qu'elles n'étaient pas les premières à se heurter à l'obstination d'une industrie qui pense profit avant qualité. Elle me donne l'exemple de *My Brilliant Career*, de l'Australienne Gilian Armstrong, un film qui a connu un certain succès en Amérique du Nord. Tiré d'un roman très célèbre en Australie, le scénario raconte l'histoire d'une jeune femme issue d'un milieu rural

très isolé et qui décide de se consacrer à l'écriture. À la toute fin du film, elle refuse, encore une fois, la demande en mariage d'un amoureux entêté. «Les distributeurs ont demandé à la réalisatrice de changer la fin! Ils voulaient un «happy ending», convaincus que la version originale, bien que conforme au roman, ne plairait pas à leur public. Heureusement, la réalisatrice a maintenu son point de vue. Ce qui n'a pas empêché le film d'obtenir un succès commercial.»

La guerre des salles

Ce témoignage montre bien que, là-bas comme ici, les industriels du cinéma préfèrent les films populaires et divertissants. Or, le documentaire n'a pas exactement la réputation d'être très divertissant. Au Québec en particulier, il a cette habitude (fâcheuse, selon certain-e-s) de nous confronter à la réalité. Toutes ces tracasseries de financement et de commercialisation ne risquent-elles pas de tuer le documentaire? Est-ce pour ces raisons qu'on en fabrique de moins en moins au Québec?

Pour Sophie Bissonnette, ces «tracasseries» ne sont pas uniquement le lot des cinéastes de documentaire. Elle a raison : le cinéma d'auteur connaît souvent les mêmes difficultés de production et surtout de distribution. Mises à part quelques exceptions comme La turlutte des années dures. Mario ou La guerre des tuques, le cinéma québécois a du mal à se faire voir dans nos salles. La preuve ? Combien d'entre vous ont raté Sonatine ou Le dernier glacier, pour ne pas s'être précipité-e-s au cinéma dès leur sortie ?

«Les compagnies qui distribuent des films d'auteur ou des documentaires québécois, explique Bissonnette, font leur travail avec de maigres ressources. Leurs subventions de fonctionnement ont été «coupées» et leurs budgets de lancement sont ridicules. En 1982, par exemple, le coût moyen de production d'un long métrage à Hollywood était de 9 à 10 millions \$, auxquels il fallait ajouter de 6 à 8 millions \$ pour le lancement en territoire américain seulement! Pendant ce temps, produit avec un budget approximatif de 225 000 \$. Le futur intérieur de Yolaine Rouleau et Jean Chabot était lancé avec 6 000 \$ dont 1 746,52 \$ à peine provenaient de l'Institut québécois du cinéma.»

Évidemment, ce n'est pas de cette façon que nos films vont concurrencer Indiana Jones ou Amadeus! Quant à savoir pourquoi les cinéastes québécois-es se tournent de plus en plus vers la fiction, je n'ai pas encore de réponse satisfaisante. Il faudra le leur demander. Mais pour l'instant, ne comptez pas sur Sophie Bissonnette, elle est partie coller elle-même ses affiches!

1/ Les 26, 27 et 28 avril au cinéma Arlequin et du 3 au 16 mai, au cinéma Parallèle, à Montréal. 2/ Au festival de Cinéma Femmes, du 6 au 16 juin. Les deux autres réalisatrices sont Jeni Thornley et Margo Oliver. For Love or Money a été présenté la première fois à Montréal, dans le cadre du Festival international du nouveau cinéma (Voir LVR, décembre 1984).

3/ Sur le même sujet, la Québécoise Diane Beaudry propose plutôt, avec *L'ordinateur en tête* (ONF, 1984, 27 min), l'alternance d'entrevues avec des spécialistes (Céline St-Pierre, sociologue, Michèle Jean, historienne) et une mise en scène avec des comédiennes. Nous y reviendrons. On peut entretemps visionner ou emprunter la cassette vidéo à l'ONF, mais attention! Il est impossible de réserver, ce qui peut causer des déceptions.



Tiré du film "For Love or Money"

LES CAHIERS

Pornographie et violence faite aux femmes et aux enfants.

ABONNEZ-VOUS ABONNEZ UN(E) AMI(E)...

aux Cahiers du socialisme C.P. 6660, Succursale Desiardins Montréal, Québec

H5B 1B7

Abonnement régulier: \$13.00

Abonnement de soutien: \$17.00 Abonnement institutionnel: \$25.00

L'abonnement de soutien donne droit à un numéro gratuit parmi les numéros, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12. 13 et 14.

(Les numéros 1 et 3 sont épuisés).

NOM:	
Adresse :	
	Code ·

ABONNEMENT RÉGULIER ABONNEMENT DE SOUTIEN (NUMERO GRATUIT) **ABONNEMENT DE SOUTIEN**

Vous pouvez vous procurer une série des anciens numéros du Cahiers du socialisme au coût de \$20.00 (exception faite des numéros 1 et 3), ou encore des anciens numéros à l'unité au coût de \$2.00 en écrivant directement aux Cahiers.

L'INFORMATION SOUS INFLUENCE Comment s'en sortir

par Jacques Keable



Un réquisitoire implacable contre la concentration de la presse. Le contrôle des médias par une poignée de businessmen n'est pas une fatalité. Des solutions

> existent pour s'en sortir et l'auteur

y apporte sa contribution

14,95\$

Un ouvrage important qui concerne les lectrices et les lecteurs de LA VIE EN ROSE. vlb éditeur

FESTIVAL DE THÉÂTRE DES AMÉRIQUES '85

1985: LA PROCHAINE ÉTAPE LE THÉÂTRE TRANSFORMÉ PAR LES FEMMES

Une conférence de femmes de théâtre des Amériques

Des femmes de théâtre de renom des États-Unis, du Mexique, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, des Caraïbes, du Canada et du Quebec se réuniront à Montréal,

les 25 et 26 mai de 9h30 à 17h à la Bibliothèque Nationale, 1700 rue St-Denis.

255 (25 et 26 mai) 155 (25 ou 26 mai) Pre-inscription: La prochaine étape

c.p. 119, succursale N, Montréal H2X 3M2 Renseignements: 842-0704

Un projet du Festival de théâtre des Amériques. Traduction simultanée en français, anglais et

16 FESTIVAL QUÉBÉCOIS DU JEUNE THÉÂTRE





FESTIVAL DE THÉÂTRE DES AMÉRIQUES '85

Montréal, capitale du théâtre du 22 mai au 4 juin... Les meilleurs spectacles des Amériques!

25 compagnies de renommée nationale et internationale.

Plus de 100 représentations de productions acclamées à l'échelle des Amériques dont:

Albertine en cinq temps de Michel Tremblay et d'André Brassard;

Le Rail présenté par Carbone 14;

La Lumière blanche, une coproduction du Théâtre Expérimental des Femmes et du Théâtre d'Aujourd'hui;

Les paradis n'existent plus... Jeanne d'Arc d'Alice Ronfard;

Circulations du Théâtre Repère;

Dreamland burns du Squat Theatre (New York);

Ne blâmez jamais les bédouins de René-Daniel Dubois et de Joseph Saint-Gelais;

Through the leaves de Mabou Mines (New York);

Maria Antonia du Teatro Irrumpe (Cuba);

Kattajak, jeux de gorge des femmes inuit d'Inukjuak (Nouveau Québec).

Un événement artistique sans précédent!

Billets en vente aux comptoirs Ticketron et à la billetterie du Festival,

1682 rue St-Denis, Montréal H2X 3K6

(514) 288-6792 / 288-9354

16 FESTIVAL QUÉBÉCOIS DU JEUNE THÉÂTRE

Festival des Amériques

Théâtre sur la ville

Vous vous déplacez rarement pour voir du théâtre? Eh bien, c'est la montagne qui se déplacera bientôt pour vous: du 22 mai au 4 juin, Montréal deviendra la capitale mondiale de la scène en accueillant non moins de trois événements théâtraux.

rimo, le 16e Festival annuel de l'Association du jeune théâtre québécois (AQJT) offrira sept spectacles, en plus d'une conférence-spectacle d'Augusto Boal, le maître à penser du «théâtre de l'opprimé», vivant aujourd'hui à Paris. Secundo, et pour la première fois à Montréal, le XXIe Congrès de l'Institut international du théâtre, organisme affilié à l'UNESCO, regroupant 63 pays, et dont les assises ont lieu à tous les deux ans: il s'agit ici non pas de spectacles, sauf le gala d'ouverture, mais d'une série d'ateliers-rencontres sur la pratique théâtrale auxquels assisteront près de 400 personnes du métier. Enfin et surtout, aura lieu le Festival des Amériques, un événement sans précédent qui, espère-t-on, se répétera tous les deux ans. Pour l'instant, c'est une première à plus d'un égard.

D'abord, le budget: 1 million \$ pour le Festival des Amériques seulement; 2 500 000 \$ en tout, puisque les trois événements se sont associés pour mieux créer «l'événement», avec une participation financière des gouvernements s'élevant à 1 500 000 \$. La direction du Festival des Amériques a même entrepris une levée de fonds auprès de l'entreprise privée, qui n'a pas été un succès mirobolant mais, enfin, c'était aussi une première.

Ensuite, tout ce branle-bas théâtral mobiliséra 12 théâtres montréalais (presque tous?) et quelques salles de conférence. Ainsi, en ces jours de début d'été, vous pourrez choisir entre 25 spectacles différents et près de 100 représentations. De quoi plaire au maire Drapeau, quoi!

Mais le plus beau, qui risque de moins plaire au maire, c'est l'idée derrière le Festival: «chercher notre identité culturelle selon l'axe nord-sud, plutôt qu'estouest» (plus précisément Europe-Amérique du Nord).

Si le terme nord-sud a une connotation politique, le théâtre que vous verrez fin

par Francine Pelletier

mai ne l'a pas nécessairement. Il y aura, en fait, un peu de tout parmi les 16 spectacles prévus, dont deux autochtones, trois québécois, trois canadiens, trois américains, et un de chacun des pays suivants: Mexique, Brésil, Argentine, Vénézuela, Cuba. Du théâtre d'auteur, traditionnel comme du théâtre expérimental. Les critères étant, bien sûr, l'excellence mais aussi la possibilité d'avoir été vu pendant la courte période de recherche, et d'être «transportable» d'un continent à l'autre. Un choix arbitraire, donc, mais certainement prometteur.

Et les femmes là-dedans ? C'est l'aspect qui semble laisser à désirer. Outre La lumière blanche de Pol Pelletier, qui a été sélectionnée (de justesse) à titre de présentation officielle du Québec (avec Le rail de Gilles Maheux et Albertine en cinq temps de Michel Tremblay), il n'y a que Les paradis n'existent plus... Jeanne d'Arc d'Alice Ronfard (sélectionnée pour le 16e Festival du jeune théâtre) comme théâtre de femmes. Ce ne serait pas une question de discrimination : Marie-Hélène Falcon, directrice du Festival et par ailleurs féministe, était bien décidée à ce que la participation des femmes dépasse les 10 ou 15 % habituels. Et puis, le comité de sélection était composé de six femmes et trois hommes. Cette sous-représentation serait due plutôt à un problème de visibilité, puisque les shows de femmes sont, finalement, assez peu réguliers et qu'il faut chercher pour les trouver.

D'ailleurs, le Festival des Amériques repose, à sa façon, la question de la place des femmes dans la pratique théâtrale. À l'heure actuelle, les shows de femmes semblent soit trop gros (certaines productions féministes américaines n'ont pu venir à cause de leur ampleur) soit trop petits (surtout en Amérique latine). Il se peut aussi, et cela semble être le cas au Québec, que le théâtre des femmes ne soit pas présentement au plus haut de sa forme. Bref. tout cela méritait réflexion et



«Maria Antonia» du Théâtre Irrumpe de Cuba

c'est pourquoi on a imaginé une rencontre intitulée 1985-La prochaine étape. Les femmes dans le théâtre des Amériques.

Dirigée par Rina Fraticelli, auteure d'un rapport sur la place des femmes au théâtre (voir LVR, nov. 84), cette rencontre aura lieu les 25 et 26 mai, à la Bibliothèque nationale, et abordera trois thèmes fondamentaux : la question Nord-Sud, la théorie vs la pratique, le passé vs le futur. Il est aussi question de mettre sur pied un centre de documentation qui, en répertoriant les productions des femmes des Amériques, rassemblerait de bien précieuses archives. Bref, ni les idées ni l'envergure ne feront défaut à ce premier Festival des Amériques. Bons spectacles.

I/ L'horaire des spectacles et rencontres se trouve dans le calendrier culturel, page 59.

Livres

Guerre et passion

La constellation du cygne Yolande Villemaire, Ed. de la Pleine Lune, Montréal, 1985.

La critique a parlé d'un roman «envoûtant» et le récent Constellation du cygne de Yolande Villemaire l'est sans aucun doute. Le livre commence par une longue séance de «baise», par la description détaillée d'une passion parfaitement charnelle. Qui ne s'y laisserait prendre ? En littérature dite sérieuse, et provenant d'une femme, c'est rare. De plus, et l'envoûtement part de là, la scène se passe à Paris en 1940, entre Celia Rosenberg, jeune Juive obligée de se prostituer



(guerre oblige) et Karl-Heinz Hausman, jeune soldat allemand.

Une telle mise en scène rappelle l'excellent roman de William Styron, Le choix de Sophie, avec cette même tendresse/passion entre deux êtres qui, selon les lois politiques, devraient se haïr mais qui, justement, ne se haïssent pas. Leur incroyable histoire nous oblige à revoir l'histoire comme telle, à y découvrir des nuances, des parenthèses, des impossibilités, là où il n'y en a généralement pas.

Mais, alors que le roman de Styron remplit cette promesse. La constellation du cygne m'apparaît trop arbitrairement, voire spectaculairement, construit. Le premier chapitre passé, le roman s'écartèle de plus en plus entre la démonstration de l'horreur nazie - Karl-Heinz devient vite caricatural - et l'espèce d'innocence à la fois érotique et ésotérique de Celia. Écrit par un homme, ce livre aurait sans doute été qualifié de sexiste : et Celia me semble beaucoup plus victime que l'héroïne de Styron.

Mais peut-être est-ce ma propre difficulté à composer avec une femme aussi évanescente, transcendante que Celia ? Bref, toutes les réincarnations antérieures et futures de Celia Rosenberg, sans me laisser indifférente, me paraissent assez incompatibles avec quelque chose d'aussi concret (et morbide) qu'Auschwitz.

Mais parce qu'il bouleverse au moins tous nos schémas établis, ce roman mérite d'être lu. Et relu?

FRANCINE PELLETIER

La folie retraversée par l'écriture

La folie comme de raison, Solidarité-Psychiatrie, Éd. VLB, Montréal, 1984.

La folie comme de raison, un livre-choc où l'authenticité des témoignages vécus nous «pogne aux tripes», interpelle nos préjugés face aux «fous» et à leurs discours. Vingt-huit personnes, pour la plupart ex-psychiatrisée-es et membres du collectif Solidarité-Psychiatrie, ont collaboré à la rédaction de ce recueil de

cent cinquante-trois textes présentés sous des formes variées (poème, récit, conte, etc.). On ne s'ennuie jamais à la lecture, et on découvre, avec étonnement ou avec trouble, des discours hétéroclites tantôt délirants ou questionnants, incisifs ou fantaisistes.

Malgré des styles fort différents, la qualité de l'écriture prédomine et établit l'homogénéité du recueil. Les thèmes de la folie, de l'institution psychiatrique et de son discours réducteur orchestrent les témoignages de cette population marginalisée et trop souvent exclue. Ces textes, parlant d'exclusion, de rejet, de solitude et d'incompréhension, m'ont profondément émue.

FRANCINE LAMPRON

De nouvelles lettres persanes

Lettres à une autre, Lise Gauvin. Éd. L'Hexagone/Le Castor astral, Montréal/Paris 1984.

J'ai pris le plus grand plaisir à lire chaque page de l'essai-récit de Lise Gauvin. La narratrice, venue de Perse, est inscrite en lettres françaises et écrit à son amie Sarah, demeurée dans le lointain pays, treize lettres denses sur le Québec d'aujour-d'hui. Brillante, emmagasinant à la vitesse de l'éclair un bagage fou de connaissances, elle tentera alors de cerner notre société.

Essai à l'emporte-pièce plutôt que récit, usant volontiers du raccourci, ce livre aborde tous les sujets : nationalisme, fédéralisme, traditions d'ici et d'ailleurs, culture québécoise de plus en plus marquée par le

discontinu, le fragmenté. Comme son propre discours, observe l'auteur. Or, l'analyse socioculturelle et politique du Québec demeure, sauf exceptions, le fief des hommes, qui se gardent bien de souligner l'apport original des femmes en matière de culture et de littérature. Lise Gauvin le fait avec humour et pertinence. Elle constate, à son tour, que les femmes qui écrivent cherchent à donner une autre signification au langage inventé par les hommes. «Je me laisse porter par la parole chercheuse de mes contemporaines.»

Mais en quoi cette parole estelle spécifique? se demande l'auteure. La question demeure trop complexe pour qu'on puisse y répondre. La prudence de Lise Gauvin serait-elle l'annonce d'une étude plus approfondie du langage féministe? Ce livre nous le laisse penser.

JAQUELINE HOGUE

Et le Saint-Esprit?

Au nom du père du fils et de Duplessis, collection de textes sous la direction d'Andrée Yanacopoulo. Éd. du Remue-ménage, Montréal, 1984.

Voici un livre qui, sans doute, attirera quiconque a connu, au moins en partie, le règne de «la grande noirceur». Dans son texte Le régime Duplessis, Marcelle Maugin analyse pourquoi Duplessis fut un fasciste à peine manqué, un dictateur de poche. En comparant ce régime à ceux d'Hitler et de Mussolini, il nous apparaît évidemment moins violent mais non moins oppressant. Et en disant sa tristesse de devoir

(514) 598 - 8620

Diane Girard

Psychologue

GESTALT-THÉRAPIE

2127, rue St-André (près du métro Sherbrooke) Montréal, QC H2L 3V2

BOUQUINEZ À L'AISE À

1246 rue St-Denis Montréal Tél.: 844-6896 raconter cette époque, Anne Legaré nous rend le climat de la vie des femmes d'alors : «C'est, en m'y arrêtant, comme si je l'avais encore à fleur de peau, ce souvenir amer. Mon corps qui commençait à peine à émerger de cette torpeur lente se rebiffe ; tant d'années de dérision, tant d'années de sarcasme, de comédie:»

Malheureusement, ce recueil composé de six textes différents ne tient pas tout à fait sa promesse d'éclairer le présent à la lumière du passé. Seul le texte de Marcelle Maugin fait un lieu intéressant entre les «années bleues» et le référendum de 1980, nous faisant ainsi mieux comprendre le phénomène des Yvettes. Le restes est, soit moins neuf, soit moins convaincant, tout en méritant notre attention parce qu'il rappelle un passé encore proche.

Souhaitons aussi que ce livre puisse nous servir de mise en garde face à notre propre complicité, nécessaire pour que se maintiennent au pouvoir des régimes qui nous oppriment.

RAYMONDE LORRAIN

Théâtre

La puissance de l'héroïne

Les paradis n'existent plus. Jeanne d'Arc d'Alice Ronfard, créée à la salle Fred-Barry en janvier 85, reprise au Festival de l'AQJT les 29, 30 et 31 mai, à Montréal.

Par les temps qui courent, il est rare de sortir d'une pièce de

théâtre avec de l'énergie en plus : ou le sujet nous déprime. ou la production n'est pas à la hauteur de nos attentes, ou il n'y a rien là, dans les pires cas. Et pourtant, la pièce d'Alice Ronfard enthousiasme. Non pas que tout y soit parfait - c'est une première pièce, après tout - mais l'enthousiasme et la puissance y sont partout, derrière chacun des mots, dans le jeu de chacune des comédiennes (et du comédien), dans la mise en scène de Claude Poissant, dans la scénographie de Danielle Lévesque, dans les lumières d'André Naud, qui sculptent intelligemment un espace ouvert et permissif.

Tout vibre dans cette pièce. Est-ce le pouvoir toujours réel de Jeanne d'Arc sur nos inconscients? Le pouvoir d'une héroïne fabuleuse qui nous grise en ces temps d'impuissance planétaire? Ou est-ce le pouvoir d'une belle gang de monde qui joue bien, qui aime le théâtre. qui a du plaisir et sait le transmettre? Elles sont 16, avec l'équipe technique. Peut-être aussi la «largeur» du sujet nous change-t-elle des univers concentrationnaires ou microscopiques? Il faut avoir du front pour mettre Jeanne d'Arc en scène, et ne douter de rien. Mais ça fait du bien de voir des gens qui ne doutent de rien avoir le talent pour le soutenir!

La structure de la pièce tient de l'univers de huit enfants qui inventent une histoire autour de Jeanne d'Arc. Ils composent des personnages divers selon leurs goûts et ils sont guidés dans leurs jeux par l'Actrice (Sylvie Gosselin) qui veut être Jeanne d'Arc. Quand, tout à coup, la



Les paradis n'existent plus

véritable Jeanne d'Arc (Jasmine Dubė) débarque, déboussolée en plein XXº siècle mais quand même assez en forme pour rétablir les faits et prendre le gouvernail de ce gros bateau qui n'est pas loin de ressembler à une nouvelle arche de Noé. S'ensuit un jeu de pouvoir entre l'actrice et son héroïne, jeu difficile pour l'actrice qui, d'habitude, invente son personnage librement sans avoir le personnage réel derrière son épaule, toujours en train de lui dire quoi faire et comment, en vue de respecter la vérité historique; cela provoque des situations souvent drôles, parfois tragiques.

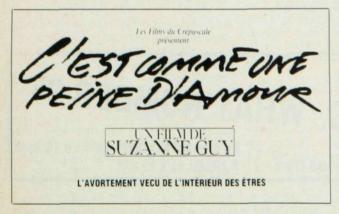
Alice Ronfard a-t-elle écrit une pièce féministe? Elle dirait probablement que non. Mais moi j'ai vu une pièce profondément féministe, qui ne démontre rien sur les femmes mais fair agir les huit (!) personnages avec puissance et indépendance. Et si Alice Ronfard a écrit cela – je dirais naturellement – c'est que d'autres sont venues avant elle. Bonne nouvelle : l'héritage s'est bien rendu, et il n'est pas dilanidé

HÉLÈNE PEDNEAULT

Désir d'un jour

Une journée particulière, pièce d'Ettore Scola, au théâtre du Rideau vert, en mars et avril. Mise en scène: Guillermo de Andrea, Avec Marie Tifo et Jean Besré.

J'avais vu le superbe film. Ça n'arrange jamais les choses. On finit toujours par faire des comparaisons! J'avais donc vu le film, du même Ettore Scola, avec





S'il est une animatrice maison

qui s'est intéressée depuis long-

temps à la cause des femmes.

guindés, le ton empesé, la dis-

D'autre part, les déplacements

c'est bien elle.

c'est qu'elle était un melting pot sans intention autre que montrer des femmes ayant réussi, et nous convaincre que le féminisme n'a plus son sens. Là-dessus, Denise Bombardier avait toujours l'air d'être dépassée sur sa gauche par ses invitées!

Et côté contenu, ca volait bas! En effet, quel esprit réducteur a pu écrire, pour le texte d'ouverture de l'émission, qu'au fond le féminisme a comme but de mieux vivre avec les hommes?

Quant aux invitées spéciales, elles n'avaient souvent de spécial que le fait d'être très connues. Les propos sentaient généralement le réchauffé. Résultat: aucune émotion, aucun punch, aucune atmosphère. Et finalement, l'émission semblait s'adresser moins aux femmes qu'à tous ceux qui n'auraient pas encore entendu parler de féminisme.

FRANCINE PELLETIER

Sophia Loren (pour qui j'ai un faible) et Marcello Mastroiani. Hitler vient rendre visite à l'Italie, le pays est en liesse, le peuple s'habille, se farde, les Chemises noires vont à la fête. Une ménagère, mère de six enfants, n'ira pas... elle n'a pas le temps, doit s'occuper de la maison, préparer le repas du soir pour l'homme et les enfants. À côté, sur le même palier, vit un homme. Il est seul. semble tendu, attend fébrilement un coup de téléphone. Voilà. Sur la scène tournante du Rideau vert, alternent les vies fragiles de l'une puis de l'autre.

Il faudra que s'échappe le perroquet de la femme pour que ces deux êtres fassent connaissance. Seuls en cette journée comme seuls au monde, ils apprendront l'un sur l'autre, l'un par l'autre. À travers la peur et l'ennui, à travers ce jour qui n'en finit pas, qui ne devrait pas finir, naît le désir étonnant d'une femme pour un homme, peu importe qu'il soit cultivé, annonceur à la radio, homosexuel... peu importe qu'elle soit ignorante, analphabète et ménagère (nous sommes dans les années 40 en Italie, misogynie oblige!)... peu importe qu'il soit en danger d'arrestation et qu'elle ne le sache pas. La journée - toute particulière fera de ce duo un tandem et. lorsque le désir sera trop fort, c'est elle qui viendra à lui.

Marie Tifo, splendide, étonnante et criante de vérité, m'a fait oublier la belle Sophia, le ton étant d'un naturel, l'accent... italien. Quant à Jean Besré, il se défendait bien dans un rôle que la mise en scène a voulu un peu trop culpabilisant et mélodramatique par moments.

ANNE-MARIE ALONZO



Une journée particulière : Marie Tifo, Jean Besré

Spectacle

Spécialement ennuyeuse

Samedi le 30 mars, à Radio-Canada, une émission «très spéciale» pour marquer la fin de la décennie des femmes. Beaucoup d'invitées - Gloria Steinem, Benoîte Groult, Oriana Fallaci et plus près de nous, Louise Beaudoin, Anne-Claire Poirier, Pauline Marois, Jeanne Sauvė - ainsi que quelques artistes, notamment Louise Marleau, Louise Forestier, Ginette Reno. En plus, de nombreuses femmes dans la salle dont une dizaine reçurent un hommage pour leur contribution à la cause des femmes (dont LVR). Émission très spéciale si on veut, mais aussi très ennuyante, qui n'est jamais parvenue à donner une autre impression que celle d'un devoir à faire.

D'abord, quelle idée de choisir

Denise Bombardier et Gaston L'Heureux pour animer ces deux heures de direct ?! La première n'a jamais défendu (ouvertement) les intérêts des femmes. Le deuxième n'était là que pour assurer l'aspect variétés du show, baiser la main et tirer la chaise de sa coanimatrice, à répétition. Pourquoi la réalisatrice n'a-t-elle pas fait appel à Aline Desjardins?

BOUQUINEZ À L'AISE À

TN AGENCE DU LIVRE

1246 rue St-Denis Montréal Tél.: 844-6896



Un film de Sophie Bissonnette

«QUEL NUMERO WHAT NUMBER?»

Distribution: Cinéma Libre

Au cinéma parallèle du 3 au 16 mai à 19h30 et à 21h30

Suite de la page 29

ENFIN, LISE PAYETTE!

LVR: À aucun moment, vous ne trouviez ça positif?

LP: Au contraire. Tout était positif, tout était prioritaire. La seule chose qu'il fallait obtenir ce soir-là, après leur discours, c'était qu'ils reviennent à la télé trois mois plus tard, le gagnant et les perdants, pour faire leur rapport : la condition des femmes était prioritaire, où en êtes-vous? Ca. ce serait bon : assurer un rôle nécessaire de chien de

LVR: Les élections québécoises s'en viennent. Pour les femmes, les conditions sont-elles meilleures ?

LP: Ne comptez sur rien. Il y aura peut-être plus de femmes candidates ; elles ne seront pas toutes élues... Personnellement, s'il y a une femme sur la liste, je serai portée à voter pour elle, même si je ne la connais pas. Moi, j'en suis là. Il se peut que vous préfériez voter pour un gars «féministe» en pensant qu'il va mieux défendre vos intérêts. Mais selon l'expérience que j'en ai, un gars ne défend pas les intérêts des femmes...

LVR: Et pourtant vous étiez prête à nommer un homme ministre délégué à la Condition feminine?

LP: Oui, parce qu'une fois chargé de la responsabilité ministérielle, il n'aurait plus le choix, il devrait faire marcher son ministère donc, forcement, faire avancer ses dossiers. Et s'il n'était pas un bon ministre. il se retrouverait sur la banquette arrière.

Le Parti québécois a chassé les réveurs.

LVR: Est-ce que vous conseilleriez encore à des femmes, intéressées à la politique active de choisir le PQ?

LP: Quand un parti est en débandade, c'est le moment de l'investir, d'envahir les postes importants. À l'Université de Montréal, l'autre jour, on m'a demandé si j'étais favorable à un parti de femmes. C'est toujours non. J'ai toujours peur des ghettos, d'hommes ou de femmes. On est appelés à vivre ensemble : jusqu'à preuve du contraire, je préfère me battre avec eux. En plus, il faut 10. 15. 20 ans pour construire un parti politique. Un parti de femmes en prendrait 30, 40. parce que c'est toujours plus long avec les femmes; elles ne sont pas politisées. elles n'ont pas beaucoup de temps, il faut partir de plus loin.

LVR: Vous qui continuez d'observer la politique québécoise, que pensez-vous des reculs «stratégiques» du gouvernement péquiste sur la loi 101 et sur d'autres questions?

LP: Quand on parle de ce gouvernementlà, on ne peut pas parler de stratégie, ils ne savent pas comment ça s'épelle... Dans une partie d'échecs, par exemple, on joue à trois coups d'avance : eux n'ont même pas un coup d'avance : ils improvisent et ils réagissent à des sondages. C'est un peu désastreux...

LVR: C'est un manque de leadership?

LP: C'est plutôt la fin d'un régime, ça. Qui a vieilli d'autant plus vite qu'il a beaucoup fait au début. On peut pas nier que les deux premières années, on a roulé à pleine vapeur.

Le référendum a achevé ce gouvernement-là et ce qui en reste... Il se peut même qu'il ne reste rien de la loi 101. Et plus tard, un autre gouvernement sera obligé de refaire une loi sur la langue au Québec. Parce que la situation se sera redégradée : rien n'est acquis de facon définitive, surtout dans le domaine linguistique.

Et quand je les entends parler de vendre des actions d'Hydro-Québec, je n'y comprends plus rien! C'est une compagnie d'État: nous sommes tous actionnaires, comme peuple, d'Hydro-Québec. Et là, tout à coup, on va vendre des actions! Moi, je dis: «Ne vendez pas les miennes! Je vous l'interdis». C'est absolument insensé, il n'y a pas de logique là-dedans.

Non, plus j'y pense, un gouvernement est effectivement utile les deux ou trois premières années. Après c'est terminé.

LVR: Termine? Cela ne vous ferait pas de peine si le PQ était éliminé ?

LP: Il aurait pu être défait en 1981 et. à mon avis, cela n'aurait pas change grand-chose. Pendant ma campagne électorale dans Dorion, en 1976, je disais aux gens : «Surtout, ne me laissez pas en politique plus de huit ans, c'est sûr que je vais vous desservir!» Tu ne peux pas être au pouvoir aussi longtemps et te renouveler. Une fois élu-e, tu essaies de réaliser ce à quoi tu as rêve pendant toutes les années précédentes et dès ce moment-là, tu n'es plus capable de rêver encore. Et si personne ne rêve à ta place, t'es foutu-e. Le PQ est un parti qui n'a pas été capable de rèver, mais juste d'administrer, qui n'a plus de rèves devant lui, qui a chasse les réveurs...

LVR: Vos prédictions se réalisent drôlement Dans Le pouvoir, connais pas, vous souleviez le danger d'une tutelle trop prolongée du gouvernement et du chef sur le parti. Selon vous. l'effritement du PQ est-il en train de se précipiter ? LP: Oui, mais cela ne me fait pas peur, c'est vivant. Quand deux ou trois partis politiques structures sortiront du Parti quebecois, germeront à partir de lui, nous aurons plus d'options.



Pour ma part, j'ai vécu un gouvernement de coalition - parce que c'était ça - avec des gens d'extrême-droite, des gens de gauche, d'extrême-gauche, non, mais de gauche, de centre et je ne veux plus jamais, de ma vie, entendre parler de cette politique-là. Si jamais je m'identifie de nouveau à un parti politique, il faudra qu'il corresponde très exactement à mes convictions.

Que le PQ éclate, c'est un signe de santé, et il était temps que ça arrive. Je le dis un peu méchamment, ça m'étonne qu'ils aient pris autant de temps. Ils sont tous très intelligents.

LVR: Personne ne vous a donné un coup de fil en décembre dernier, au moment de la scission modérés-orthodoxes?

LP: Non. Denis Lazure m'a téléphoné récemment... pour me demander des renseignements sur la Chine!

LVR: Quant à vous identifier de nouveau à un parti politique, le Rassemblement démocratique pour l'indépendance pourrait-il vous tenter? LP: Non. Entre Camille Laurin et le président de la Société Saint-Jean-Baptiste, moi. je ne peux pas trouver ma place.

LVR: Et le Mouvement socialiste, qui a une position indépendantiste et féministe? LP: Mais c'est ça, il les a toutes, non? (rires). Disons que je vais attendre.

LVR: Étes-vous toujours indépendantiste? LP: Je le suis profondément. Je reste convaincue que nous avions raison, que c'est la seule solution pour le Québec, mais je suis convaincue aussi que ce n'est pas demain la veille.

Depuis dix ans, on a vidé le Québec de ses forces autour de la question nationale. Rien ne bouge et le creux de la vague risque d'être long. Le débat sur l'indépendance a été comme une guerre civile dans les maisons, les familles. Il faut s'en remettre et c'est douloureux.

En même temps, la campagne référendaire a été une période d'éducation politique comme on n'en avait jamais connue au Québec. Je rencontrais des groupes et je leur disais : «Vous êtes tannés qu'on vienne vous demander ce que vous voulez qu'on fasse. Savez-vous qu'un gouvernement devrait toujours être comme ça, en train de vous consulter, sur toutes les questions ?»





Avec René Lévesque au Conseil national du PQ le 14 juin 1980

Lévesque? C'est un bum!

Vous savez, en Chine, pour la première fois de ma vie, j'ai vu un projet de société fonctionner. Ce n'est pas celui que je veux. il ne pourrait pas s'importer ici, mais je l'ai vu en marche et pour qu'un projet de société soit en marche, il faut que la grande majorité de la population soit d'accord avec lui. C'est le cas pour la Chine actuellement. Et c'est une question d'éducation politique.

Je reproche au PQ de n'avoir fait, ici, que de l'action politique, pendant toutes les années qui ont précédé son arrivée au pouvoir. Si bien qu'on s'est retrouvés avec des membres - les militants du porte à porte qui voulaient aussi être au pouvoir. Les rangs se sont vidés pour nourrir les cabinets. Même les sympathisants faisaient des programmes, écrivaient des projets de loi. Mais plus personne ne jouait le rôle d'un membre de parti, c'est-à-dire rêver et imaginer l'avenir. Car il n'y avait pas eu ce type d'éducation, mais juste l'éducation à gagner une election.

LVR: Dans Le pouvoir, connais pas vous avez été très gentille avec René Lévesque, finalement Est-ce que vous l'aimez ?

LP: Oui. C'est un homme attachant. Je le déteste à certains moments mais quelque chose fait qu'il demeure attachant pour une Québécoise. Dans toutes ses contradictions, il nous ressemble. Dans toutes ses colères, ses faiblesses, c'est le Québec. C'est malsain et, en même temps, c'est un constat. Prendre le pouls de Lévesque, c'est savoir comment va le Québec.

LVR : Alors, le Québec ne se porte pas très bien ces temps-ci, parce que depuis Noël l'homme est de plus en plus inconséquent

LP: C'est vrai, mais nous aussi. Le Québec ne va pas bien.

LVR: Vous avez déjà dit que ce chef de gouvernement et de parti n'écoutait pas beau-

LP: C'est un bum!

LVR: que c'est un grand démocrate qui a des problèmes avec l'exercice quotidien de la démo-

LP: C'est un bum. C'est un grand démocrate en paroles. Difficilement dans les faits,

LVR: Que pensez-vous du fait qu'il s'accroche au pouvoir, alors que tout indique qu'il devrait partir?

LP: Il n'est pas seul à s'accrocher au pouvoir. Ils sont nombreux. Le lendemain du pouvoir n'est pas nécessairement un lendemain qui rit. Je me souviens d'avoir un jour demandé à mes collègues combien ils gagnaient avant d'être ministres... Perdre le pouvoir c'est comme pour un boxeur qui a connu la gloire, se retrouver sous un pont à Paris, après trois K.O. Personne ne s'est jamais penché sur le problème psychologique que ça représente.

LVR: Lévesque ne serait qu'un autre exemple de ce réflexe naturel?

LP: Et de la tradition qui fait qu'un gouvernement élu essaie de rester élu. Moi, en 80, j'ai fait rire de moi quand j'ai proposé qu'on démissionne en bloc et qu'on fasse une élection générale, parce qu'on venait de se faire défaire sur notre option la plus fondamentale. On a ri de moi : «Voyons, il reste plusieurs mois avant la prochaine élection, on ne va pas se faire battre exprès !». C'est pour ça qu'ils attendent. Le déclenchement des élections sera décidé par le premier ministre, quand les sondages seront bons. Heureusement qu'il y a une limite dans le temps, sinon il n'y aurait pas d'élections!

LVR: Et la question de la succession, ça vous intéresse?

LP: Comme question, oui. Comme avenir,

LVR: Mais si on venait vous chercher pour une convention éclair du PQ? Si votre vieil ami Bourgault - qui a toujours prétendu que vous feriez le meilleur premier ministre du Québec était chargé de vous convaincre, à vos conditions?

LP: À aucune condition. Parce que je suis profondément convaincue qu'il y a des années à vivre qui ne sont pas faites de réussite... Il faut nous refaire une santé économique. Les dossiers des femmes sont au neutre. Tout est au neutre, au Québec. Non. Et ca demande beaucoup trop d'investissement personnel pour le peu que j'aurais le sentiment de pouvoir accomplir. À tort ou à raison, mon expérience personnelle m'a fait prendre conscience des limites du pouvoir et parfois je me demande si je ne fais pas plus pour le dossier des femmes avec mon téléroman que pendant quatre ans et demi en politique. Une question comme celle-là ne vous donne pas tellement envie de réessayer.

LVR: Avez-vous parfois des rechutes, des crises de non-féminisme?

LP: Ça m'arrive. Actuellement moins, parce que ma bataille n'est pas vidante mais il y a eu des époques de ma vie où j'étais tellement tannée d'aller me battre! Il m'est arrivé de dire à mon chum: «T'as les moyens, tu devrais me marier et me faire vivre pour un bout de temps, je suis tellement fatiguée». Il se contentait de rire de moi.

LVR: Vous disiez, en 1981, que quatre ans et demi de confrontation quotidienne avec le pouvoir plus ou moins sexiste du Club des Hush Puppies, comme vous les appeliez, vous avaient rendue plus féministe. Est-ce qu'au contraire ces derniers quatre ans d'éloignement, de nonconfrontation, de travail avec des femmes, d'écriture solitaire, ont adouci votre féminisme ? LP: Je ne le pense pas. Je suis féministe comme j'ai les yeux bruns, pour le reste de mes jours. Je suis moins active actuellement mais ma raison est valable. Quand je ne sais pas quoi dire, j'aime mieux me taire. J'ai vidé mon sac de ce que j'avais de réserves, il n'est pas encore rempli, donc je n'ai pas de messages à transmettre. Mais je ne change pas. J'ai trente ans à mon crédit, ! ça m'étonnerait beaucoup de mourir autrement que féministe.



"Maria Antonia"

Cinéma

Films au féminin

Un grand choix de films de femmes ou sur les femmes à l'Office national du film, du mardi au dimanche, à 19 h et 21 h. (Complexe Guy-Favreau, 200, boul. Dorchester ouest, Montréal). 7 mai : Margaret Atwood: Once in August Mikke Rubbo, documentaire sur la grande romancière canadienne. à la recherche de ses sources d'inspiration. 8 mai : Luna luna luna, de Viviane Elnécavé, film d'animation qui rend hommage au pouvoir de l'imaginaire (19 h). 18 mai : Sonatine, de Micheline Lanctôt, qui s'attache à la vie d'une adolescente face à l'indifférence du monde (19 h). Rien qu'un jeu, de Brigitte Sauriol sur le thème de l'inceste, drame à huis-clos (21 h). 21 mai: Speaking our Peace, par les réalisatrices de C'est pas une histoire d'amour, Bonnie Klein et Terri Nash; ce film est un regard sur l'action de femmes pacifistes, qui essaient de déjouer les politiques militaristes des grandes puissances (19 h). 22 mai : Rencontre avec une femme remarquable: Laure Gaudocumentaire-fiction drenult réalisé par Iolande Cadrin-Rossignol: Louisette Dussault incarne les multiples facettes de cette journaliste, institutrice, syndicaliste, qui s'est battue jusqu'à sa mort (à 86 ans) pour sortir le Ouébec de sa servilité (19 h et 21 h). 25 mai : Pense à ton désir. une fiction-vidéo de Diane Poitras sur les femmes de plus de 50 ans (19 h et 21 h); Fait divers: elle remplace son mari par une TV. documentaire-fiction de Linda Craig et Jean-Pierre St-Louis sur les téléromans, les faits divers et la vie de banlieue; Statistiques vitales, documentaire-vidéo de Martha Rosier, sur les contraintes que les femmes ont à subir quotidiennement (19 h et 21 h).

Au cinéma Arlequin, les 26, 27 et 28 avril et au Parallèle, le 3 et le 16 mai, Quel numéro, what number? un film de Sophie Bisson-

nette qui ausculte les dessous du virage technologique et les effets de l'informatisation sur les femmes.

Théâtre

Le festival de théâtre des Amériques

27 spectacles canadiens, américain, brésilien, cubain, argentin, mexicain et vénézuélien seront présentés du 22 mai au 4 juin, dans diverses salles de Montréal. Le théâtre québécois sera particulièrement à l'honneur le 1er juin, avec un texte de Michel Garneau, spécialement écrit pour le Centre québécois de l'Institut international de théâtre dans le cadre de son XXIe Congrès mondial; monté par André Brassard et joué par Eudore Belzile, Simon Fortin, Paul Hébert. Suzanne Lemoine. Hélène Loiselle et Pol Pelletier, UOAM. salle Marie-Gérin-Lajoie. Deux pièces de femmes seulement, et qui sont québécoises : Les paradis n'existent plus... Jeanne d'Arc. d'Alice Ronfard, mise en scène par Claude Poissant, à la salle Fred-Barry, du 29 au 31 mai, et La lumière blanche, de Pol Pelletier, coproduction du Théâtre expérimental des Femmes et du Théâtre d'aujourd'hui, au Théâtre d'aujourd'hui, du 26 au 29 mai. Pour obtenir le programme complet et réserver : (514) 844-1086.

Le 3° Festival du monologue

Ce festival, dans le cadre des festivals populaires du Québec, rendra un hommage à Clémence Desrochers (les 4 et 5 mai à 20 h) et à divers autres monologuistes. Les 11 et 12, 18 et 19, 25 et 26 mai, à 20 h. Théâtre La Prairie, 247, rue Sainte-Marie, La Prairie.

'Night, mother

Cette pièce, qui a eu un grand succès à Broadway et remporté le prix Pulitzer 1983, revendique le droit de contrôle absolu sur sa vie et sa mort, y compris par le suicide. Une oeuvre de Marsha Norman, au théâtre Centaur, du 11 avril au 26 mai. Du mardi au samedi à 20 h, le dimanche à 19 h; matinées le samedi et les dimanches 19 et 26 mai à 14 h. Pour réservations: 288-3161.

En intimité avec ma mémoire

Issue de la tradition patriarcale, elle fait éclater ce qui la momifie dans une image dessinée d'avance et fend jusqu'à la mémoire, qui la projette encore plus loin. Andrée Dumouchel au Théâtre expérimental des femmes, du 22 au 24 mai inclusivement, à 20 h.

Expositions

Hul

Axe Néo-7 Centre d'art contemporain, 205, rue Montcalm, (819-771-2122), dessins de Diane Grenier, du 15 au 31 mai.

Montréal

Galerie Aubes, 3935, Saint-Denis (845-5078): Diane Gougeon (installation) du 19 avril au 5 mai. Première biennale de l'Est du Québec (multi-médias) du 8

au 24 mai. Lora Bert (peinture, multi-médias) du 29 mai au 16 juin. Galerie UQAM, 1 400, rue Berri, local J-R 120: Yolande Dupuis (travaux de maîtrise en arts plastiques) du 1er au 12 mai ; Madeleine Doré (travaux de maîtrise en arts plastiques) du 15 au 26 mai Galerie Powerhouse. 3738. Saint-Dominique, suite 203 (844-3489): Nicole Jolicoeur (dessins et livres d'artiste) et Nell Tenhaaf (peinture et photographie) du 25 mai au 15 juin. Galerie Esperanza, 2144 Mackay. (933-6455); Kathryn Kroo (huiles sur toile et sur papier) du 16 mai à la mi-juin. Galerie Noctuelle, 307, Sainte-Catherine ouest, suite 555 (845-5555): Hélène Lord (travaux récents) du 4 au 29 mai. Galerie Articule, 4060, Saint-Laurent, suite 106 (842-9686): Lorna Mulligan (peintures) du 15 mai au 2 juin. Dazibao, centre d'animation et d'exposition photographique. 4060. Saint-Laurent. suite 104 (845-0063) : Le nu (photographies) du 22 mai au 16 juin. Musée d'art contemporain, Cité du Havre (873-2878) : Peinture au Québec: une nouvelle génération, du 5 mai au 23 juin. Michel Tétrault Art contemporain, 4260, Saint-Denis (843-5487) Susan Scott (peintures) du 8 mai au 2 juin. Centre des arts visuels, 350, avenue Victoria (488-9559): Exposition de textile, L'artiste et la courtepointe du 4 avril au 4 mai. Exposition des étudiants, du 10 au 25 mai, Exposition multimédia du 31 mai au 19 juillet. Ateliers du TEF, 4379, de Bullion, Dix torsions (estampes, sculptures, installations), vernissage le 1er mai, à 20 h, exposition jusqu'au 18 mai.



Le colloque de BD de Montréal 85

Le 1er colloque québécois de bande dessinée, qui a pour but de regrouper et de stimuler ceux et celles qui s'intéressent à la BD, autant les spécialistes que les lectrices-teurs, sous le thème À l'école de la BD, se tiendra à l'UQAM, du 7 au 9 juin. Pour plus de renseignements : Colloque de la BD de Montréal, 6024, Christophe-Colomb, Montréal H2S 2G2, (273-9033).



Louise Laprade et Pol Pelletier dans «La lumière blanche»

Photo An

Vous êtes en amour avec La Vie en Rose?

Protégez-la pour toujours avec cette superbe reliure

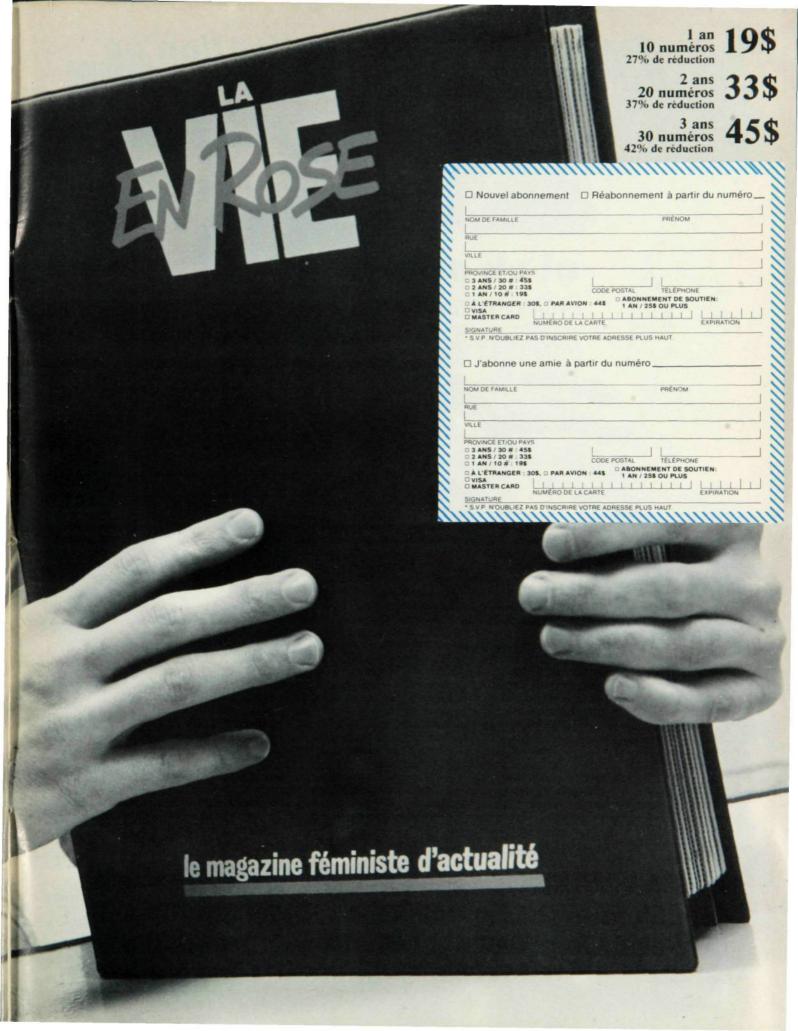
Offre spéciale de mai Recevez gratuitement 2 anciens numéros de La Vie en Rose à l'achat d'une ou plusieurs reliures Consultez la page 62 pour choisir vos exemplaires gratuits!

Pour seulement 5,95 \$ (si vous êtes abonnée) ou

6,95\$

(si vous ne l'êtes pas encore)
plus 1\$ de frais de poste et de manutention

	d'abonnée est poste et de manutention inclus que reliure demandée					
	☐ Visa ☐ Master Card					
Nº carte Expiration						
Signature	Tél					
Nom						
Adresse						
Ville	Code postal					
Allouez de 4 à 6 sema	numéros et de LAVIEEN ROSE					



Complétez voire collection de La Vie en rose, dès maintenant!



- Septembre 1981
 Quand Janette et les
 autres ne veulent plus
 rien savoir
- 4. Décembre 1981 La nouvelle famille et la loi 89
- Septembre 1982
 Mises à pied, mises au pas?
- 8. Novembre 1982 D'une mère à l'autre, dossier maternité
- 10. Mars 1983 Les femmes en prison, dossier
- 11. Mai 1983 Bouffer, c'est pas d'la tarte!
- 12. Juillet 1983 Une fourmi flottait dans sa margarita
- 13. Septembre 1983
 Apprivoiser l'informatique, dossier
- 14. Novembre 1983 Les femmes veulent renégocier le syndicalisme, dossier

Nor	n					_				
Adr	esse					1000				
Ville							- 4			
Cod	e pos	tal_		Tél						
Ci-ii de_	nclus	un			u mai ar nui		post	e au	mon	tant
3		7	1000	10			13	14	16	17
18	19	20	21	22	23	24	25			

- 16. Mars 1984 Simone de Beauvoir, féministe
- 17. Mai 1984 Marie Cardinal, entrevue
- 18. Juillet 1984 Histoires d'amour et d'eau salée
- 19. Septembre 1984
 OH BOY! Jean-Paul et
 I'Eglise des hommes
- 20. Octobre 1984 Spécial U.S.A., Les américaines et le pouvoir
- 21. Novembre 1984
 Quelle voyageuse
 êtes-vous?
- etes-vous? 22. Décembre 84 - janvier 85 Spécial littérature pour
- 23. Février 1985 Vive les sages-femmes!
- 24. Mars 1985 Les féministes se critiquent!
- 25. Avril 1985 La garde partagée, Piège ou libération?

En exclusivité et en direct

2 MATCHS

dans le cadre de la



À 20h, le jeudi 2 mai et le mercredi 8 mai

Animatrice:

Lise Garneau

Commentateurs:

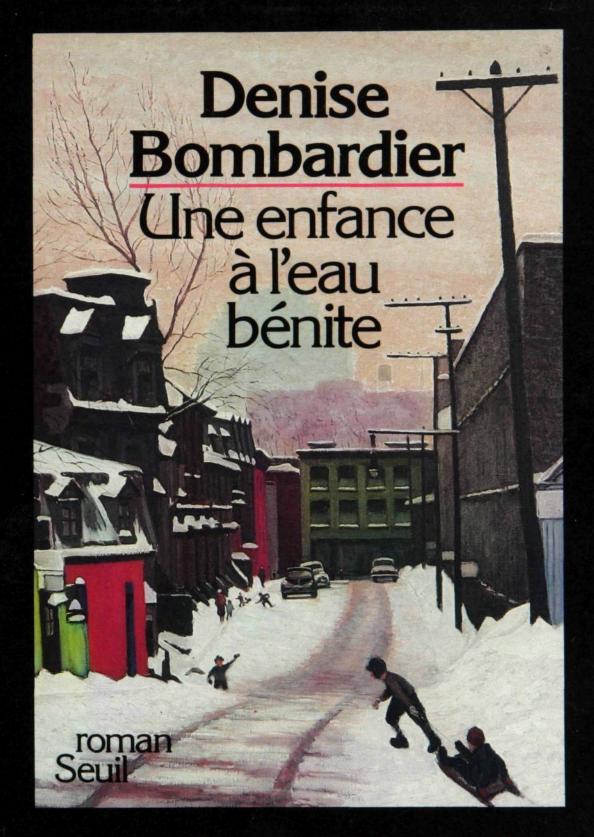
Jean-François Doré

Jean-Marc Lavergne

Réalisation:

Louis Charest





Le roman d'une petite canadienne française qui échappera à la loi de son sexe et de son milieu.

un volume de 224 pages - \$13.95

en vente dans toutes les librairies dès le 25 avril